QUATRIEME INTERNATIONALE

N° 11-12 nouvelle série
NOV -DÉC. 1973
PRIX : 7 F

revue éditée par le comité exécutif international de la IVe Internationale

JUIN 73

Numéro spécial
sur la dissolution
de la Ligue Communiste



la brèche

organe bimensuel de la ligue marxiste révolutionnaire

rosso

ORGANO DELLA LEGA MARXISTA RIVOLUZIONARIA



bresche

Organ der Revolutionären Marxistischen Liga

ROJO

suplemento
para la emigracion española
de la prensa de
la liga marxista revolucionaria
(suiza)
con la colaboracion
de la liga comunista revolucionaria
(españa)

LISEZ ET SOUTENEZ NOTRE PRESSE

– "LA BRECHE"	bi-mensuel – 30 Frs.
– "BRESCHE"	mensuel en allemand de la LMR – 15 Frs.
– "ROSSO"	mensuel en italien de la LMR – 15 Frs.
– "ROJO"	organe de la LMR et de la LCR (Espagne), paraît 10 fois l'an – 15 Frs.

Pour vous abonner, utilisez notre CCP 10-2669 Rieben/Lausanne

3 Fr



UN PAS VERS LA REVOLUTION



3 Francs 50

ligue marxiste révolutionnaire 3.–

CHILI (1)
4 septembre 1970 - 11 septembre 1973



CHILE
CHILE
CHILE



SOLIDARIDAD

QUATRIÈME INTERNATIONALE

n° 62-63 ancienne série

N° 11-12 nouvelle série

NOV.-DÉC. 1973

revue éditée par le comité executif international de la IVème internationale

sommaire

I. - EDITORIAL, par Jean-François DUMAS — p. 2

II. - LA SITUATION POLITIQUE EN FRANCE AU PRINTEMPS 1973 : 10 Documents.

1) Résolution du C.C. de l'ex-Ligue Communiste — p. 6

2) Article du Secrétariat de rédaction de « Rouge » — p. 8

3) Communiqué du B.P. de l'ex-Ligue Communiste — p. 11

4) « Libérez Krivine et ses camarades » — p. 12

5) Proclamation d'Alain Krivine — p. 14

6) « Où veulent-ils aller ? » — p. 15

7) L'Ordre Nouveau de Marcellin. Henri WELLES — p. 16

8) La riposte nécessaire. Gérard FILOUCHE — p. 19

9) Provocation ou pas ? Daniel BENSAID — p. 21

10) La « légitime défense » des fascistes — p. 24

III. - CE QU'EN DIT LA PRESSE QUOTIDIENNE :

— Extraits du « Monde », de « Libération » et de « France-Soir » — p. 26

— Appel contre la dissolution de l'ex-Ligue Communiste — p. 42

IV. - « DE L'ANATHEME AU... »

— Le P.C.F. en juin 73 — p. 43

V. - SOLIDARITE INTERNATIONALE :

— (Les Sections de la IVe Internationale en campagne contre la dissolution de la Ligue Communiste) — p. 50

VI. - DEFENSE DES EDITIONS MASPERO — p. 70

Directeur de la publication
Pierre FRANK

Secrétariat de Rédaction
Jean-François DUMAS
Philippe SCHMIDT
Emile NOIRAUT
Suzanne ROBICHON
Arthur LOURS

Maquette
Jacques PESQUET
Hugo VEGA

Pour toute correspondance
« Quatrième Internationale »
9 impasse Guéménée
75004 Paris

Photos :
Droits réservés

CCP ROUGE 25 04388 Paris

de la dissolution de l'un à la décomposition de l'autre



I) – UNE CHRONOLOGIE PARLANTE.

28 juin 1973 : Le gouvernement Messmer de la 5ème République française – une et indivisible – décrète la dissolution de la Ligue communiste, section française de la Quatrième Internationale.

Motif : a contribué (fortement !) à organiser une manifestation de rue contre un meeting « raciste, xénophobe et antisémite » (dixit le Premier ministre) au cours de laquelle, les « forces de l'ordre » eurent la douloureuse surprise de se faire bousculer voire même bastonner plus rudement, plus systématiquement qu'à leur habitude ! La République, à l'évidence, était en danger ! Pour la sauver, quoi de plus normal que d'interdire – ils disent « dissoudre » – la Ligue communiste, piller ses locaux, emprisonner trois de ses dirigeants, perquisitionner plusieurs dizaines de ses militants ? Tous les « observateurs » ont bien noté la « fausse symétrie » consistant à « dissoudre » également les fascistes d'Ordre nouveau au plan juridique mais sans gêner en rien leur fonctionnement...

16 décembre 1973 : « Le Monde » quotidien pondéré et mesuré dans ses propos, entre tous, titre, sous la plume du responsable de sa rubrique « politique française » : « la décomposition » (du régime politique) qui se conclut en ces termes : « Quinze ans et sept mois après mai 1958, le temps vient-il où l'on devra plagier le Charles de Gaulle le plus rude et le plus méprisant pour dire que le pouvoir pompidolien n'est pas à prendre mais à ramasser ? ».

17 décembre : Deux hebdomadaires parmi les plus lus soulignent l'état de tension caractérisant la situation sociale et politique française de cet hiver 1973-1974 : « Le Point » titre : « Crises : Messmer doit partir », « Le Nouvel Observateur » présente « La chute de Marcellin ».

19 décembre : Les fascistes français reconstitués sous l'étiquette « faire front » doivent manifester :

– contre « l'immigration sauvage », déjà à leur ordre du jour du 21 juin.

– leur solidarité à leurs idoles : les bourreaux, les assassins, les fascistes de la junte chilienne.

Or plusieurs éléments importants doivent être notés :

a) Contrairement à la situation du mois de juin, la gauche traditionnelle a réagi *avant* de laisser s'accomplir ce qu'elle n'a pas cru bon, cette fois, de caractériser comme une « provocation », un « piège sanglant » tout juste bon à perdre quelques jeunes trotskystes aventureux et écervelés. C'est le 10 décembre que « l'Humanité » titre : « Défense des libertés : les fascistes chiliens ne parleront pas à Paris ! Dix organisations décident de s'opposer au meeting prévu le 19 décembre avec un représentant de Pinochet ! » Bravo, « l'Humanité » ! Mais, au fait, pourquoi cette différence d'attitude six mois après le 21 juin ? Parce que cette fois les fascistes sont chiliens et pas français ? Bien sûr que non ! Parce que les dizaines de milliers de travailleurs chiliens nous interdisent – après leur mort ! – de laisser parler leurs bourreaux ? Mais n'est-ce pas justement la tâche des révolutionnaires d'empêcher les nazillons français d'aujourd'hui d'être un jour capables d'imiter Pinochet ? Et, à cet égard, pourquoi ce qui s'avère réaliste et nécessaire en hiver était erroné et superflu au printemps ? Voilà ce qu'il faut demander avec force et précision aux militants communistes, aux militants syndicaux, aux membres de la JC qui ont récemment renoué avec des formes d'actions, hier encore monopoles des « gauchistes-Marcellin » (occupation de l'ambassade du Chili le 8 décembre).

b) Le gouvernement, comme en juin, avait commencé à créer une situation favorable à des provocations et incidents de toutes sortes : les fascistes français ont retenu pour leurs collègues et amis chiliens et pour eux mêmes la salle de la Mutualité le 19 décembre. Près de deux semaines avant commença la campagne de presse de la gauche et la mobilisation de l'extrême-gauche. Le pouvoir doit en outre faire face à des attaques venues de son propre camp : débat sur l'avortement à l'assemblée qui divise la majorité gouvernementale, scandale des micros du « Canard Enchaîné », secteurs de la grande bourgeoisie désireuse de faire face à la crise sociale qui s'annonce en France en remplaçant dès que possible l'actuel équipe gouvernementale « Le Point »)... etc. Il cède donc partiellement sur le 19 décembre, mais fort habilement : il n'interdit pas le meeting fasciste, il fait suffisamment pression sur la direction de la salle de la Mutualité pour que ce soit cette dernière qui prenne l'initiative de revenir sur la location accordée peu avant à « Faire front ». Et comme *la veille* du meeting fasciste désormais impossible, doit se tenir une soirée de solidarité aux Editions Maspéro, laquelle n'est prise en charge par aucune organisation en tant que telle, il est bien probable que la fureur des fascistes trouvera là une bonne occasion de s'exprimer sans trop de danger.

c) Les fascistes annoncent leur intention de manifester dans la rue puisque leur « réunion fermée » n'est plus possible, le mercredi 19 toujours. Des initiatives anti fascistes séparées à l'origine (sectarisme anti « gauchistes » du PCF) mais convergentes ont lieu les lundi 17 et mardi 18. Une contre-manifestation anti-fasciste est annoncée pour le 19. Le dimanche 16 des militants des comités Chili avaient séquestré le fasciste chilien Villarin dans son hôtel (voir Rouge 234). Le gouvernement interdit la manifestation et la contre-manifestation du 19.

La campagne anti-fasciste n'aura pas été sans écho ni sans résultat : les émules de Pinochet n'ont pas pu s'exprimer centralement ni manifesté publiquement le 19 décembre. Objectif rempli ! Il n'empêche qu'ils se sont néanmoins livrés à une série d'opérations de commandos à Paris, Marseille et Nice (voir « Le Monde » du 21-12) contre des locaux d'organisations de gauche. Voilà un fait qui réclame tout notre attention. Et ceci nous convainc chaque jour davantage que notre vigilance ne doit en aucun cas se relâcher et qu'il revient à l'avant-garde marxiste révolutionnaire d'être au premier rang de la lutte anti-fasciste et anti-raciste.

d) « l'Humanité » du 21 décembre ne consacre pas moins de 2/3 de page à dénoncer ces raids des fascistes, les atteintes gouvernementales aux libertés publiques et à des appels à des actions de riposte. Premier signe d'une meilleure compréhension par les réformistes des dangers représentés par « l'Etat fort » et ses alliés parallèles officieux, les fascistes ? Première vélléité de ne pas laisser aux seuls « gauchistes » le prestige de l'indispensable combat anti fasciste ?

II) – LA BOURGEOISIE FRANÇAISE ET NOUS, SIX MOIS APRES

1 – Du 21 juin au 19 décembre. Les critiques sur l'organisation du 21 juin n'avaient pas été le seul fait des pleutres réformistes, les courants d'extrême-gauche ne nous avaient pas non plus épargné leurs flèches plus ou moins acerbes ou paternalistes. Or, six mois plus tard, *sur les mêmes thèmes, contre les mêmes ennemis, le même combat* mieux mené par des forces plus préparées, aboutit à la mise en échec du 19 décembre des fascistes.

Cela ne prouve-t-il pas à l'évidence que les révolutionnaires devaient se manifester le 21 juin et que « si un bilan critique du 21 juin est nécessaire, il doit porter non sur le principe de la contre-manifestation, mais sur la faiblesse de sa préparation politique » ? (Rouge 216 du 10 août 1973 qui ajoute que « si l'on veut circonscrire la critique à propos du 21 juin, il faut parler de decision irresponsable et non d'erreur ultra-gauche. De décision irresponsable parce que la contre-manifestation étant justifiée et nécessaire, tout n'a pas été mis en œuvre pour créer les conditions les plus favorables à sa réussite : faiblesse de la campagne anti-raciste préalable, absence de comité unitaire préparatoire à la base, explications de masse insuffisante sur les rapports entre la manifestation du 20 juin pour les libertés et celle du 21 juin »).

Les choses ont bel et bien changé depuis puisque dans son No 233 du 21 décembre :

« Le journal Rouge se félicite de la décision du Collectif de défense des libertés de s'opposer à la tenue du meeting fasciste du 19 décembre, au cours duquel un représentant de la junte chilienne doit prendre la parole. Alors que le 21 juin les organisations partie prenante de ce collectif avaient laissé les forces révolutionnaires réagir seules à une provocation similaire, permettant ainsi au pouvoir de dissoudre la Ligue communiste, Rouge note que c'est la première fois que les forces de gauche s'engagent à interdire une initiative fasciste, montrant ainsi que la riposte du 21 juin a porté ses fruits. Considérant qu'il n'est pas possible de laisser parler à Paris les apprentis-Pinochet, qu'il n'est pas possible de tolérer la moindre complicité du pouvoir, le journal Rouge s'associe donc à cet appel ».

Communiqué

2 – Les avatars du gaullisme en 1973

1973 n'aura pas connu la chute de la bourgeoisie française – personne n'y croyait d'ailleurs ! Mais ce n'aura certes pas été non plus une année de gloire. Ne faisons que rappeler les principaux événements ayant marqué la vie sociale et politique du pays cette année :

a) Février-mars : élections législatives montrant visiblement le rétrécissement des bases sociales du néo-gaullisme et indiquant par la même la nécessité pour lui de substituer un durcissement droitier au bonapartisme traditionnel.

b) Mars-avril : le « mouvement jeune » contre la loi Debré sur le service militaire – et dans une moindre mesure contre les réformes universitaires vient troubler massivement l'ordre post-électoral.

c) Durant tout l'été, « l'affaire Lip » et l'immense mouvement de solidarité que celle-ci suscite donne à des milliers de travailleurs de France et à l'avant-garde du monde entier une image parlante de ce que pourrait être le contrôle ouvrier... et de ce que peut faire le sabotage stalinien contre une lutte exemplaire.

d) Une rentrée sociale marquée par :

– l'inflation galopante devant laquelle le gouvernement français parait totalement impuissant ; la hausse des prix s'accélère spectaculairement en octobre-novembre pour « éponger » les augmentations salariales de l'année écoulée ; la « grève générale » du 6 décembre des syndicats et partis de gauche

– la politique gouvernementale déconcertante pour les petits commerçants : loi Royer en leur faveur suivie de taxation sur fruits et légumes et aboutissant à l'inquiétante « grève générale » des petits commerçants du 15 novembre

– le scandale de l'ORTF et le licenciement d'Arthur Conte

– le débat parlementaire sur l'avortement montrant à la fois le recul global mais aussi la résistance acharnée de l'idéologie cléricalo-médiévale au sein de la classe dominante

– le scandale des écoutes téléphoniques, du « Canard Enchaîné », le discrédit de Marcellin et de la police même au sein de la bourgeoisie.

– les nouvelles flambées de racisme, notamment dans le sud de la France, explicables du fait des difficultés grandissantes de milliers de travailleurs français en matière de salaires, d'emploi, de la complicité gouvernement-police officielle- bandes parallèles fascisantes, du manque de perspectives globales offertes par les directions traditionnelles du mouvement ouvrier et par la faiblesse encore trop grande des révolutionnaires implantés dans la classe ouvrière... tout ceci laissant place au phénomène bien connu du « bouc émissaire » dont les travailleurs nord-africains notamment sont en France les victimes.

Bien sûr, rien de tout cela ne peut nous faire espérer qu'en France, le capitalisme et la bourgeoisie en sont à vivre leurs derniers instants. Nous ne prendrons pas les invectives du « Point » à l'égard d'une fraction adverse de la même classe dirigeante pour le signe annonciateur d'une violente bourrasque révolutionnaire et nous ne pêcherons pas non plus par journalisme social-démocrate en confondant un éventuel remaniement ministériel avec une crise décisive de l'appareil d'Etat. Ce sur quoi nous misons est assez simple, au fond, mais de première importance :

* *Le « néogaullisme »* ou « pompidolisme » non seulement n'a à l'évidence aucun projet stratégique permettant à la bourgeoisie française de se bâtir un régime stable indispensable à ses projets, mais encore il est démuni des artifices idéologiques dont le Bonaparte de Gaulle avait pu se servir pour intégrer provisoirement une part non négligeable de la classe ouvrière et des classes moyennes. D'où la multiplication des démonstrations centrifuges qui affaiblissent le pouvoir (démissions, grogne et rogne des orthodoxes du gaullisme – voir les articles du « Monde » des 23/24 décembre de Laurens, Duhamel et Ferenczy, division de la majorité parlementaire... etc.) et éclairent cruellement l'impasse dans laquelle il se trouve enfermé. Cette absence de stratégie ne saurait encore une fois se réduire à sa chute brutale ou même à l'éclatement d'une crise sans pardon; ainsi il n'est pas exclu que la classe dominante française, privilégiée par rapport à certaines autres bourgeoisies pour ce qui est de la « crise de l'énergie » ne sache pas, relativement habilement, exploiter cette « crise » pour sauvegarder ou restaurer des profits menacés tout en tentant de remettre à l'honneur la vieille lune de la « solidarité nationale » dans le cadre de l'« union sacrée ». Ainsi, les articles de « l'Humanité » soulignent-ils davantage cet aspect des choses – une maitrise partielle par la bourgeoisie de la crise économique due à la question du pétrole notamment – plutôt que l'affolement d'une classe dominante terrifiée par la récession qui vient et l'effondrement pressenti de son système. Ce n'est pas tout à fait à tort semble-t-il.

* *Un réformisme* social-démocrate et stalinien « uni » depuis 18 mois et électoralement en progrès mais qui catalyse de bien sérieux inconvénients pour pouvoir être crédible comme alternative au pouvoir :

– l'Union de la gauche, du fait de sa composition politique, ne saurait, tel le Front populaire de 1936 être impunément utilisée par la bourgeoisie comme caution, moyen de restaurer l'ordre social, comme marche pied pour la construction d'un Etat encore plus fort ; donc il est peu probable que Pompidou appelle jamais Mitterrand au gouvernement.

– Mais cette même Union de la gauche n'envisage pas malgré quelques « petites phrases » de parvenir « au pouvoir » autrement que par les urnes ; les réactions de Mitterrand comme de Marchais au coup d'Etat chilien de septembre ont bien montré, si besoin était que l'aveuglement et l'impuissance des réformistes était total et définitif. Ne comprenant pas la nature de l'impérialisme aujourd'hui, la fonction de l'Etat fort, les réformistes ne sauraient constituer, sauf, et c'est là le véritable problème, dans la tête des travailleurs qu'ils dominent encore notamment au sein des organisations de masse, une alternative à la bourgeoisie sur son déclin.

**Une avant-garde marxiste-révolutionnaire* encore numériquement limitée mais qui a pour elle trois atouts majeurs :

– elle se veut l'héritière attentive et alerte des acquis théoriques et pratiques de plus d'un siècle de mouvement ouvrier révolutionnaire international.

– elle est prête – elle l'a déjà montré à de multiples reprises dès avant mai 68 et bien souvent depuis – à être partie prenante active des luttes de dizaines de milliers de travailleurs, de jeunes pré-ouvriers, paysans, étudiants, lycéens, des combats des femmes, des jeunes appelés révoltés contre le broyage militaire qui, pratiquement en permanence ponctuent la vie sociale et politique et, par leur intensité, leur combativité, ont mis fin au duo paralysant bourgeoisie-réformistes.

– elle est composée de militant(e)s irréductiblement attaché(e)s à tout mettre en œuvre, leur programme, leurs traditions, leurs forces, pour consruire par-delà les « dissolutions » d'un jour, le parti ouvrier marxiste révolutionnaire qui saura, dès que possible, faire triompher la cause pour laquelle ils luttent aujourd'hui : trahir la bourgeoisie, mettre à bas son édifice social, assurer le pouvoir des travailleurs, entamer la construction du socialisme.

Marcellin a voulu dissoudre la Ligue Communiste ? Soit ! Mais on ne dissout point le trotskysme : d'autres tristes sires, d'un autre calibre (Staline et Hitler) s'y sont cassé les dents avant lui. Tous les Marcellin du monde périront et avec eux leur société condamnée et honnie ; la IVème Internationale saura lutter jusqu'à la victoire totale ! En France aussi, pour les trotskystes, le combat continue !

* *
*

Ce numéro spécial de la revue «, Quatrième Internationale » est entièrement consacré à la situation en France à la fin du printemps 1973 et plus spécialement à la dissolution de la Ligue Communiste, au contexte politique permettant de comprendre les causes essentielles et secondes de cette dissolution (relativiser le problème mis en avant par les réformistes de la « provocation »), et aux campagnes de protestation contre cette atteinte au mouvement révolutionnaire menée tant en France qu'à l'étranger. Sans pouvoir être totalement exhaustifs, nous avons tenu à présenter, même tardivement à nos lecteurs, des documents aussi variés que possible mais tendant tous à montrer :

– pourquoi le 21 juin les marxistes révolutionnaires ont organisé la manifestation de rue qui devait servir de prétexte au gouvernement pour les réprimer ;

– comment, pour la première fois depuis 50 ans, un parti stalinien, le PCF, a été amené à prendre, certes à sa manière et avec une efficacité immédiate toute relative, *la défense publique* d'un « groupe *trotskyste* », au nom de la liberté d'expression !

– Quelles ont été en France les réactions immédiates au 21 juin, dans la police, à propos de la police et du ministère de l'Intérieur, etc.

– Comment, seule une organisation internationale centralisée peut mener à bien avec le maximum d'efficacité politique, une campagne mondiale dès que l'un des maillons du mouvement marxiste-révolutionnaire se voit attaquer par l'ennemi de classe. Ceci n'est pas la partie la moins originale de cet ensemble de documents qui permet de montrer le caractère irremplaçable de l'Internationale à construire pour mettre à bas l'impérialisme à l'échelle du globe...

Le 23 décembre 1973
Jean-François DUMAS



la situation en france

le contexte de la dissolution

Nous republions ici quatre documents parus dans divers numéros de Rouge.

Le premier, résolution du Comité Central de l'ex-Ligue Communiste des 28 et 29 avril 1973, analyse de la situation sociale et politique française au lendemain des élections législatives et du vaste mouvement des jeunes lycéens, étudiants et apprentis. Le second, prolongement du premier, constitue une mise au point de l'appréciation de la situation par les marxistes révolutionnaires trois mois et demi plus tard, compte tenu des événements survenus entre le 1er mai et la mi-août, notamment de la dissolution de l'ex-Ligue Communiste et de la solidarité massive qui la suivit. En troisième lieu un bref communiqué du B.P. de l'ex-Ligue mettant en lumière les prémisses de la campagne raciste qui s'est développée ultérieurement au cours de l'été, justifiant, s'il en était besoin, les initiatives des révolutionnaires contre le meeting raciste d'Ordre Nouveau, le 21 juin. Le dernier document restitue la déclaration d'Alain Krivine, membre du Bureau Politique de l'ex-Ligue Communiste, le soir même de la dissolution.



RESOLUTION DU COMITE CENTRAL DE LA LIGUE COMMUNISTE

« Une période d'affrontements durs et prolongés »

1

1 — Depuis les élections législatives, une situation politique nouvelle s'est développée en France. La mobilisation sans précédent des étudiants, lycéens et apprentis contre la loi Debré et le décret Fontanet a favorisé la relance de luttes ouvrières dures dans les grands centres de la métallurgie, ainsi que dans un grand nombre de moyennes et petites entreprises.

2 — Mais l'absence de perspectives globales, après l'échec électoral de l'Union de la Gauche, n'encourage pas la classe ouvrière à se lancer dans une épreuve de force frontale dont l'issue lui paraît incertaine. **Malgré la volonté générale d'en finir avec le régime, les luttes actuelles ouvrent la voie à une crise sociale profonde plutôt qu'à une explosion généralisée, elles débouchent sur une période d'affrontements de classes durs et prolongés.** Toutefois, une mesure brutale de répression, ou toute attaque qui touche l'ensemble de la classe ouvrière pourraient modifier brutalement la situation en unifiant les luttes et en engageant une épreuve de force.

3 — **La situation actuelle dans la classe ouvrière se caractérise par une combativité générale mais inégale et par un niveau de conscience différencié dont la grève de Renault est l'illustration frappante.** L'apparition d'une nouvelle avant-garde ouvrière dans les entreprises, la défiance de secteurs de la classe ouvrière face aux directions réformistes, favorisent l'expression d'une révolte croissante non seulement sur des revendications salariales, mais aussi sur la reconnaissance de la qualification, sur l'amélioration des conditions de travail surtout de la part des OS et des travailleurs surexploités (immigrés, femmes, jeunes).

4 — Ces luttes mettent à l'ordre du jour le problème de l'auto-organisation des travailleurs et de l'auto-défense ouvrière face à l'intervention des bandes armées du capital qui sont déjà intervenues chez Peugeot.

5 — Pour la première fois, des lycéens et étudiants, mouvement de la jeunesse s'est massivement étendus aux apprentis des CET. Par delà ses revendications immédiates, **ce mouvement traduit la révolte profonde de la jeunesse contre une société dont elle n'accepte ni l'embrigadement, ni le système de formation, ni l'avenir qu'elle lui réserve.** L'ampleur du mouvement, son organisation démocratique unitaire par comités de grève et coordinations nationales, lui ont permis de créer un rapport de forces favorable et de faire reculer le pouvoir. C'est également un exemple vivant pour le mouvement ouvrier. La profondeur de la mobilisation, son caractère international, illustré par les luttes de la jeunesse en Belgique, en Allemagne, en Espagne, au Danemark prouvent qu'il ne s'agit pas d'une explosion conjoncturelle. Sa reprise rapide, dès maintenant prévisible, jouera un rôle clef dans l'ébranlement du système capitaliste : une société reniée en masse par sa jeunesse n'a pas grand avenir.

6 — Cette situation met en évidence la rôle décisif des révolutionnaires. Il dépendra d'eux pour une bonne part que des liens étroits s'établissent entre la jeunesse en lutte et le mouvement ouvrier, que les divisions ne se multiplient pas entre les travailleurs qui tirent des leçons différentes, ou contradictoires des cinq années écoulées. **Il dépendra d'eux surtout que se multiplient les comités de grève élus et révocables, que se propagent les expériences d'auto-organisation de la classe ouvrière. C'est sur la base de ces expériences extra-parlementaires que les travailleurs trouveront la voie d'un pouvoir qui leur soit propre, celui des conseils ouvriers.**

2

7 — La résultat des élections aggrave la crise du système de domination politique mis en place par le gaullisme. Pompidou n'a pas l'étoffe suffisante pour jouer le rôle d'un Bonaparte ; l'UDR qui n'a plus la majorité absolue doit de plus en plus renoncer à être un grand rassemblement en mouvement et tend à devenir un parti parmi d'autres au sein d'une majorité parlementaire en sursis.

8 — **Le gouvernement caricaturalement réactionnaire de Messmer n'a pas eu le temps de mener son opération de séduction sociale : ses projets modestes sont battus en brèche par la mobilisation actuelle.** Il a déjà dû tolérer le développement d'une campagne initiant toute la nouvelle génération à l'anti-militarisme. Il a été obligé d'opérer des reculs spectaculaires : lâchage de Debré, interdiction bafouée de manifester le 22 mars, reculade de fait sur l'application immédiate de la loi Debré. Il doit aussi renoncer à la politique contractuelle envers le mouvement ouvrier dans les formes où elle fut pratiquée par Chaban : au moment ou les diverses politiques contractuelles sont l'objet de violentes luttes sociales dans toute l'Europe, à plus forte raison la classe ouvrière française ne se sent pas liée par les clauses contractuelles et oblige les directions syndicales à monter leurs exigences pour contenir les pressions de la base.

9 — Pourtant, la bourgeoisie n'a pas perdu tout espoir de retrouver un terrain d'entente. Dans cette perspective, elle n'hésite pas à pratiquer un certain **chantage à l'égard des organisations syndicales**, chantage qui lui permet en outre de tester les capacités de riposte à un durcissement plus important, pour le jour où il s'avérerait nécessaire : ainsi les dernières luttes ont été l'occasion pour la bourgeoisie de dénoncer la non-responsabilité des syndicats ouvriers débordés par la base, en même temps que réapparaissent les projets de reconnaissance de la CFT.

10 — Cependant, pour la bourgeoisie, les termes du dilemne restent inchangés : **une politique de répression frontale** faciliterait l'unification des luttes ouvrières et lui ferait courir le risque d'une riposte d'ensemble. Inversement, **une politique de concessions systématiques mettrait en cause le redressement économique des dernières années au moment où les échéances internationales (Nixon round) s'approchent, et constituerait un encouragement aux luttes plutôt qu'un calmant.**

En ce qui concerne sa marge de manœuvre et sa base sociale, le pouvoir reste faible. En revanche, il s'est progressivement doté d'un appareil de répression, policier et juridique, auquel il a de plus en plus recours pour faire face à ses difficultés : loi anti-casseurs, loi sur les « libertés » individuelles, décret sur le maintien d'office des fonctionnaires. Par ailleurs, l'utilisation des milices patronales et des groupes fascistes ne peut être interprétée comme une simple bavure. Elle correspond **à la nécessité pour le patronat de disposer des moyens les plus variés, légaux et illégaux, pour faire face aux luttes dures à venir sans être prisonnier de sa propre légalité.**

11 — Les médiocres résultats électoraux du PCF (reculs non négligeables dans un certain nombre de bastions, stagnation un peu partout ailleurs), la remontée électorale spectaculaire du PS, la réaffirmation renforcée d'un pôle révolutionnaire à sa gauche s'exprimant y compris sur le terrain électoral n'ont pas été sans poser des questions aux militants du PCF apres une campagne où ils espéraient d'autres gains. La direction s'est sentie tenue de répondre y compris en opérant une rectification du cours antérieur, déjà amorcée durant la campagne.
A l'issue des élections, Marchais, dans son rapport au CC, a réaffirmé la nécessité de donner au PCF une autre image de marque (parti ouvert, démocratique, qui ne défend pas un socialisme d'importation).
Dans le cours du développement des mobilisations de la jeunesse et après quelques hésitations, **le PCF s'est efforcé de coller au mouvement** en acceptant jusqu'à un certain point de reconnaître ses formes d'organisation, ses mots d'ordre et les directions qu'elles se sont données. Dans la CGT, après avoir ouvert la perspective de combat pour l'application du programme de Provins (programme de l'UDR !), la fraction PCF a carrément abandonné cette orientation pour reprendre ses revendications propres puis les étendre au fur et à mesure du développement des luttes et de la difficultés qu'elle éprouvait à discipliner et canaliser la lutte des OS de Renault. Cette réorientation s'exprimant y compris par les mesures présentes associant des travailleurs du rang au négociateurs syndicaux.

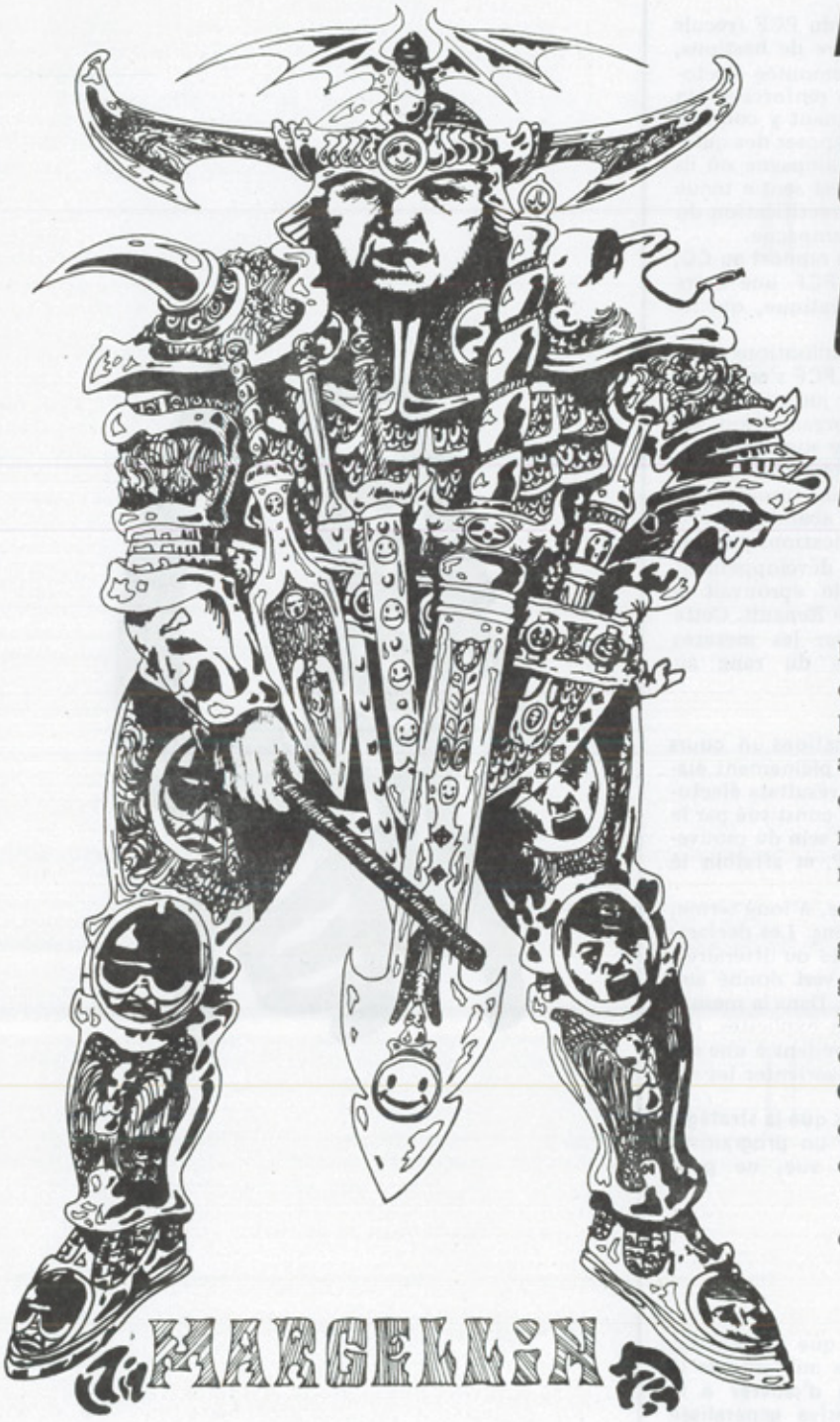
12 — **Il ne faut pas voir dans ses rectifications un cours nouveau, ni même un tournant tactique pleinement élaboré.** Elles s'expliquent d'abord par les résultats électoraux et la crainte de voir le pôle électoral constitué par le PS et le PSU trouver un prolongement au sein du mouvement ouvrier, en liaison avec la CFDT, et affaiblir le contrôle du PCF sur la classe ouvrière.
Cette parade tactique du PCF n'évite pas, à long terme, l'aggravation de ses propres contradictions. Les déclarations radicales restent largement verbales ou littéraires, même si on ne peut nier que le feu vert donné aux luttes puisse faciliter leur déclenchement. Dans la mesure où ils sont brutaux, non préparés, non explicites, ces réajustements successifs, même s'ils répondent à une demande diffuse des militants, peuvent désorienter les cadres intermédiaires du PCF.
L'accent soudain mis sur les luttes, alors que la stratégie reste inchangée, l'orientation fixée par un programme purement électoral, sans élections en vue, ne peut qu'accroître les incohérences.

3

13 — Dans cette situation et vu le rôle que nous avons joué dans les mobilisations récentes, les militants de la Ligue Communiste **auront pour tâche d'œuvrer à la convergence à terme, dans une offensive généralisée contre le régime, des mouvements actuellement encore largement différenciés et parallèles.** Pour cela, ils accorderont une attention particulière aux conflits qui éclatent dans les entreprises: c'est à travers ces luttes, où nous pourront jouer un rôle moteur, que progressera l'éducation d'une large avant-garde ouvrière, que nous contribuerons à modifier le rapport de forces entre la bourgeoisie et la classe ouvrière, entre les révolutionnaires et les directions réformistes du mouvement ouvrier. **Ils populariseront les revendications les plus aptes à unifier la classe ouvrière et à impulser de grandes luttes, en insistant particulièrement sur l'auto-organisation démocratique des luttes, sur la mise en pratique du contrôle ouvrier et de l'auto-défense ouvrière.**



depuis les élections de mars



Depuis les élections législatives
de Mars,
la situation politique
a été fertile
en événements d'importance
nationale :
mobilisation de la jeunesse
contre la loi Debré,
grève des OS à Renault,
grèves de Lip et Pechiney
manifestations des 20 et 21 juin,
dissolution de la Ligue
Communiste,
emprisonnement de Krivine
et Rousset.
le temps est venu
de faire le point.

ROUGE Nº 216 — 10-8-73.

1

Les élections de Mars 73, la mobilisation de la jeunesse, le développement des luttes ouvrières, ont marqué un changement qualitatif dans la conjoncture politique.
Confronté à la montée électorale de l'Union de la Gauche, le gouvernement doit trouver une solution durable à l'après gaullisme, une nouvelle forme de domination politique. Plusieurs projets convergent vers l'instauration d'un régime ouvertement présidentiel appuyé par un grand parti bourgeois conservateur. Giscard, Lecanuet, Faure y pensent, mais selon des voies différentes. En attendant, la bourgeoisie doit faire face à une polarisation croissante de la lutte de classe et des forces politiques. Cette polarisation, cristallisée par la campagne électorale, s'est maintenue et tend à se renforcer au fur et à mesure que s'étendent et s'approfondissent les luttes sociales.
Dans ce contexte, l'intervention de l'extrême-gauche et des marxistes-révolutionnaires en particulier peut avoir une portée politique qui les dépasse largement, comme l'ont illustré la mobilisation de la jeunesse ou certaines luttes ouvrières au niveau local ou national. La montée de l'Union de la Gauche et la réduction du poids de l'UDR au sein de la majorité poussent la droite militaro-policière du gaullisme à s'appuyer sur la nébuleuse fascisante des bandes parallèles pour opposer un barrage répressif accentué à la radicalisation du mouvement ouvrier. La prétention de cette droite à devenir une solution pour la bourgeoisie est sans espoir à court terme en raison même de la puissance du mouvement ouvrier ; c'est ce qu'illustrent les réactions contre la dissolution de la Ligue d'une part et le désaveu de Marcellin par certaines fractions de la bourgeoisie d'autre part. Quelle que soit la solution politique apportée par la bourgeoisie au problème de la crise du régime, la montée des luttes ouvrières et l'ébranlement du contrôle des bureaucraties réformistes sur le mouvement ouvrier lui rendent indispensables une accentuation de la répression sélective et un déplacement de sa fonction : il s'agit plus désormais de mater l'avant-garde en constitution que de rabattre le gros des troupes dans le lit de la participation. Il est important de souligner l'échec des formes de répression directe contre le mouvement ouvrier depuis l'EGF en 1969 jusqu'à Lip en passant par le Joint Français, Fos, Peugeot. Dans chaque cas, l'effet immédiat fut de souder les travailleurs et d'accroître leur combativité. Les échecs enregistrés dans les luttes résultent beaucoup plus de la politique capitularde des directions réformistes face à la fermeté patronale (lors de la grève des OS à Renault, à l'EGF en 1969, lors de la grève du métro). Souvent d'ailleurs, sur la base de cet échec du mouvement revendicatif, les directions patronales ont proposé les mois suivants des accords ou contrats de collaboration de classe visant à administrer la preuve que seules les négociations, et non le combat, paient.
De même, les premiers actes d'autorité du gouvernement réactionnaire issu des élections ont été bafoués par les mobilisations de la jeunesse (manifestation interdite du 22 mars) et par la montée des luttes ouvrières.
Tout cela montre que le régime ne peut évoluer vers un régime militaro-policier sans un affrontement central avec le mouvement ouvrier. Cependant, la crise politique actuelle favorise l'autonomisation de bandes parallèles qui se déchaîneront au fur et à mesure de ses difficultés et à plus forte raison dans l'hypothèse d'un succès électoral de la gauche.

2

Les échéances politiques sont d'autant plus sensibles à la bourgeoisie que ses marges économiques menacent de se rétrécir.

Si les effets de 68 et la dévaluation de 69 lui ont permis d'échapper à la récession qui a frappé les principaux pays capitalistes en 70-71, ces avantages se résorbent. Il est possible que les mesures inflationnistes que prennent plusieurs gouvernements et la crise monétaire chronique débouchent à moyen terme sur une nouvelle récession n'épargnant plus le capitalisme français. Une telle situation pourrait marquer un tournant des luttes sociales dans la mesure où elle impliquerait une attaque politique et économique contre la classe ouvrière, du type plan de stabilisation, alors que les travailleurs ont été habitués ces dernières années à des hausses moyennes annuelles du salaire nominal supérieures à 10 % ; sinon, le maintien du taux actuel d'inflation compromettrait aussi toute tentative de programmation systématique des salaires. **Ainsi, en matière de salaires, la politique contractuelle inaugurée par Chaban ne peut plus être présentée comme un projet global crédible, comme une orientation cohérente ; c'est aussi pourquoi dans le cadre de la politique d'intégration répression pratiquée depuis 68, l'accent se déplace vers la répression.**
Ce contexte explique en partie le caractère étriqué du programme de Provins applicable en cinq ans et surtout le besoin ressenti par le patronat de mater préventivement la classe ouvrière par une répression différenciée contre les luttes dures et exemplaires et contre l'avant garde : police à Fos et Besançon, CFT à Peugeot et Citroën, CDR à la Sécurité Sociale, licenciements de délégués syndicaux à Renault et Caterpillar. Ainsi, l'équipe gouvernementale issue des élections n'a pas un caractère décoratif ; son avènement marque une accentuation significative du cours répressif mis en place depuis 68 (renforcement de l'arsenal juridique et policier, répression culturelle).

3

C'est dans ce contexte que s'inscrivait le meeting d'Ordre Nouveau du 21 juin. Ce meeting était différent à plusieurs titres des précédents, dont certains avaient été interdits par le pouvoir, comme le 18 juin 72. D'abord, parce qu'il concrétisait le durcissement d'Ordre Nouveau décidé à son récent congrès où l'activité dans le Front National avait été relativisée et considéré comme une bataille démocratique d'arrière garde. Ensuite, parce que la campagne raciste d'Ordre Nouveau venant après les premières luttes d'immigrés d'importance nationale (OS de Renault, grèves de la faim contre la circulaire Fontanet) constituait un banc d'essai contre le mouvement ouvrier ; cette campagne revêt une importance particulière si l'on considère que le racisme, en raison notamment du développement de la main d'œuvre immigrée, occupe une place fondamentale dans toute idéologie néo-fasciste. Enfin parce que, dans la nouvelle conjoncture politique, la protection directe accordée par le pouvoir à Ordre Nouveau s'était renforcée : de même que la CFT est opposée aux syndicats de classe, les « indépendants de la police » aux autonomes, il s'agissait de favoriser le développement contrôlé d'une extrême-droite capable de faire contre feu aux révolutionnaires dans la jeunesse scolarisée ou de tenir un rôle suffisant pour justifier l'arbitrage du pouvoir.

4

Plusieurs analyses ont été produites à propos du 21 juin. **Ecartons tout de suite la première objection, de source essentiellement réformiste, selon laquelle cet événement se réduit à une provocation policière.**
La contre manifestation du 21 était-elle incompréhensible pour les travailleurs avancés ? Aboutissait-elle à un isolement de l'avant-garde ? Telles sont les véritables questions .

jeunes, dans la mobilisation anti-militariste, dans certaines luttes ouvrières exemplaires, en raison aussi, et ce n'est pas la moindre, de son rôle international. C'est pourquoi la dissolution de la Ligue Communiste (et non de toute l'extrême gauche) représente du point de vue de Marcellin **un coup décisif contre l'avant-garde révolutionnaire et un test envers le mouvement ouvrier dans son ensemble** : un précédent ouvrant la voie à de nouvelles attaques.

5

Certains courants d'extrême gauche ont qualifié l'initiative du 21 juin d'erreur ultra-gauche, en raison du caractère numériquement négligeable de l'adversaire, de l'absence des organisations traditionnelles du mouvement ouvrier, du caractère minoritaire de l'affrontement avec les forces de l'appareil d'Etat. Ces critiques cherchent un alibi à leur propre passivité en se réfugiant derrière celle des directions du PCF, du PS, de la CGT, de la CFDT, et de la FEN. Pour juger une initiative anti-fasciste, ce qui doit être pris en compte ce n'est pas son seul caractère « violent » ou « minoritaire », mais sa compréhension possible par des éléments avancés de la classe ouvrière et sa liaison avec une propagande anti-fasciste méthodique.

D'autres camarades ont vu dans la forme de la contre-manifestation du 21 une erreur ultra-gauche, une faute politique trouvant ses racines dans les pressions sociales subies par l'extrême-gauche et l'ex-Ligue Communiste : la tentation de coller à la logique des mouvements de la jeunesse scolarisée sans les rapporter aux tâches d'implantation dans la classe ouvrière et aux rapports avec le mouvement ouvrier organisé. De tels dangers se sont périodiquement manifestés. Mais qualifier le 21 juin d'erreur ultra-gauche, de fléchissement devant des pressions petites-bourgeoises est politiquement faux et incohérent. Faux si l'on considère le contexte (vacances scolaires et universitaires), le thème du meeting fasciste, l'accueil favorable avant même la dissolution de la Ligue Communiste dans une large partie de l'avant-garde ouvrière, la réaction immédiate du PCF, du PS et des organisations syndicales. Incohérent parce qu'on ne peut parler d'une erreur ultra-gauche sans en déduire, puisqu'une erreur doit par définition être évitée, que mieux valait ne pas contre-manifester le 21 que de le faire dans ces conditions et à ce prix.

Si un bilan critique précis du 21 juin est nécessaire, il doit porter non sur le principe de la contre-manifestation, mais sur la faiblesse de sa préparation politique. Le 21 a révélé brutalement un retard politique, au sein de l'extrême-gauche, une faible maîtrise de la conjoncture ouverte par les élections, des tâches qu'elle met à l'ordre du jour, des moyens qu'elle requiert. Seule cette façon de tirer le bilan du 21 permet de comprendre en même temps l'absence de réponse centralisée et vigoureuse aux problèmes d'auto-défense ouvrière posés concrètement par le développement des luttes sociales et l'importance du mouvement politique et social de protestation contre la dissolution de la Ligue Communiste.

6

La caractérisation du 21 comme erreur ultra-gauche liée au fait que le PCF, prenant la défense de la Ligue Communiste dissoute, paraît s'engager vers la reconnaissance du courant trotskyste, peut encourager une révision des rapports entre les révolutionnaires et les organisations réformistes.

L'insistance mise par certains sur le Front-Uni comme remède à l'ultra-gauche, la confusion introduite entre le front uni contre la répression et la tactique du front unique, poussent dans ce sens.

Contre les alliances inter-classistes des réformistes et les divisions du mouvement ouvrier, la propagande pour le front unique de classe est une nécessité permanente pour les révolutionnaires. A différents degrés se réalise une unité d'action entre réformistes et révolutionnaires, de façon durable (dans les syndicats) ou ponctuelle (lors d'une initiative ou d'un comité de grève) qui peut être considérée comme une forme embryonnaire ou ponctuelle de front uni.

Mais autre chose serait une tactique systématique de front uni, qui suppose non seulement la reconnaissance mutuelle des partenaires, mais un certain rapport de forces entre eux.

Il est donc inutile de réaffirmer que les rapports de force entre réformistes et révolutionnaires au sein du mouvement ouvrier n'ayant pas évolué au point de permettre aux seconds de contraindre les premiers au front unique, ils sont toujours définis dans le cadre de la tactique d'unité d'action-débordement. Et, dans ce cadre, les réels problèmes, ceux qu'on ne peut pas éluder, sont : comment pouvait-on appliquer cette tactique dans le cadre des journées des 20-21 juin ? Ou encore, comment cette tactique s'applique-t-elle aux problèmes d'auto-défense ? On ne peut pas souligner que le problème de la CFT est plus sensible aux travailleurs que celui du groupe estudiantin Ordre Nouveau sans rappeler aussi que la lutte contre la CFT reste largement propagandiste et ponctuelle (élections professionnelles à Citroën-Rennes) aussi longtemps qu'une implantation suffisante ne permet pas de la combattre de l'intérieur même des entreprises, alors que la Ligue Communiste avait prise sur Ordre Nouveau et que son activité anti-fasciste lui permettait d'illustrer pratiquement son orientation.

7

Dans le contexte de durcissement du régime, l'orientation de la Ligue Communiste l'exposait de plus en plus à subir les coups de la répression légale et parallèle.

Elle aurait été amenée à court terme à en tenir compte dans son système d'organisation. Cela ne signifie pas en revanche que la dissolution était souhaitable ou inévitable à la date du 21. Il n'est pas évident non plus que la bourgeoisie ait eu intérêt à cette dissolution au moment donné, ni même que le gouvernement l'ait unanimement voulue. L'autonomie et les obsessions de Marcellin y sont pour quelque chose ; l'improvisation manifeste, l'impréparation de la police à sa tâche l'attestent. Mais que cette autonomie et que ces obsessions puissent jouer un rôle, cela fait partie du régime et contribue à le situer.

A travers la lutte contre Ordre Nouveau, il s'agissait de donner l'alarme contre le racisme diviseur de la classe ouvrière, contre les bandes armées et de mettre à nu leur collusion avec le pouvoir. De ce point de vue, les effets positifs de la contre-manifestation du 21 juin sont multiples et perçus comme tels non seulement dans l'extrême-gauche, mais aussi dans une partie de l'avant-garde ouvrière. Elle apparaît, ainsi que la dissolution de la Ligue Communiste, **comme un révélateur et un accélérateur de tendances inscrites dans la situation politique.**

C'est pourquoi, si l'on veut circonscrire la critique à propos du 21 juin, il faut parler de décision irresponsable et non d'erreur ultra-gauche. De décision irresponsable parce que, la contre-manifestation étant justifiée et nécessaire, tout n'a pas été mis en œuvre pour créer les conditions les plus favorables à sa réussite : faiblesse de la campagne anti-raciste préalable, absence de comités unitaires préparatoires à la base, explication de masse insuffisante sur les rapports entre la manifestation du 20 juin pour les libertés et celle du 21.

8

L'erreur d'appréciation commise par Marcellin quant à la riposte possible du PCF et les réactions au sein même de la bourgeoisie risquent de ruiner l'ensemble de son opération. Il y a deux raisons à la réaction du PC. La principale tient aux contradictions de sa propre perspective : défendant la voie électorale et parlementaire de conquête du pouvoir, il a besoin de lui conserver le maximum de crédibilité en s'opposant à sa façon aux transformations du régime dans le sens du renforcement de l'arbitraire étatique ; de plus, le renouveau de sa politique frontiste dans le cadre du programme commun lui permet difficilement de laisser au PS le monopole des batailles démocratiques contre la répression ; il s'agit donc essentiellement d'une motivation réformiste qui ne débouche pas sur une riposte de classe, mais sur une riposte électoraliste et démocratique dans la lignée du 20 juin et du 4 juillet. L'autre raison réside dans les inquiétudes réelles que procure au PC le durcissement du régime dans la mesure où il s'est traduit ces derniers temps par les premières attaques contre le PC lui-même et contre des militants syndicaux ; la réaction du PC relève donc à ce titre de l'auto-défense préventive. Pourtant cette réaction, même limitée et parce qu'elle maintient les exclusives (Cirque d'Hiver) contre ceux-là même dont on prend la défense, aiguise les contradictions du PC : prendre la défense d'une organisation « démocratique » (l'Huma) sans lui donner la parole, porte le paradoxe à son comble. Cette ouverture vient après les premiers réajustements qu'avaient signifiés, lors de la mobilisation jeune, les négociations unitaires avec les comités de grève étudiants, lycéens et CET. Mais les contradictions accrues qui en résultent font qu'on ne peut en rien miser sur une évolution linéaire du PC en ce sens. Tant que l'implantation des révolutionnaires dans les entreprises ne sera pas suffisante pour imposer leur reconnaissance durable, les retours en arrière restent possibles. Si les rapports entre le PCF et les révolutionnaires ne sont pas radicalement transformés, le tournant tactique du PC amorcé à l'occasion du mouvement jeune et de la grève de Renault ouvre des possibilité accrues de débat, d'initiatives unitaires (exceptionnellement organisées). Le renforcement du PS et le maintien après les élections de l'alliance PC-PS contribuent également à élargir les marges de manœuvre révolutionaires.

Cette situation aura pour effet immédiat d'accroître les différenciations au sein et autour du PCF, notamment parmi les militants de la CGT et les militants jeunes. Il en résultera une possibilité d'appliquer de façon plus systématique et féconde la tactique d'unité d'action et débordement, de s'exprimer plus librement dans les syndicats, de multiplier et d'approfondir les luttes exemplaires **mettant en particulier à l'ordre du jour des expériences de contrôle ouvrier.**

▶ COMMUNIQUE ◀

DU BUREAU POLITIQUE

La Ligue Communiste élève une vigoureuse protestation contre l'interdiction du meeting qu'elle avait convoqué jeudi 28 au soir à la Cartoucherie de Vincennes. Le pouvoir a eu une attitude inadmissible en mettant sur le même plan les racistes et les anti-racistes, les fascistes et les anti-fascistes. Il n'y a pas de neutralité lorsque les libertés élémentaires sont en jeu : la lutte contre le racisme, l'anti-sémitisme et le fascisme doit rassembler toutes les forces vives du mouvement ouvrier démocratique et révolutionnaire pour triompher.

Des déclarations de membres du gouvernement ou de milieux proches semblent laisser planer le projet de dissolution de la Ligue Communiste (l'éventuelle dissolution d'Ordre Nouveau servirait d'apparent contrepoids). Ce faisant, fondamentalement, le pouvoir répondrait aux injonctions des dirigeants d'Ordre Nouveau ou aux appels au meurtre de « Minute ». Ce faisant, le pouvoir franchirait un pas nouveau, engageant une politique de répression qualitativement différente, menaçant le mouvement ouvrier dans son ensemble. Une attaque contre la Ligue, après de multiples attaques contre les travailleurs à Fos, à Besançon ou à Peugeot, ne serait qu'une nouvelle étape. Le Bureau Politique de la Ligue Communiste a déjà lancé un appel solennel à toutes les organisations ouvrières et démocratiques pour faire échec à l'escalade répressive du pouvoir en organisant une riposte de masse.

Il faut que l'on sache qu'en tout état de cause, rien ne pourra empêcher l'activité de milliers et de milliers de militants trotskystes œuvrant à la victoire de la révolution socialiste.

le 27.6.73

LIBEREZ KRIVINE et ses camarades

ABOLITION DU DECRET DE DISSOLUTION DE LA LIGUE COMMUNISTE



Conférence de presse du 25 Juin 1973

– En préambule, je rappelerai que nous ne sommes par pour la « guerilla urbaine », ni rurale, ni quoi que ce soit. Nous ne pensons pas qu'on prend le pouvoir en frappant les policiers avec des cocktails molotov, un à un. Ce ne sont pas 3000, 5000, ou 10 000 ou 100 000 manifestants qui feront la révolution. Nous utilisons la violence de façon minoritaire, lorsque nous y sommes contraints et lorsque cela peut-être compris par les masses. Nous ne sommes pas putschistes. L'action des masses seule pourra venir à bout des bandes fascistes. De même que seule la mobilisation de masse des travailleurs pourra s'opposer victorieusement aux attaques des CRS, des SAC, CDR ou CFT contre les piquets de grève.

« Il faut écraser la vermine fasciste dans l'œuf »

Mais il faut prendre ses responsabilités : le fascisme, cela s'écrase dans l'œuf avant qu'il ne soit trop tard. Nous sommes jeunes, mais nous avons plus de mémoire que les vieux. Nous ne voulons pas que ce qui s'est produit il y a quelques décennies se reproduise. Avec le fascisme, il y a eu toujours les mêmes réactions : « Ils ne sont pas dangereux, il sera toujours temps d'agir »... et puis un beau jour il est trop tard. Pas de liberté d'expression pour les racistes et les anti-sémites ! Et comme toutes les organisations ouvrières et démocratiques traditionnelles ne prennent pas leurs responsabilités, les révolutionnaires ont du le faire. Nous avons fait un test, un avertissement national ce 21 juin. Nous avons montré la voie.

Ce qui s'est passé est la faute du pouvoir.

C'est lui qui a autorisé et protégé le meeting nazi. Il a placé sciemment ses policiers pour faire servir ceux-ci de cible et de protecteurs d'Ordre Nouveau. Les déclarations de Marcellin à Vannes avant le meeting témoignent du piège que celui-ci entendait tendre avec l'aide des policiers pour cobayes. Toute la presse a relevé la complicité de la police et du service d'ordre d'Ordre Nouveau avant comme après le meeting.

Ordre Nouveau est un petit groupuscule nazi mais qui se nourrit du développement de tendances fascisantes y compris au sein de l'appareil d'Etat et de la police. Les bandes armées du capital sont, soit légales (la police, l'armée), soit illégales (dès que les premières ne suffisent plus). Les SAC, CDR, la CFT, Ordre Nouveau ont pour mission d'attaquer, d'affaiblir les organisations ouvrières et révolutionnaires. Il n'y a pas de riposte « démocratique » suffisante face à des attaques armées et il faut organiser l'autodéfense. Meme si celle-ci ne peut être victorieuse sans la participation des masses mobilisées.

Or les campagnes racistes et anti-sémites se développent à grande allure de façon hystérique : l'exemple de Grasse où un véritable pogrom a eu lieu contre les travailleurs immigrés, l'exemple de Nice où Ordre Nouveau veut empêcher toute expression des révolutionnaires, l'exemple des cafés arabes attaqués ces jours derniers dans la banlieue parisienne, l'exemple des permanences du PC attaquées, et puis les articles anti-sémites de « Minute » et d'autres journaux d'extrême droite, tels « Ordre Nouveau », tout cela exige aujourd'hui une riposte résolue.

Qui sont les « casseurs » ? Nous nous adressons enfin à Gérard

Monatte, responsable du syndicat des policiers : il faut distinguer clairement dans les événements du 21 juin la responsabilité du pouvoir. En ce qui concerne les policiers blessés dans les cars de Police-secours (Bastille et Bld de l'Hopital) la photo de « Libération » montrant nos camarades portant aide au policier et au malade, dément celle de France Soir qui prétendait que l'on s'acharnait.
En ce qui concerne le local mis à sac, 4 questions :
– Qui a décidé cette opération : pourquoi entre deux éditions du Monde y a-t-il eu une phrase en moins : celle qui déclarait que la PJ n'était pas au courant de la perquisition. Qui, quels responsables, quelle fraction de la police a occupé le local de la Ligue ?
– Y avait-il un mandat ? Non. Est-ce au nom du « Flagrant délit » ? Oui. Mais alors pourquoi 6 H 30 après la fin de toute manifestation ? Ce n'est plus un flagrant délit.
–La perquisition a eu lieu en l'absence de toute personne. Pierre Rousset exigeait d'assister à la fouille. On l'a enfermé dans la salle de garde en otant son pantalon en guise de réponse.
– La prise d'ôtages est-elle inscrite dans les tables de loi ? 25 camarades ont été arrêtés, 14 inculpés pour le seul fait qu'ils étaient au local. Alors que le responsable du local et de la Société Internationale d'Editions qui le loue (P.Franck) était seul à pouvoir être joint pour cette perquisition : les flics n'ont pas un seul moment fait une démarche légale.
Mais ils ont tout brisé. Y compris piétiné les livres : « Farenheit 451 »...

Les armes ? Ce n'est pas notre ligne politique d'en stocker : nous ne préparons pas la guerilla, aujourd'hui c'est absurde. Donc il y a une raison : elle est simple. Ces armes nous ont été apportées il y a 10 jours par un inconnu. Provocation ou irresponsabilité ? Ceux qui ont reçu ces armes ont eu peur de tomber dans la provocation en les renvoyant immédiatement : les armes pourraient être immédiatement saisies à la sortie du local. Ils ont décidé d'attendre et de les évacuer : il est irresponsable que cela n'ait pas été fait. Mais ces deux fusils (dont l'un date de la guerre de 14 !) n'étaient pas cachés, loin de là, ils étaient dans un placard accessible. Nous avons pris cette question comme une question mineure. Il arrive à toutes les organisations d'être confrontées à de telles situations (au PS, au PC ou à nous). La quasi totalité des membres du BP n'était pas au courant. Le premier surpris a dû être Pierre Rousset. Nous demandons une expertise des armes car les 2 fusils ne fonctionnent peut-être même pas, ni la grenade (apportée avec), nous n'en savons rien. Nous les avons vus pour la plupart pour la première fois en photo dans France-Soir. Pour les cocktails molotov, nous en avons un peu, pour défendre le local – qui a d'ailleurs été attaqué il y a *un mois* au cocktails molotov par Ordre Nouveau. Le reste du matériel de défense, c'est des bouteilles d'eau et des barres de fer, c'est tout. Là aussi toutes les organisations ont un même matériel dans leur local.

Pierre Rousset ne participait plus à aucune manifestation (ni même à une vente de « Rouge » où l'on peut aussi se faire arrêter) depuis qu'il avait 8 mois avec sursis. C'est pourquoi il était demeuré au local ce soir-là. Son arrestation relève de la « prise d'otage ». Nous exigeons sa libération immédiate. Nous ferons une grande campagne pour l'obtenir.

Les 25 camarades arrêtés par les policiers et les 14 placés en garde à vue ont été l'objet de très nombreuses insultes racistes, anti-sémites et fascistes de la part des policiers. »

Paris, le 25 juin 1973.



proclamation

Non content de faire donner ses flics, le gouvernement Pompidou a décidé d'ouvrir ses prisons.

Mal élu en mars, inquiet face à la montée des luttes, discrédité par de multiples scandales, il ne sait plus répondre aux revendications ouvrières et aux aspirations de la jeunesse que par un seul langage : celui de la matraque.

Aujourd'hui, ce ministère de mouchards et de policiers interdit la Ligue Communiste. Derrière le prétexte exploité des manifestations antifascistes du 21 juin, le but est clair : faire payer à la Ligue Communiste son rôle grandissant dans les luttes des travailleurs, dans les mobilisations des jeunes, dans l'action antimilitariste. Pour des révolutionnaires, cette brutalité du pouvoir est une forme d'hommage.

Mais ce n'est pas seulement la Ligue qui est visée, même si c'est elle que le pouvoir frappe aujourd'hui.

Cette répression concerne tous les travailleurs :

Après la tentative d'appliquer la loi anti-casseurs, loi scélérate, contre des militants syndicaux à Berliet.

Après l'envoi des flics contre les grévistes de Fos et de Besançon,

Après l'intervention d'un commando de nervis fascistes, totalement impunis contre le piquet de grève de Peugeot Saint Etienne,

Après la nomination de Bigeard, spécialiste de la torture en Algérie, à un commandement militaire dans la région parisienne,

Après les téléphones écoutés, les théâtres baillonnés,

La dissolution de la Ligue Communiste apparaît clairement comme un pas de plus dans l'escalade de la répression, beaucoup plus vaste.

C'est pourquoi est lancé un appel solennel à toutes les organisations du mouvement ouvrier, à tous les démocrates. A tous ceux qui s'indignent de voir le pouvoir tenir une fausse balance entre les apprentis nazis et ceux qui les combattent, en faisant semblant de punir les uns, pour mieux réprimer les autres.

UNE RIPOSTE IMMEDIATE S'IMPOSE.

UNE CAMPAGNE DE MASSE DOIT ETRE ENGAGEE DANS L'UNITE LA PLUS LARGE POUR LA LEVEE DE CETTE MESURE.

Que la bourgeoisie le sache :

Ce décret scélérat remplira peut-être quelque cellules de prison, il n'empêchera pas des milliers de militants de continuer à penser et à agir. Depuis plus d'un demi-siècle, la répression bourgeoise et la terreur stalinienne n'ont pu venir à bout du mouvement trotskyste. Ce n'est pas un Marcellin qui y parviendra aujourd'hui. Le vent de mai 68 souffle trop fort dans la classe ouvrière et dans la jeunesse.

Contre ce régime d'exploitation et d'oppression,

Pour la révolution socialiste mondiale.

Ce n'est qu'un début, le combat continue !

le 28 juin

ALAIN KRIVINE.



OU VEULENT-ILS ALLER ?

Supplément à Politique Hebdo
paru au lendemain de la dissolution
de la Ligue Communiste.

« Le monde actuel est porté par *un mouvement profond vers la tyrannie*. Nous nous acharnons à sauver la liberté. La défense de la liberté suppose la fermeté ».
Pompidou (AFP 28 juin)

Pompidou parle de tyrannie, de mouvement profond vers la tyrannie. Et il ne veut pas être en retard sur le mouvement !

La Ligue Communiste est dissoute par décret. Un pas de plus est franchi, dans le sens du mouvement...

Lorsque Debré a voulu parfaire l'embrigadement et le décervelage de la jeunesse, les militants de la Ligue sont descendus dans la rue, avec la jeunesse le 22 mars.

Lorsque Druon a voulu mettre aux ordres la création artistique et culturelle, les militants de la Ligue sont descendus dans la rue, avec les artistes et les intellectuels, le 12 mai.

Face à la multiplication des interventions policières contre les travailleurs, face à l'utilisation des milices patronales (Peugeot St Etienne), face à un pouvoir qui érige l'espionnage intérieur (surveillance du courrier, écoutes téléphoniques) en systéme de gouvernement, les militants de la Ligue sont descendus dans la rue le 20 juin avec ceux du PCF, du PSU, de la CGT.

Enfin, contre la campagne raciste et anti-sémite d'Ordre Nouveau, les militants de la Ligue sont encore descendus dans la rue, avec ceux d'autres groupes d'extréme-gauche, le 21 juin.

Aujourd'hui, pour justifier son décret, Marcellin veut jouer les arbitres entre les extrêmes. Il décrit les militants de la Ligue comme des émeutiers professionnels. Il fignole la mise ne scène. Conte met pour cela la télé à sa disposition.

S'ils insistent tous sur la manifestation anti-fasciste du 21, si une campagne de presse est orchestrée en ce sens, c'est qu'elle permet de dissimuler les véritables raisons.

Ce qu'ils font payer à la Ligue Communiste, ce n'est pas la manif du 21. Ce sont les insomnies de Galley, les humiliations de Fontanet, les colères de Massu, l'entonnoir de Debré ! Ce qu'ils font payer, c'est la mobilisation de la jeunesse, c'est le développement de l'action anti-militariste, c'est la présence de soldats en uniforme dans les cortéges du 1er mai. Ce qu'ils font payer, c'est l'influence croissante auprès des travailleurs, c'est la présence dans les luttes ouvriéres, c'est la conférence de plusieurs centaines de militants ouvriers révolutionnaires tenue le 11 juin.

Ce qu'ils font payer en un mot, ce sont leurs propres angoisses, leur impuissance face à l'avenir. C'est la revanche puérile et bestiale de tous les mouchards, les médiocres, les inquisiteurs, les policiers bafoués ; la revanche des Druon, des Royer, des Fontanet, des Massu, des Galley, des Marcellin.

Et la revanche reste bête, et idiote.

Car la Ligue Communiste est pour quelque chose dans toutes ces luttes et ces mobilisations, de plus en plus. Mais elle n'en est pas la cause ni la seule force participante. Ce qui hante les nuits de ces ministres, c'est un mouvement dont les racines plongent au plus profond de leur société pourrie, dont l'ampleur dépasse la volonté d'individus ou de groupes.

On n'arrête pas le mouvement de la mer en capturant une vague !

Il reste que la dissolution de la Ligue constitue un évènement très grave. Très grave. Par ce qu'il signifie. Il illustre et concrétise le durcissement de ce régime apeuré depuis sa courte victoire électorale.

Hier, la loi anti-casseurs était présentée comme une arme anti-gauchiste. Aujourd'hui, elle est appliquée aux syndicalistes de Berliet.

Aujourd'hui, la Ligue Communiste est dissoute. Demain, le pouvoir frappera plus profondément encore dans les rangs du mouvement ouvrier.

Déjà, sa complaisance envers les fascistes, la protection qu'il leur accorde, encouragent des comportements fascisants chez certaines fractions de la police : « la perquisition » du local de la Ligue a plutôt été une mise à sac, le sol jonché de livres piétinés, rappelant de sinistres souvenirs.

La bourgeoisie en difficulté est pressés de mâter la classe ouvrière, d'écraser l'avant-garde. Sa dureté face aux grèves, la dissolution de la Ligue le prouvent.

Il faut réagir ! Vite !

Il faut développer, élargir, renforcer un front uni du mouvement ouvrier contre la répression.

A l'heure où la bourgeoisie a besoin d'un Etat de plus en plus fort pour gouverner, il faut dire clairement que la défense conséquente des libertés doit aller jusqu'à la destruction de l'Etat policier, l'abolition de l'exploitation capitaliste, bref la transformation révolutionnaire de la société, la révolution socialiste.

28.6.73



Ci-dessous, deux articles de H. Weber et G. Filoche parus dans Politique Hebdo des 2-8-73 et 9-8-73.

politique

l'ordre nouveau de Marcellin

Au moment où la Ligue Communiste est arbitrairement frappée par le Pouvoir, où Alain Krivine et Pierre Rousset sont embastillés nous avons tenu à demander à Henri Weber, directeur de Rouge, d'exposer ici l'analyse qu'il fait des conditions et des raisons de cette nouvelle et grave atteinte aux libertés

La dissolution de la Ligue communiste jette un éclairage direct sur la politique du pouvoir, les évolutions au sein du mouvement ouvrier, les rapports de force entre les classes et les nouvelles tâches des révolutionnaires.

M. Marcellin a fait ses premiers pas politiques sous Pétain. C'est un nostalgique de l'ordre vichyssois. M. Brigneau, rédacteur en chef de **Minute**, qui se propose dans le dernier numéro de son journal de « tirer à vue » sur « Krivine le crépu », a confié lors d'une conférence de presse le 29 juin qu'il a « fait jadis des conférences avec M. Marcellin qui ne le trouvait, à l'époque, ni néo-nazi, ni néo-fasciste ». On sait, grâce à Maurice Clavel, que M. Pompidou n'a aucune vénération pour la Résistance. En tous cas, il semble préférer le légionnaire Messmer et le para des Aurès Bigeard aux brocanteurs de « nouvelle société » et de « participation », les Chaban-Delmas et les Edgar Faure ; les Druon, Galley et Royer ne sont pas seulement des trognes spectaculaires, ils servent.

Marcellin aux postes de commande

En effet, le changement de personnel politique correspond à une intensification de la répression dans tous les domaines. Après mai 68, il s'agissait d'endiguer la vague, de canaliser le mouvement en lui offrant le chemin de la réforme et de la participation, voie étroite, doublée d'une répression sélective contre tout ce qui ne restait pas dans le rang.

Mais la classe ouvrière et la jeunesse n'ont pas marché au pas. Les contrats de progrès tant vantés par chacun ont été bien souvent dénoncés par les travailleurs, remis en cause par leur lutte. La participation a fait long feu dans les facultés et les lycées. Il n'y a pas eu de trêve sociale. Face à cette offensive de la jeunesse et de la classe ouvrière, maintenue depuis 68, la bourgeoisie a dû réajuster sa politique en accentuant la répression. Il ne s'agit ni d'une fascisation par le haut, ni d'une « vichysation » à marche forcée qui supposeraient une défaite profonde du mouvement ouvrier et la disparition de ses organisations de masse légales. Se lancer à court terme dans une telle épreuve de force, en comptant sur le légalisme des directions officielles du mouvement ouvrier, serait prendre le risque d'une riposte massive de la classe ouvrière emportant Marcellin et ses provocations.

En fait, le pouvoir a pour l'instant une tactique plus souple. D'abord, il tente de briser la combativité entreprise par entreprise, secteur par secteur, et, à cette fin, les bandes parallèles CFT, SAC, CDR, « Ordre Nouveau » peuvent lui être très utiles, ne serait-ce que pour justifier l'intensification de sa répression « légale ». Ensuite, il renforce le caractère policier de son Etat en tentant de créer une police à l'intérieur même de la police, suscitant ainsi des réactions au sein de ce pilier de l'Etat bourgeois.

Et ce pouvoir a d'autant plus besoin d'une bande d'hommes armés à sa solde que sa base sociale et son répondant politique sont faibles. Il a, en effet, perdu la base sociale que lui assurait le prestige du bonaparte De Gaulle et il n'a jamais pu constituer à partir de l'UDR, ramassis d'aventuriers et de carriéristes, un véritable parti bourgeois conservateur. Les tentatives extérieures à la majorité de Lecanuet ou de J.-J. S.S. sont sans crédibilité. Celle de Gis-

card à l'intérieur de la majorité est incertaine et, en tous cas, n'a pas le suffrage de l'ensemble de l'UDR. Dès lors, toute mobilisation de masse risque de déclencher une crise politique majeure et de déborder le cadre de la légalité bourgeoise.

Alors, M. Marcellin se prépare à toute éventualité et, pour cela, il n'hésite pas, dès aujourd'hui, à violer sa propre légalité. Alain Krivine, dans l'émission « A armes égales » avait fait état notamment de la constitution par M. Marcellin **en pleine illégalité** d'un livre noir où figurent, à côté des noms de militants d'extrême-gauche, ceux de syndicalistes, de militants du PCF, plusieurs milliers de noms.

Aujourd'hui, la bourgeoisie frappe coup par coup. Mais elle se prépare à frapper plus fort si le vent de mai 68 se mettait à nouveau à souffler.

Le front uni contre la répression

Le problème posé aujourd'hui au mouvement ouvrier, et de façon aiguë, par la dissolution de la Ligue Communiste, est celui de la riposte à cette répression rampante. Les travailleurs, spontanément, ont montré la voie à Fos, chez Peugeot, chez Lip, celle de l'offensive de masse unitaire. Mais on ne peut seulement répondre coup par coup, localement, face à une bourgeoisie centralisée, déplaçant ses hommes de main, comme on l'a vu lors des grèves de Peugeot-Saint-Etienne ou de Citroën-Reims. Sinon, pour un succès, la classe ouvrière connaîtra dix défaites. Une des conditions du succès des luttes de la classe ouvrière est qu'à toute attaque locale soit opposée une riposte nationale, c'est-à-dire un front uni des organisations ouvrières. Toute exclusive, toute faille dans ce front est un cadeau fait à la bourgeoisie.

De ce point de vue, on ne peut que se féliciter du « tournant » récent du PCF qui, contrairement à ce qu'il avait fait lors de l'assassinat du militant ouvrier Pierre Overney, a protesté contre la dissolution de la Ligue communiste. Mais en traitant pendant 5 ans les militants d'extrême-gauche de « gauchistes - Marcellin », en parlant dans **l'Humanité** « des fascistes de droite et de gauche », il avait autorisé le pouvoir à penser qu'il ne lèverait pas le petit doigt en cas de la dissolution de la Ligue communiste. La riposte du PCF a surpris M. Marcellin. Maintenant, le PC doit lever ses exclusives, reconnaître officiellement l'extrême-gauche comme une composante du mouvement ouvrier, même s'il critique les positions de telle ou telle organisation. Les militants du parti communiste doivent comprendre que si la bourgeoisie s'attaque principalement aux militants et aux organisations d'extrême-gauche, elle n'hésitera pas à frapper demain, si la lutte de classe s'intensifie, le PCF lui-même. La loi « anti-casseur » avait été faite soi-disant contre la seule extrême-gauche révolutionnaire, aujourd'hui elle est utilisée contre les militants syndicaux combattifs. Après Pierre Overney, militant maoïste, il y a eu Michel Labroche, militant du parti communiste. Après la dissolution de la Ligue communiste... ?

Le nécessaire front unique contre la répression.



A.P.L.

La Ligue communiste, forte des leçons de l'histoire du mouvement ouvrier et à la lumière de 5 ans de combat, avait compris qu'il fallait inlassablement lutter pour l'unité contre la répression. Ainsi, elle avait riposté avec l'ensemble des forces d'extrême-gauche à l'assassinat de Pierre Overney sans crier « Marchais, complice des tueurs », mais au contraire en réclamant, malgré les calomnies du PCF, l'unité ouvrière. De même, elle avait protesté avec la plupart des organisations d'extrême-gauche contre le meurtre de Michel Labroche et pris l'initiative de proposer à l'ensemble des organisations ouvrières, une riposte commune. Lors des dernières grèves de Renault, Peugeot, elle avait proposé la réalisation d'un pacte d'autodéfense entre l'ensemble des organisations afin de s'opposer aux commandos de la CFT et d'assurer la liberté d'expression ouvrière à Citroën, Simca... Le 12 mai, elle manifestait avec les artistes et les comédiens, contre les provocations de Druon, et le 20 juin, malgré les exclusives du PCF refusant qu'elle soit coorganisatrice de la manifestation, la Ligue communiste avait manifesté avec le PCF, la CGT et le PSU contre le régime de la trique. Le PS et la CFDT ont alors, à mon sens, commis l'erreur de ne pas participer, pour des raisons internes à la gauche, arguments qui auraient dû être largement secondaires face au nécessaire front unique contre la répression. Mais cette unité indispensable ne définit pas en soi le type de la riposte adéquate aux attaques de la bourgeoisie.

Pour l'autodéfense ouvrière

Aujourd'hui, la classe ouvrière n'est pas battue, elle n'a même pas essuyé de revers sérieux. Elle est à l'offensive et, dès lors, le processus naturel de la lutte des classes l'amène non seulement à protester contre l'usage des bandes armées, mais à se défendre physiquement et parfois même à contre-attaquer. C'est au cours de ce processus que les masses ouvrières prennent conscience que la liberté que défend M. Marcellin n'est finalement que la liberté de licencier pour les patrons, de grenader pour les CRS, de terroriser pour la CFT.

C'est au cours de cette lutte que la classe ouvrière se prépare aux tâches politiques et pratiques de la révolution socialiste. A l'heure où la bourgeoisie viole elle-même sa légalité, il est illusoire de se contenter de réclamer d'elle qu'elle interdise l'activité de groupes fascistes qu'elle crée, entretient ou manipule. (D'ailleurs Ordre Nouveau est dissous, mais ses activités continuent sans entrave dans le Front national). Manifester le 20 était nécessaire. La Ligue y était malgré les exclusives. Mais accepter sans broncher ou en protestant du bout des lèvres le meeting raciste d'Ordre Nouveau le 21, coup d'envoi d'une campagne nationale, c'était reculer face à une nouvelle attaque contre l'ensemble du mouvement ouvrier. Les attentats contre les café-

arabes, la manifestation raciste de Grasse montrent aujourd'hui aux plus incrédules l'ampleur de l'objectif. C'est pourquoi les organisations ouvrières devaient se dresser ensemble et se donner les moyens de riposter elles-mêmes sans s'en remettre à Marcellin qui autorisait et protégeait le meeting nazi.

La manifestation du 20 aurait pu avoir lieu le 21. Mais l'appel de la Ligue était resté sans réponse et, finalement, elle avait pris le risque d'assurer cette tâche avec une partie des groupes révolutionnaires, les militants de la Ligue Communiste n'ayant pas oublié les leçons des anciens militants ouvriers, ceux qui ont vu tomber l'Allemagne, l'Espagne, la Grèce ; ils se souvenaient que le mouvement ouvrier doit écraser la peste brune dans l'œuf s'il ne veut pas être détruit un jour par elle.

La Ligue communiste a souvent été isolée dans ce combat. Elle en a subi les coups. A Citroën-Rennes, elle s'opposait aux nervis de la CFT. Elle luttait avec une partie de l'extrême-gauche contre la renaissance d'un mouvement néo-nazi en France, dont l'expression politique se faisait par Ordre Nouveau, mais dont la force se situe dans les basfonds de l'UDR elle-même, dans les CDR auxquels M. Brigneau a rendu hommage lors de sa conférence de presse, et dont la base sociale peut à terme se trouver dans une fraction de la petite bourgeoisie apeurée par l'intensification de la lutte des classes.

Elle savait que, derrière ces bandes armées, il y avait M. Marcellin et sa police, ce qui ne veut pas dire tous ses policiers. Il y a un an, Alain Krivine avait été suivi, menacé par des barbouzes. Leur numéro de voiture avait été relevé par des militants de la Ligue communiste. Leurs photos avaient été prises. Tout cela a été transmis à la police. Ces messieurs courent toujours. Depuis un certain temps, des coups de téléphone anonymes menaçaient individuellement des dirigeants de l'organisation communiste (« sale juif, on va te faire la peau »). M. Marcellin, qui a l'écoute téléphonique facile, le savait... La Ligue communiste elle-même avait dû prendre des mesures de sécurité. Le camarade Chapuis, alors qu'il vendait **Rouge** sur le marché Convention, avait été grièvement blessé par un commando d'Ordre Nouveau. Il était resté 15 jours dans le coma à la Pitié. Des témoins avaient reconnu des photos des agresseurs. Ils n'ont pas été arrêtés. A tout cela M. Marcellin est-il prêt à répondre ? Il a préféré toute une machination policière dont les éléments commencent à être connus et dénoncés par les policiers eux-mêmes.

Le 9 mars 1971, Ordre Nouveau avait pu, sans être inquiété, transformer le Palais des Sports en une véritable forteresse. Avertis de cette complicité, les militants de la Ligue communiste avaient eux-mêmes perquisitionné le matin du 21 à la Mutualité et aux alentours et avaient pu ainsi saisir une camionnette remplie de cocktails et de barres de fer. Mieux, les militants de la Ligue avaient pu voir le Service d'ordre du groupe fasciste aller de son local à la Mutualité sous protection de la police (ainsi Ordre Nouveau a été amené, protégé, puis ramené par la police). C'est dans ces conditions qu'ils ont pris le risque d'affrontements violents, mais il ne s'est jamais agi d'attaquer individuellement des policiers, encore moins des cars de police-secours. Ces cars, on le sait maintenant, ont été délibérément envoyés à travers la manifestation. M. Marcellin a osé parler de « tentative de meurtre » alors que ce sont des manifestants qui ont éteint le feu des vêtements de policiers et les ont conduit à l'hôpital comme l'a déclaré le commissaire du XII[e] arrondissement lui-même.

On n'emprisonne pas les idées

M. Marcellin cherche délibérément à faire apparaître la Ligue communiste comme une bande armée avec ses chefs et ses sous-chefs, illustrant sa propre vision policière de l'Histoire. Plus c'est gros, mieux ça marche ! « Les chefs avaient des casques rouges, les militants des casques blancs ». Il fait apparaître à la télé une horde sauvage, le couteau entre les dents (ce que condamnent, dans un communiqué, les syndicats CFDT, CGT et FSU de l'ORTF). De même, il orchestrera des provocations diverses pour justifier l'intensification de la répression. Alain Krivine a dénoncé tout cela lors de sa conférence de presse du 29-6-73. En réponse, Marcellin a déclaré, devant l'Assemblée, qu'il ferait tout ce qui était en son pouvoir pour maintenir l'ordre, son ordre. Mais son pouvoir est hors de la surveillance et du contrôle de quiconque. Il a déjà utilisé des bandes parallèles.

Il est donc urgent de ne pas le laisser poursuivre sa machination policière. Il faut que l'ensemble des militants, l'ensemble des organisations ouvrières, démocratiques et révolutionnaires, luttent pour que soient abrogé l'arrêté de dissolution de la Ligue communiste, libérés les emprisonnés politiques et en particulier Pierre Rousset et Alain Krivine, pour que soit levée toute inculpation.

M. Messmer a prétendu qu'il n'avait rien contre l'expression des idées. Nous verrons bien s'il franchit un pas de plus en interdisant le journal **Rouge.** De toutes façons, les idées marxistes révolutionnaires seront plus fortes que les Marcellin, les Druon, les Messmer, les Royer, les Galley et leur gouvernement en sursis. *Henri Weber* ◘

Avant la suspension, pour deux semaines, de la parution de Politique hebdo, *nous ouvrons nos colonnes à une troisième tribune libre des dirigeants de l'ex-Ligue Communiste, à qui nous avons demandé de faire le point sur la répression qui a frappé leur organisation et d'exposer leur point de vue concernant les perspectives ouvertes par la période actuelle.*

La riposte nécessaire

Les tâches des révolutionnaires après la dissolution de la Ligue Communiste

Il est trop tôt pour tirer des bilans. Sur les plages du mois d'août, la vacance de la vie politique ne va pas favoriser les analyses concrètes de la conjoncture. Rien de définitif n'est encore arrivé à la suite des événements du 21 juin et de la dissolution de la Ligue communiste. Il faut prendre rendez-vous pour une rentrée « chaude » et pour la préparer il faut « faire le point ».

Même insuffisamment préparée, même dans de mauvaises conditions, dans une période défavorable de l'année, la manifestation du 21 juin a été un révélateur, un catalyseur. Au-delà de la conscience qu'en avaient les manifestants, un processus s'est ouvert, qui porte des coups sévères au racisme et au fascisme. Que les formes de la manifestation n'aient pas été maîtrisées, en partie à cause de la machination policière orchestrée par Marcellin est une chose. L'essentiel est que, loin d'être isolée, l'initiative des révolutionnaires ait reçu une approbation de masse, et que le ministre de l'Intérieur ait vu son piège se retourner contre lui.

La Ligue est dissoute. Elle n'existe donc plus. Mais le décret peut être abrogé, le conseil des Ministres ou même certains ministres peuvent être écartés. Il faut créer le rapport de force.

Alain Krivine et Pierre Rousset sont encore emprisonnés. Mais après la décision du juge d'instruction, la chambre des mises en accusation peut décider de les placer en liberté provisoire. Leurs dossiers sont vides. Leur procès est à attendre avec impatience, car rarement plus belle occasion n'aura été donnée d'en faire le procès de Marcellin.

Vigilance et audace

Le pouvoir n'a pas osé poursuivre ses atteintes à la liberté de la presse en attaquant « Rouge ». Chaque semaine qui s'écoule prouve qu'il est impossible d'interdire en France les idées marxistes-révolutionnaires. Jamais l'audience du journal n'a été aussi grande : la solidarité est immense, et surtout elle se développe de façon profonde et large parmi les travailleurs.

D'autres « coups de chiens » sont possibles et probables de la part du policier Marcellin. Il fait poursuivre son enquête par la Cour de sûreté de l'Etat, il multiplie filatures, enquêtes, écoutes téléphoniques, il essaie d'amasser de quoi faire un véritable dossier — quitte à aider à le fabriquer de toutes pièces. Par de nouvelles prévarications au besoin.

Vigilance, donc. Mais surtout : **audace ! Car plus les menaces se préciseront, plus la riposte sera nécessaire.** Le combat contre Marcellin peut être victorieux : mais à la condition que les révolutionnaires ne se protègent que pour mieux attaquer, ne se défendent que pour mieux être offensifs sur tous les fronts de la lutte de classes.

Dès le 30 juin, le sens de la conférence de presse d'Alain Krivine, c'était de tracer une voie : les marxistes-révolutionnaires ne s'enfermeront pas dans la clandestinité, ils ne sont pas les « bandes armées » que Marcellin veut faire croire, ils combattent en diffusant leurs idées au grand jour, en développant de grandes luttes de masse (comme l'ex-Ligue communiste l'avait prouvé lors des mouvements lycéens-étudiants de mars-avril). Pour mener la bataille d'idées, toutes les possibilités légales doivent et devront être exploitées par les révolutionnaires.

La politique de répression du gouvernement ne peut suffire à faire front et à mater les luttes ouvrières. Les factions du patronat, les groupements de l'extrême-droite peuvent utiliser la provocation (« spécialité » des SAC, CDR, CFT, etc.). Pompidou peut tenter de rameuter la droite et agiter l'épouvantail de la récession économique, Marcellin peut oser demander de tripler les effectifs policiers, une telle politique ne peut être pratiquée sans que se produisent des heurts frontaux avec des secteurs importants de la classe ouvrière. Le prix à payer serait très lourd pour le patronat français.

Il n'y a pas de « fascisation » de l'appareil d'Etat. L'Etat fort est en crise parce qu'il n'est justement pas adapté pour faire face à l'instabilité actuelle. Le fascisme, cela implique la destruction de tout le mouvement ouvrier organisé. Cela exige un autre contexte, un autre personnel politique, d'autres institutions, un élargissement des bases sociales de l'extrême-droite.

« L'action du second cabinet Messmer, celui des Galley, Druon Royer et Cie n'a pas élargi les rangs de la droite. Bien au contraire, elle a accentué les clivages et renforcé les chances de Mitterrand lors d'éventuelles présidentielles. A la rentrée, ou dans les mois qui suivront, des changements brusques de politique sont possibles. Les « grandes manœuvres » de Giscard, de Chaban, de Lecanuet et Cie traduisent les contradictions au sein du pouvoir. Des fuites organisées ont eu lieu, désavouant Marcellin (Stasi, Taittinger, et bien d'autres, officieux et officiels).

Les anachronismes

Les récentes luttes des travailleurs, symbolisées par celles de Peugeot, de Fos-sur-Mer ou de Lip, témoignent d'une initiative et d'une conscience révélatrices des expériences accumulées en cinq années. La profonde volonté de changement politique qui s'est manifestée de façon déformée au travers des dernières élections, se double, en ce qui concerne la classe ouvrière, d'un progrès considérable sur la voie de l'auto-organisation des luttes. Les travailleurs, de plus en plus, n'ont confiance que dans la lutte pour faire aboutir leurs revendications et porter des coups de boutoir toujours plus durs au système d'exploitation.

Divisée face à cette combativité ouvrière, la bourgeoisie accentue tour à tour, et parfois simultanément, des « politiques » qui n'en sont pas : la « participation » et la « répression » alternent. L'UDR connaît un continuel recul. De nouvelles cliques se forment sans parvenir à constituer des solutions de rechange crédibles. La base sociale du régime est restreinte. L'inquiétude règne sur les possibilités de victoire de l'Union de la Gauche lors de prochaines élections.

Tout dépendra de la mobilisation des masses ouvrières à la rentrée. Mais aussi des luttes de la jeunesse.

Il est absolument certain que les crises de l'enseignement supérieur et de l'enseignement secondaire donneront prises à de nouvelles luttes de masse des étudiants et des lycéens.

Il est clair que rien n'a été réglé en ce qui concerne l'institution militaire : ni la question des sursis, ni la question d'un statut du soldat, ni la question de la réduction de la durée du service militaire. Or le régime actuel des casernes est d'un archaïsme tel qu'il devient anachronique de vouloir le faire subir à la masse de la jeunesse, qu'elle soit ouvrière ou scolaire.

Combien de temps le pouvoir pourra-t-il louvoyer sur une question comme celle du droit à la contraception et à l'avortement libre et gratuit ? Attendra-t-il que cette revendication suscite de profonds mouvements de masse pour la satisfaire ?

On peut citer aussi nombre de terrains de lutte, que ce soit contre l'augmentation du prix des transports, ou pour le droit à la santé gratuite qui concerneront et mobiliseront diverses couches de la population, et particulièrement les travailleurs.

Pour une réduction massive du temps de travail, pour l'amélioration des conditions de travail, pour la sécurité de l'emploi, des luttes vont se dérouler au point que le pouvoir, qui les pressent, hésite à mettre en place un nouveau « plan de stabilité ».

Dans la pratique

La situation peut permettre qu'un front contre la répression unique des organisations du mouvement ouvrier et démocratique se construise — dans l'hypothèse où le pouvoir frapperait à nouveau. Certes les organisations réformistes continuent et continueront de subordonner leur

action à leurs perspectives électoralistes mais la situation est telle qu'elles peuvent être amenées, conjoncturellement, à défendre les révolutionnaires pour se défendre elles-mêmes. Le PCF veut modifier son image de marque interne et externe et se présenter en défenseur des libertés, ne serait-ce que pour soutenir la redoutée concurrence du PS. Mais surtout la sympathie de la classe ouvrière elle-même face aux actions du type 21 juin, pousse les directions réformistes à prendre partie — même du bout des lèvres — pour les révolutionnaires. L'unité d'action doit être recherchée avec le maximum d'énergie entre les organisations du mouvement ouvrier : sous la pression des masses, le débordement des directions réformistes donnera toute leur force aux initiatives des révolutionnaires.

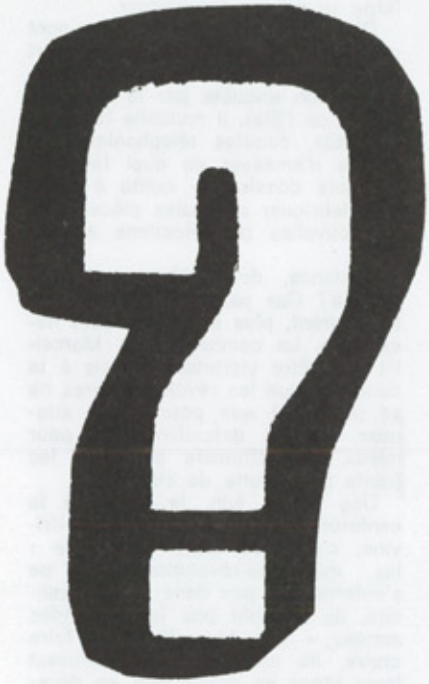
Les révolutionnaires ne se battront pas seulement pour ré-obtenir le droit à la parole, le droit de s'organiser et d'agir au grand jour : la meilleure façon de faire reculer le pouvoir c'est que les marxistes-révolutionnaires soient présents dans toutes les luttes, c'est qu'ils animent de vivantes organisations de masse. C'est *dans la pratique* que le droit à la parole s'obtient : il ne se mendie pas, il se conquiert. Les révolutionnaires montreront que Marcellin ne peut rien contre leurs idées lorsque celles-ci se retrouveront *dans la pratique*, prise en charge par des milliers et des dizaines de milliers de militants anticapitalistes.

Que se développe la propagande et l'action du Comité national créé pour l'abrogation du décret de dissolution de la Ligue communiste, pour la libération de Krivine et Rousset !

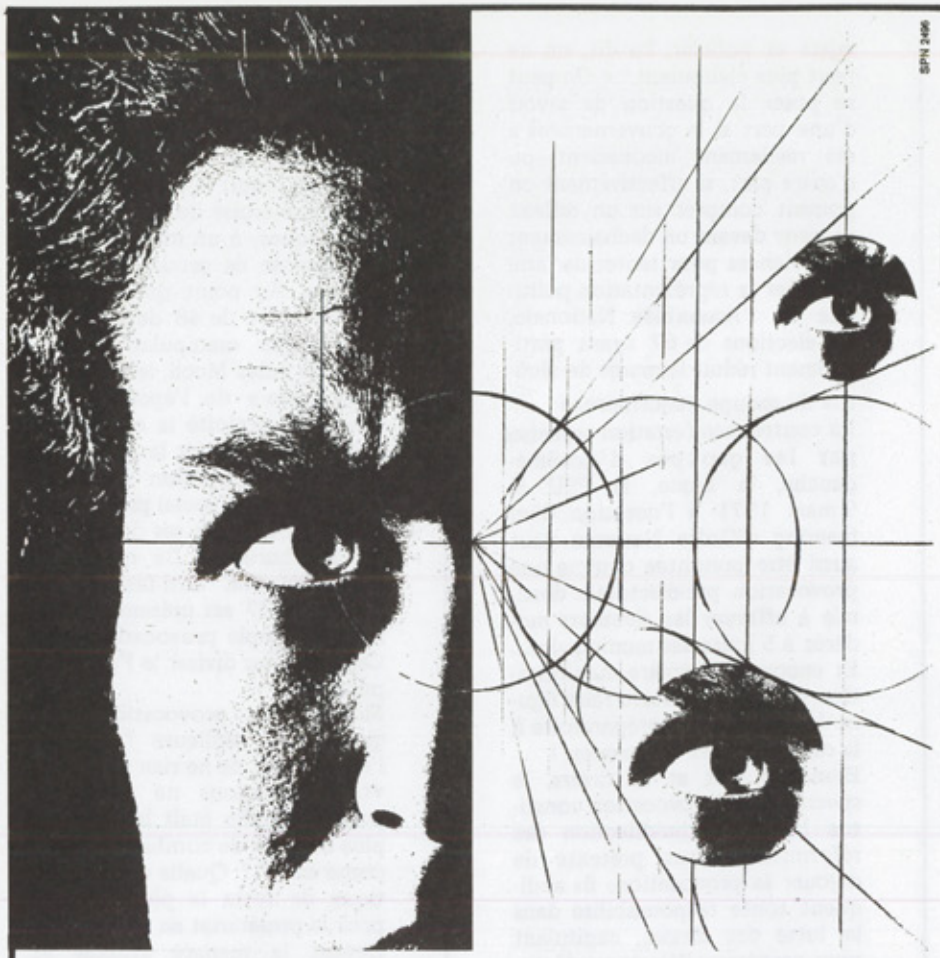
Pas une occasion ne doit être perdue. Sur toutes les routes de France, les murs doivent prouver que le combat continue ; dans tous les lieux de vacances l'imagination doit guider les militants afin de décupler la propagande ; sur les lieux de travail, il faut tout mettre en place pour préparer la rentrée ; tout ce qui sera accumulé maintenant permettra une risposte plus vive et plus puissante dans les prochains mois.

Pour ces tâches, comme pour les tâches préparatoires à la révolution socialiste, tout doit tendre à la construction d'un parti ouvrier marxiste révolutionnaire.

G. Filoche







ROUGE N°213

13 juillet 1973

provocation ou pas ?

Dans les veillées mortuaires, la retenue et la décence sont de mise. Les attaques contre le défunt deviennent obliques, les polémiques rampantes. L'attitude de la gauche respectueuse envers la Ligue Communiste dissoute relève de cette pudeur là. On chuchote, on murmure avec condescendance, on laisse échapper que la Ligue serait tombée dans une provocation.

Le PSU y aurait échappé par clairvoyance. Le PCF par expérience. Régis Debray, docte et paternaliste, explique dans « Politique-Hebdo » que la provocation était transparente « pour un enfant de huit ans », à la minute même ; c'est aussi l'avis de la direction confédérale CFDT.

Tous s'en trouvent soulagés, justifiés. S'il y avait provocation, leur sage passivité l'a déjouée. Ils avaient raison d'être absents ! Mais le 20 juin, pour la défense des libertés, ce n'est pas la menace de provocation qui expliquait l'absence de la FEN, de la CFDT, du PC, du PS... Et si le 20 avait eu lieu le 21, si le PCF lui-même et la CGT avaient fait coïncider la défense des libertés avec la manifestation anti-fasciste, la provocation aurait-elle encore été possible ?

LA VISION POLICIERE DE L'HISTOIRE

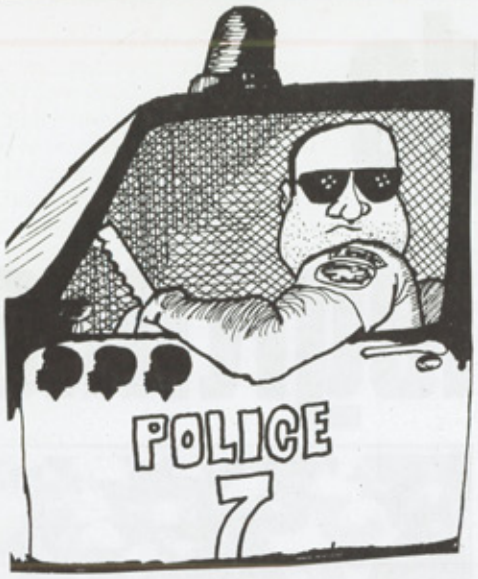
Selon une conception dite évenementielle, l'histoire se réduit à une suite chronologique d'évènements : le déclenchement de la guerre de 14 dépend de la provenance de l'arme qui tua l'Archiduc Sarajevo, le sort de l'Empire reste lié à l'interminable course entre Grouchy et Blücher dans les brumes de Waterloo, bref, la face du monde tient au nez de Cléopâtre ! C'est souvent ainsi qu'on enseigne l'histoire à l'école. Les classes sociales, leurs intérêts, leurs affrontements disparaissent derrière le quotidien, le bon plaisir des

grands hommes, l'événement journalistique qui feraient basculer le sort de l'humanité.
Cette conception mène droit à une vision policière de l'histoire : la société y est à la merci du coup de main, du complot, de la provocation, du grain de sable qui suffisent à la faire basculer. Marcellin participe pleinement de cette vision : incapable de comprendre le mouvement des forces sociales qui vont le submerger, Marcellin ne voit que complots (internationaux) et noirs desseins ourdis contre l'ordre établi par des puissances ténébreuses.

... ET SON PENDANT REFORMISTE

A cette hantise policière du complot, répond symétriquement la hantise réformiste de la provocation. Pour les épiciers du mouvement ouvrier, acharnés à empiler des bulletins dans leur bas de laine électoral, les mouvements sociaux qui leur échappent apparaissent comme suscités et manipulés...
Les plus aveugles ont ainsi réussi à présenter la grève générale de 1968 (une grève de 10 millions d'hommes !), comme une provocation destinée à saper les progrès électoraux de la gauche. Gérard Monatte, à la fois réformiste et policier, l'a dit, on ne peut plus clairement : « On peut se poser la question de savoir d'une part si le gouvernement a été réellement inconscient, ou d'autre part, si effectivement on pouvait compter sur un réflexe de peur devant un déchainement de violences pour tenter de faire modifier la représentation politique de l'Assemblée Nationale, les élections de 67 ayant pratiquement réduit la marge de sécurité du groupe majoritaire. »
La contre-manifestation organisée par les groupes d'extrême-gauche, la Ligue, le PSU le 9 mars 1971 à l'occasion d'un meeting d'Ordre Nouveau peut aussi être présentée comme une provocation pré-électorale destinée à effrayer les électeurs modérés à 5 jours des municipales...
Et encore la dernière manifestation du 21 juin pourra faire figure de provocation préparatoire à la campagne des cantonales. !
Brandi à tort et à travers, le spectre de la provocation constitue l'alibi de prédilection des réformistes : sous prétexte de déjouer la provocation, ils abdiquent toute responsabilité dans la lutte des classes, capitulant pour amadouer l'électorat démocrate et finissant par se mettre à sa remorque !
Un auteur bien peu clairvoyant, Bernard Thomas a consacré récemment un gros volume aux provocations policières (édité chez Fayard). Il est tellement fasciné par son sujet que la politique se réduit dans son livre à un chassé-croisé de provocations réciproques, à un immense théâtre absurde de gendarmes et de voleurs. Au point que la grève des mineurs de 48 devient une gigantesque manipulation policière de Jules Moch, le Marcellin « socialiste » de l'époque. Que Moch ait exploité la chose à sa façon, certes, mais la colère des mineurs, l'occupation des puits, ce mouvement social profond ne pouvait naître de ses dossiers et de ses bureaux. De même, la manifestation anti-fasciste de Clichy en 37 est présentée comme une simple provocation de la Cagoule pour diviser le Front Populaire.
Moralité : la provocation nous guette : la meilleure façon de l'éviter, c'est de ne rien faire. Les vraies questions ne sont pas posées : quelle était la façon la plus efficace de combattre le fascisme en 37 ? Quelle était la tactique de lutte la plus payante pour le prolétariat en 1968 ?
Devant la menace absolue et mystérieuse de la provocation érigée en épouvantail, il n'y a plus qu'à attendre et se taire !





LA PROVOCATION DU 21 JUIN ?

Alors, la Ligue Communiste est-elle tombée dans une provocation le 21 juin ? Peut-être. Le dispositif policier sa vulnérabilité, la protection obstinée accordée par le pouvoir à Ordre Nouveau, tout cela était insolite. Les observateurs l'ont souligné, les manifestants l'ont ressenti. Mais qu'il y ait eu un piège, une provocation du pouvoir, ne permet pas pour autant de répondre positivement à la question : fallait-il ne rien faire le 21 ? Fallait-il rester chez soi ?

Ce sont ces questions qu'éludent, en se ruant sur l'aubaine de la provocation, toutes les mauvaises consciences.

Car entendons-nous bien. Toute manifestation, inégalement certes, peut-être prétexte à provocation, toute manifestation en comporte le risque. Et dans toute manifestation, il y a des provocateurs appointés, la chose est depuis longtemps connue. Le problème n'est pas d'exclure tout risque, mais de limiter les possibilités et la portée des provocations.

Il y a des provocations limpides. Les plus claires sont celle qui n'impliquent aucun mouvement de masse, qui sont relativement autonomes par rapport aux processus sociaux. Il suffisait d'un comparse pour incendier le Reichstag et d'une poignée pour orchestrer à l'automne 69 les attentats à la bombe à Rome et à Milan.

Lorsque le 10 mai 68, nous dépavions la rue Gay-Lussac, les militants du PCF présents hurlaient à la provocation et peut-être des provocateurs ont-ils charrié leur part de pavés.

Résultat : le pouvoir gaulliste a du céder parce que la volonté de 10 000 barricadiers débordait largement le cadre d'une petite machination policière. De la première manifestation convoquée au Lycée Chaptal, en 70, pour protester contre l'arrestation du lycéen Guiot, on a dit qu'elle allait conduire au massacre, qu'elle servirait le pouvoir ; partis 3 000, les lycéens se retrouvèrent 20 000 après une longue marche dans Paris et le pouvoir dut céder. Le 22 mars dernier, manifester contre la loi Debré malgré l'interdiction, prêtait à la provocation. Nous étions 100 000, il n'y eut pas le moindre problème. Autrement dit, plus la mobilisation est massive, moins la provocation est aisée. Ainsi s'il y a eu provocation le 21 juin, ceux qui avaient déclaré forfait, qui avaient déserté, en portent une responsabilité plus grande que les manifestants eux-mêmes. Si nous avions été plusieurs dizaines de milliers, comme c'était possible, les provocations de Marcellin auraient été bousculées comme de minables ruses de guerre.

Comparons donc ce qui est comparable : la manifestation antifasciste du 21 juin et la manifestation anti-impérialiste du 20 janvier contre l'ambassade US, le jour du renouvellement du mandat présidentiel de Nixon. Des comités de mobilisation avaient été mis en place dans les quartiers, les facultés, les lycées, de nombreuses personnalités et organisations avaient signé l'appel. La manifestation fut presque aussi violente que le 21 juin, mais après les bombardements d'Hanoï, personne n'a parlé de provocation. Les combattants vietnamiens ont rendu hommage aux manifestants. Pour être sûr de ne pas tomber dans une provoc, le clairvoyant PSU avait déjà fait défection.

S'il y a eu erreur politique le 21 juin, elle ne réside pas dans la décision de risposter, mais dans les modalités de la riposte : misant sur l'indignation spontanée qu'aurait suscité un meeting raciste, les organisateurs de la contre-manifestation ont négligé la mobilisation prolongée préparatoire qui aurait pu élargir le soutien de masse à la contre-manifestation, en populariser l'idée dans l'avant-garde ouvrière. Laisser entendre comme le font le PCF, la CFDT, le PSU et autres qu'il ne fallait pas manifester parce qu'il y avait risque de provocation, c'est ne pas voir que ce risque s'augmente de leur propre passivité, qu'ils cèdent sans combattre au chantage à la provocation, au lieu d'y répondre par l'élargissement de la mobilisation.

Fallait-il donc dénoncer les menées fascistes verbalement et attendre les bras croisés que les syndicats, le PC, le PS daignent s'en préoccuper ? Alors que déjà, les nazis d'Ordre Nouveau sévissaient à Nice ? Alors que leur campagne raciste débouchait sur les ratonnades de Grasse ? Alors qu'elle conduit aujourd'hui à l'assassinat d'un travailleurs portugais à Ivry et à l'attaque de la fête du PCF à Clamart ? C'est à cela qu'il faut répondre.

PROVOCATION... ET APRES ?

La notion même de provocation est trop pontuelle, trop instantanée pour permettre de mesurer les modifications réelles du rapport de force. Or, c'est là le résultat décisif du 21. Marcellin a voulu utiliser la Ligue pour ranimer la peur du rouge au couteau entre les dents ; c'est son rôle de ministre de l'Intérieur. Il a exposé cyniquement des policiers pour râffermir les rangs de la police, il l'avait déjà tenté en mars 70 à l'occasion de la banalisation du campus de Nanterre. Il a voulu, à travers la Ligue, frapper la IVème Internationale, c'est son intérêt de flic international du capital.

Quel est le résultat ? La provocation démasquée, Marcellin apparaît comme le suspect n° 1 de l'affaire, comme un casseur assermenté, comme le coupable possible. L'alerte est donnée dans le mouvement ouvrier sur le rôle des fascistes, sur leur utilisation par le pouvoir, sur leurs affinités avec les CDR. Contre la répression, le front se trouve raffermi et pour la première fois depuis des dizaines d'années, le PCF prend la défense d'une organisation trotskyste !

Certains dans le mouvement ouvrier disent que la Ligue est tombée dans une provocation policière. Certains au gouvernement disent que Marcellin est tombé dans une provocation gauchiste. Comme quoi, cette provocation bonne à tout, ne permet guère de voir plus loin que le coup par coup, de mesurer les transformations réelles du rapport de forces.

Et tous les déserteurs du 21 juin n'en seront pas quittes avec un tel argument.

Daniel Bensaïd.

en état de légitime

L'ordre c'est d'abord le refus implacable de céder au chantage au désordre et au désordre lui-même. La loi, c'est d'abord la protection de ceux qui la défendent par la mise hors d'état de nuire de ceux qui l'agressent et récidivent dans leur agression.

Ces deux impératifs, aucune société civilisée ne peut les oublier sans se détruire de l'intérieur (sans allusion à M. Marcellin) et disparaître dans le chaos qu'elle aura permis.

Si l'on est d'accord avec ces vérités d'expérience et de sens commun, les organisateurs de l'émeute qui a secoué Paris jeudi dernier, à savoir Sartre le Ténia, Krivine le serpent à lunettes crépu et Geismar, ce Dodin-Bouffant de la sociale, devraient être en prison aujourd'hui,— et pour longtemps.

Ce fut pourtant mon ami Alain Robert, secrétaire général d'« Ordre Nouveau » que l'on appréhenda et qui se trouvait dans les locaux de la IIIème Brigade Territoriale, tandis que les incendiaires et les tueurs tenaient une conférence de presse au PSU, parti dont Rocard, l'élément le plus marquant, est, à chaque occasion propice, l'invité privilégié de la télévision d'Etat.

*

Ne nous énervons pas. Pas tout de suite... Et essayons d'analyser calmement une situation révoltante qui aurait poussé nos parents les plus placides à sauter déjà sur leurs fusils.

« Ordre Nouveau » est un mouvement légal. A la Mutualité, salle légale, il invite légalement les Français à venir parler de l'immigration sauvage. Pas de l'immigration, point. De l'immigration sauvage clandestine, de l'invasion, sournoise, du non-contrôle sanitaire, judiciaire, professionnel de nos frontières. Bref, de l'immigration illégale.

En d'autres termes, « Ordre Nouveau » appelle les Français à défendre une loi française et à en demander le renforcement.

La « Ligue Communiste » dont le but est l'avènement de la dictature du « prolétariat » par le terrorisme individuel, les tribunaux populaires et la terreur collective trouve naturellement exorbitante cette prétention d'« Ordre Nouveau » : c'est dans ces immigrants sauvages qu'elle recrute les plus sauvages de ses commandos d'assassins.

A l'aide de ses relais habituels elle déclanche donc une « campagne d'opinion » pour que la réunion soit interdite. Sans grande illusion, mais cela crée un climat...

Puis, n'ayant pas réussi à empêcher les orateurs de parler, elle s'emploie à les empêcher d'être écoutés. Les sorties de métro sont contrôlées , la circulation sur les trottoirs filtrée ; ici on menace, là on intimide ; on cherche l'incident. Au cours des jours précédents , des photographies des responsables d'ON et du « Front National » ont été projetées en « posters » dans plusieurs universités et des commandos d'interception patrouillent. Ils monteront même jusqu'à « Minute ».

Enfin, les provocations échouant, ce sera l'assaut contre la police avec une violence rarement atteinte et des moyens jamais utilisés.

Conséquence : 70 défenseurs de l'ordre blessés, dont deux très grièvement. Deux cars de police incendiés, dont l'un à la Bastille. Une photo montre un agent à terre, sur lequel trois communards armés de triques sont penchés : Geismar dira : « il brûlait. Nos camarades se sont précipités pour éteindre les flammes ».

A coups de bâton, sans doute.

Au même moment, grâce à des béliers amenés par camionnettes, le local d'ON était attaqué. La meute défonçait la porte d'entrée, saccageait le vestibule, mettait le feu à un stock d'affiches.

Résultat : c'était Alain Robert et six de ses camarades qu'un commissaire principal emmenait. On avait trouvé des bambous servant de hampes à des drapeaux.



Les hordes gauchistes : vaincre par le

MINUTE N° 585

FRANCOIS BRIGNEAU

27 - 6 - 73

défense



terrorisme individuel et la terreur collective.

A la Ligue, les policiers découvraient des armes de guerre et des caisses de grenades. Mais Krivine, Geismar et Sartre continuaient leur sabbat. Comme les macs de Lyon, peut-être ont-ils un condé ?

*

Cet état des faits qui révèle un curieux état d'esprit appelle deux commentaires.

En ce qui concerne la police on ne l'a ni défendue ni laissée se défendre. Il y a plusieurs semaines qu'un rapport des Renseignements Généraux, transmis à la Police judiciaire, donnait des détails précis sur certaines universités devenues des blockhaus et des arsenaux du terrorisme. A Censier, des chimistes fabriquent des « cocktails Molotov » perfectionnés qui sont de véritables bombes. Des caisses de grenades d'origine tchécoslovaque sont entreposées. Des plans d'occupation et d'utilisation des toits de Paris furent étudiés. Pourtant aucune action préventive n'a jamais été montée. Pourquoi ? Et pourquoi, dans les assauts, les charges du maintien de l'ordre ont-elles été toujours freinées, les représailles interdites, les contre-offensives tournantes décommandées, les arrestations limitées au maximum ?

On voudrait écœurer les plus exposés des défenseurs de l'ordre qu'on n'agirait pas autrement.

En second lieu et dans un tout autre domaine, on reste confondu par l'attitude d'une partie de la presse. De ce qui fut dit de nouveau, d'original dans ce meeting, qu'en a-t-on rapporté ?

Tout ou presque a été tronqué, déformé, falsifié.

Un exemple.

Le MRAP — mouvement juif d'inspiration communiste — ayant été une des organisations à demander l'interdiction de cette réunion contre l'immigration sauvage, je me suis permis de souligner la contradiction existant entre cette attitude et celle de la communauté juive.

En 2000 ans, celle-ci n'a conservé son identité, sa personnalité, son intelligence, sa force que parce qu'elle s'est refusée au métissage et à l'assimilation. Israël est un pays qui n'interdit pas seulement l'immigration sauvage, mais l'immigration tout court (non juive). J'ai conclu en déclarant que nous, qui ne voulions pas de bidonvilles pour nos immigrés, nous n'avions pas de leçons à recevoir de ceux qui ont mis les Palestiniens dans des réserves. (Négligeant, pour ne pas aggraver mon cas, d'ajouter que les Palestiniens n'étaient pas immigrés, mais indigènes... Et victimes en quelque sorte d'une immigration sauvage !).

Qu'y a-t-il de scandaleux dans ce propos ? Où voit-on trace d'anti-sémitisme ? Il n'empêche... J'ai touché au sacré. Alors les injures grêlent. Non pas à cause de mes opinions, idées ou sentiments. Mais à cause de celles qu'on me prête. Ce serait à pleurer si nous avions la larme facile...

*

Petits rats de merde, même avec vos boulons — les seuls que vous toucherez sans doute de votre vie — vos lance-flammes, vos barres de fer, même avec les étranges complicités qui sont les vôtres, même avec vos techniques moderne de sauvagerie éternelle, vous ne savez que tuer, « défoncer » comme vous dites ou avilir.

Je souhaite pour mon pays qu'on ne vous laisse pas faire et qu'on vous claque un peu sérieusement la gueule. Mais dans le cas contraire, s'il était avéré que M. Krivine fait la loi et l'impose, alors je me sentirais, et quelques millions de Français se sentiraient comme moi, en état de légitime défense.

Et dans la légitime défense, on tire à vue.

François BRIGNEAU

ce qu'en dit la presse quotienne

LE MONDE 19 JUIN 73

FAUSSE SYMÉTRIE

Par PIERRE VIANSSON-PONTÉ

« Père, gardez-vous à gauche. Père, gardez-vous à droite » : tel Jean Le Bon à la bataille de Poitiers, M. Marcellin se met en garde contre ses adversaires de tous bords en prononçant la dissolution simultanée de la Ligue communiste et d'Ordre nouveau. Ainsi, chacun des deux mouvements antagonistes et ses partisans auront-ils à la fois des raisons de se plaindre et des motifs de se réjouir. C'est la fausse symétrie, procédé bien connu et maintes fois employé. Il était difficile de dissoudre l'une des organisations seulement : pourquoi frapper celle-ci et pas celle-là ? Il est plus facile, évidemment, de paraître pratiquer cette justice distributive, mais en trompe-l'œil.

Fallacieuse, la double mesure est également inefficace. Nul doute que les deux groupements, comme ils l'ont fait chaque fois que leur dissolution a été prononcée, seront reconstitués dans quelques jours sous d'autres dénominations. Ils y sont prêts, et le pouvoir le sait bien. Alors pourquoi cette décision ? Pour le public, que choque justement la violence des heurts ? Mais le public sera-t-il dupe de ces fausses fenêtres et de ces faux apaisements ? S'il ne l'est pas, c'est un coup d'épée dans l'eau. S'il s'en satisfait, c'est qu'il est bien mal informé.

Il y a plus. Les dissolutions prononcées font naturellement suite aux incidents qui se sont produits le 21 juin dans la rue, à Paris. Or ces incidents ne sont que le reflet d'une situation. Ils sont des conséquences, des effets. La cause est ailleurs. Elle réside dans l'extrémisme, qu'il soit de droite ou de gauche. Plutôt que de masquer très provisoirement le reflet, de s'attaquer aux effets de l'extrémisme, il vaudrait mieux tenter de bien situer et de réduire ses causes. On pourrait en particulier s'interroger sur les raisons pour lesquelles le gauchisme et le néo-fascisme se sont essoufflés ou même n'existent pas, du moins pas à ce degré ni avec ces méthodes, dans plusieurs pays voisins du nôtre. Peut-être trouverait-on là des leçons à méditer et matière à d'utiles réflexions sur l'inutilité d'une certaine forme de répression, la maladresse, pour ne pas dire plus, dans la défense de l'ordre public.

L'extrémisme de gauche nie et bouscule ce qu'on nomme volontiers les valeurs traditionnelles. Ces valeurs, croit-on qu'il suffit de les invoquer, de les vanter, de les rabâcher, trop souvent sans y croire, parfois en les bafouant allègrement dans les faits, pour qu'elles retrouvent force et vigueur ? En cette matière, il n'est guère qu'une recette : la vertu de l'exemple. Ce n'est pas en parlant sans cesse de « restaurer » la morale civique ou sociale qu'on lui rendra sa dignité. Ce n'est pas en exigeant, au besoin par la contrainte, le respect de cette morale établie et de ces valeurs proclamées qu'on les sauvera. C'est en les pratiquant.

L'extrémisme de droite, lui, se réclame d'une certaine conception de la morale et de la patrie. Par une singulière perversion des principes ainsi invoqués, il lutte contre l'avenir, aboutit au racisme. Or le pouvoir dispose de moyens de persuasion plus encore que de dissuasion. Il n'en use pas. Quand a-t-il tenté d'expliquer que le racisme n'était pas seulement honteux, mais stupide, lorsqu'il s'applique aux immigrés, indispensables à la vie économique de la nation ? Quand a-t-il cherché là encore à convaincre plutôt que de contraindre et à extirper la racine du mal ?

Définissant sa « philosophie de l'action », le premier ministre expliquait mercredi qu'il faisait d'abord « une analyse très rapide de l'événement » puis qu'il se jetait aussitôt « à corps perdu » dans l'action « sans beaucoup se soucier de ce qui se passera après ». A vrai dire, on s'en doutait déjà. Les dissolutions prononcées viennent illustrer à merveille cette méthode de gouvernement.

LIBERATION 25 JUIN 73

Libération a été le témoin direct de l'incident de la Bastille. Effectivement, le car de police-secours qui débouchait sur la Place de la Bastille a été accueilli par un cocktail-Molotov. Effectivement, il a pris feu immédiatement. Effectivement, un policier, sorti par la porte à glissière, a été roué de coups. Effectivement, ces coups se sont arrêtés une fois qu'il est tombé au sol. Mais, pendant ce temps, les autres policiers sont sortis à leur tour, en particulier le conducteur dont l'uniforme et le képi étaient en flamme. A cause de la douleur, il était incapable de réagir, et de ce fait ne pouvait éteindre les flammes. A ce moment, trois manifestants se sont précipités sur lui, lui ont arraché le képi et ont mis l'homme à terre pour stopper le feu. Comme avec les pieds cela se révélait impossible, un des trois le fit rouler sur le bras, ce qui mit fin au feu. Mais à aucun moment un coup ne fut porté sur le conducteur, qui fut emmené à l'hôpital, avec les autres blessés, dont l'homme sur la civière. D'ailleurs, pourquoi ne pas attendre son témoignage avant d'avancer des faits mensongers ?

LE MONDE 29 JUIN 73

APRÈS LES INCIDENTS DU 21 JUIN

Le gouvernement décide la dissolution de la Ligue communiste et d'Ordre nouveau

M. Raymond Marcellin, ministre de l'intérieur, a fait approuver par le conseil des ministres du 28 juin la dissolution de la Ligue communiste et d'Ordre nouveau. Dès le samedi 23 juin, le ministre de l'intérieur avait proposé ces dissolutions au président de la République et au premier ministre, en raison des violents incidents qui s'étaient déroulés le jeudi 21 juin à Paris, mais l'intervention obligatoire du conseil des ministres en cette matière a retardé la mise en application des mesures. Le gouvernement a, en outre, demandé au parquet près la Cour de sûreté de l'Etat de poursuivre les dirigeants des deux organisations.

La dissolution des deux mouvements extrémistes

LA LIGUE COMMUNISTE

La Ligue communiste, section française de la IV[e] Internationale, est issue d'une fusion entre les cadres de l'Internationale trotskiste, notamment M. Pierre Frank (ce courant est d'ailleurs parfois baptisé « frankiste »), et les militants de la Jeunesse communiste révolutionnaire (J.C.R.).

La J.R.C. avait été créée en 1966 par un certain nombre d'étudiants exclus de l'Union des étudiants communistes parce qu'ils refusaient de soutenir la candidature de M. François Mitterrand à la présidence de la République. Elle a été dissoute par le gouvernement, au même titre que diverses autres organisations d'extrême gauche, le 12 juin 1968.

A la fin de 1968 autour de l'hebdomadaire *Rouge* se rassemblent un certain nombre de groupes qui, en avril 1969, fondent la Ligue communiste, animée notamment par MM. Alain Krivine, qui devait être candidat à la présidence de la République au mois de juin suivant, Daniel Ben Saïd et Henri Weber. Cette formation s'est donné pour objectif de travailler à la construction d'un parti révolutionnaire de type léniniste. Décidée, selon sa propre expression, à « se dégager du gauchisme », la Ligue communiste avait présenté lors des dernières élections législatives quatre-vingt-douze candidats en liaison avec une autre formation trotskiste : Lutte ouvrière.

Depuis sa création la Ligue communiste s'était petit à petit affirmée comme la principale formation de la nouvelle extrême gauche révolutionnaire. Si en 1969-1970 elle avait dû subir la concurrence des maoïstes de l'ex-Gauche prolétarienne, elle était par la suite parvenue à rivaliser avec le P.S.U., entraînant même dans son sillage un certain nombre de responsables de cette formation. — T. P.

ORDRE NOUVEAU

Créé en novembre 1969, Ordre nouveau rassembla rapidement la plupart des cadres et militants du mouvement d'extrême droite Occident, dissous au lendemain des événements de mai 1968, mais aussi un certain nombre d'anciens activistes, venus notamment de l'O.A.S.-Métro-Jeunes, auxquels devaient rapidement s'ajouter les étudiants du « Groupe union-droit », devenu Groupe d'union et de défense (GUD), toujours représenté ès qualités au Conseil national.

Dès l'origine, chaque meeting d'Ordre nouveau devait donner lieu à de violentes contre-manifestations, du plastiquage du cinéma Saint-Lambert à Paris, où se tint la première réunion, aux récents incidents autour du palais de la Mutualité, en passant par plusieurs « grandes soirées » au Palais des sports, toutes placées sous le signe de la croix celtique, devenue son emblème.

Ordre nouveau s'était efforcé d'apporter à sa famille politique autre chose qu'un simple service d'ordre, même si l'exaltation de l'efficacité de ce dernier faisait partie de son rituel, de même que la triple dénonciation du gauchisme, du communisme, qui en tirait parti, et du pouvoir qui le tolérait. Sans être parvenu à fédérer l'ensemble de l'extrême droite « nationaliste », le mouvement, par la présentation de quelques candidatures à différentes élections législatives (dont la partielle de Bordeaux contre M. Chaban-Delmas, en 1970), par la publication d'un certain nombre d'ouvrages de réflexion et la tenue d'un congrès annuel, avait réussi à occuper à l'extrême droite le plus de terrain possible.

Sa participation active au Front national de M. Jean-Marie Le Pen, ancien député poujadiste puis indépendant de la Seine, auquel il avait fourni l'essentiel de ses troupes, en avait été un signe supplémentaire. Le récent congrès de Bagnolet (le Monde des 12 et 13 juin) avait confirmé cette dernière orientation.

Ce congrès avait également marqué le lancement de la campagne contre « l'immigration sauvage », à propos de laquelle Ordre nouveau s'est toujours défendu de l'accusation de racisme, mais qui allait, en pratique, conduire nombre de ses orateurs, notamment à la Mutualité, le 21 juin dernier, à tenir des propos que les organisations antiracistes devaient vigoureusement relever.

La coexistence, au sein du mouvement, d'une « vieille garde » qui demeurait très marquée par différentes expériences historiques — Pétain, l'Algérie, puis l'O.A.S. métropolitaine — et d'une « nouvelle vague » moins sensible que son aînée aux nostalgies, avait posé, au cours de ses quatre années d'existence, quelques problèmes de personnes à l'état-major du mouvement, qui s'étaient soldés en général par un certain nombre de démissions.

Mais, dans l'ensemble, l'implantation d'Ordre nouveau avait régulièrement progressé en province (notamment dans les Alpes-Maritimes où plusieurs incidents devaient avoir lieu, dans les Bouches-du-Rhône, en Aquitaine, dans la Loire, etc.) et dans la région parisienne (surtout dans les Hauts-de-Seine).

Le secrétaire général, M. Alain Robert, avait été facilement réélu au congrès de Bagnolet, au cours duquel l'achat d'un hameau abandonné dans les Alpes de Haute-Provence pour un faire un « village nationaliste » avait été annoncé.

Ordre nouveau se flattait d'entretenir des relations régulières avec un certain nombre de « partis frères », au premier rang desquels le Mouvement social italien (néo-fasciste) de M. Almirante. A propos des menaces d'interdiction pesant sur le M.S.I., les dirigeants d'O. N. n'avaient pas caché leur intention de voler, le cas échéant, à son secours, en Italie-même. — B. B.

LE MONDE

29 JUIN 1973

La Ligue communiste cherche à sauver sa presse

Des contacts ont lieu entre partis de gauche

Les dirigeants de la Ligue communiste n'ont pas été surpris par la mesure de dissolution de leur organisation. Depuis les bagarres du 21 juin, ils s'attendaient à cette décision, qu'ils ne prévoyaient pas en revanche lorsqu'ils avaient pris la décision de s'opposer par la force au meeting d'Ordre nouveau. L'erreur d'appréciation commise alors peut s'expliquer par le développement même de la Ligue depuis quelques années.

En raison de l'échec du mouvement maoïste et de l'incapacité du P.S.U. d'amalgamer les divers courants d'extrême gauche qui le traversaient, la formation trotskiste de M. Alain Krivine était devenue, pour de nombreux militants, un pôle de regroupement. Ils pouvaient se consoler des échecs de l'extrême gauche depuis 1968 en appréciant l'audience acquise par la Ligue et la place qu'elle occupait en permanence dans le débat politique. La candidature de M. Alain Krivine aux élections présidentielles de 1969, la participation de la Ligue communiste aux élections municipales de 1971 à Paris comme sa présence dans quatre-vingt-douze circonscriptions législatives en mars 1973 étaient appréciées comme une transformation de ce groupe d'étudiants en un petit parti politique.

Or, à ce niveau, déjà une première contradiction se manifestait. La Ligue se veut un mouvement révolutionnaire, et si elle ne prône pas l'insurrection armée, qui ne lui paraît pas correspondre à la situation présente de la société française, elle ne peut pas, parallèlement, transformer ses militants et, en particulier, son service d'ordre, en simples colleurs d'affiches. La nécessité du recours à l'illégalité, voire de l'usage de la violence, ne pouvait pas ne pas se faire sentir de temps à autre à la base. Déjà, lors de la campagne pour les élections législatives, les militants de la Ligue communiste avaient fait preuve d'un mépris certain à l'égard de la « politique politicienne » et, dans certaines circonscriptions, ils s'étaient même refusés à afficher le nom de leur candidat, se contentant de diffuser les analyses globales de leur formation. L'usage d'une phraséologie révolutionnaire exige que, de temps à autre, l'organisation puisse justifier concrètement son langage.

La seconde contradiction créée par la croissance de la Ligue communiste concerne la société française. Parvenue à un certain seuil, une formation révolutionnaire entre nécessairement en conflit avec le pouvoir légal. S'il est vrai que le bureau politique de la Ligue ne s'attendait pas, le 20 juin, à une dissolution prochaine, il n'a, en revanche, jamais pensé que la formation puisse connaître encore longtemps un développement linéaire. Les progrès mêmes rendaient presque inéluctable la répression, compte tenu du fait que le ministre de l'intérieur a une conception policière de la vie politique et sociale et qu'il pense que les grèves ou les mouvements de lycéens, par exemple, sont le résultat de véritables complots. A ce niveau, les dirigeants de la Ligue pensent que la réunion les 9, 10 et 11 juin, près de Rouen, des groupes « Taupe rouge » d'entreprises animés par les trotskistes a contribué au moins autant à leur dissolution que les incidents du 21 juin.

Quelle ampleur aura la répression ?

Le problème qu'ils se posent concerne désormais l'ampleur de la répression. Le gouvernement va-t-il se contenter, comme en 1968, de la dissolution et de quelques arrestations symboliques en admettant alors implicitement la réorganisation de la Ligue dans des délais assez brefs ? Va-t-il, au contraire, entreprendre le démantèlement systématique du mouvement, ce qui exigerait la mise hors d'état d'agir des cadres et donc l'arrestation d'au moins deux à trois cents militants ? La Ligue communiste comptait, par exemple, une trentaine de permanents. Rien qu'à Toulouse, nous signale notre correspondant, la décision du gouvernement place hors la loi trois cents personnes. En outre, on peut se demander comment le gouvernement pourra empêcher les militants de la Ligue organisés en tendances syndicales soit à la FEN, soit à la C.F.D.T., de poursuivre leurs activités.

Une répression intermédiaire est également possible qui se traduirait par des poursuites contre les membres du bureau politique de la Ligue.

Les dirigeants trotskistes sont toutefois décidés à se défendre pied à pied. S'appuyant sur les déclarations de M. Pierre Messmer, qui expliquait que « *ce ne sont pas les propos mais les actes des mouvements extrémistes qui intéressent le gouvernement* » (*le Monde* du 23 juin), ils veulent maintenir en vie leur hebdomadaire *Rouge*. Pour y parvenir, ils comptent s'appuyer sur la législation protégeant la liberté de la presse. En outre, ils font valoir que le siège de la Ligue appartient à une société commerciale, la Société internationale d'édition, et qu'il ne peut donc, semble-t-il, être concerné par la décision du conseil des ministres. La librairie, en particulier, devrait pouvoir continuer à fonctionner, bien que, lors de la perquisition de la police, elle ait été mise à sac, les brochures et les livres étant notamment couverts de peinture. La Ligue communiste en définitive est, comme la plupart des formations politiques, une association de fait dont les statuts ne sont pas déposés, ce qui permet une grande zone de flou dans l'application de la mesure de dissolution.

Une solidarité espérée

Indépendamment de ces combats d'arrière-garde, la Ligue communiste compte beaucoup sur la solidarité des syndicats et partis de gauche. Si, bien sûr, le P.S.U. et dix-sept groupes d'extrême gauche ou assimilés (puisqu'on y trouve aussi bien la Cause du Peuple que le mouvement rural de la jeunesse chrétienne) proposent déjà une campagne pour l'abrogation du décret de dissolution, le projet reste de faire patronner par des intellectuels et des personnalités un comité national pour la levée de la mesure gouvernementale, comité qui pourrait être relayé en province par des structures identiques. D'autre part le fait que la Ligue communiste soit la section française de la IV[e] Internationale peut laisser attendre des réactions à l'étranger et des manifestations devant les ambassades françaises. Mais la seule riposte vraiment importante consisterait en une mobilisation de la gauche classique. Si le parti socialiste a déjà réclamé une réunion du comité de défense des libertés qui rassemble les partis de gauche et les syndicats, c'est surtout la vigueur de la réaction du P.C.F qui retient l'attention.

On se souvient qu'il y a quelques années les dirigeants communistes parlaient indistinctement des « *fascistes de droite et de gauche* ». A présent, non seulement ils établissent une différence de nature entre l'extrême droite et l'extrême gauche, mais la Ligue est explicitement défendue, même si ses méthodes et ses analyses sont récusées. Cette prise de position du bureau politique du P.C.F est à rapprocher de divers articles publiés au cours des derniers jours dans *l'Humanité* et qui tendent à prouver que la police avait en réalité tendu un piège aux trotskistes le 21 juin. Le Mouvement de la jeunesse communiste, qui n'est pas tenue à la même prudence de langage que le bureau politique, n'hésite pas à parler de « *l'organisation minutieuse de la provocation du 21 juin* ».

Le problème de la police et de l'utilisation qui en est faite

Dans ce contexte, qui pose en réalité l'ensemble du problème de la police et de l'utilisation qui en est faite depuis 1968, les manifestations organisées à l'initiative du P.C.F. le 20 juin prennent, après coup, une nouvelle dimension. Si l'attention n'avait alors été surtout retenue par l'aspect tactique de ces cortèges, à la veille du congrès du P.S. et dans le cadre de « l'émulation » entre socialistes et communistes, il apparaît plus nettement désormais, que l'inquiétude du bureau politique du P.C.F. est réelle et profonde. La faiblesse de la mobili-

LE MONDE 30 JUIN 73

sation en province le 20 juin avait d'ailleurs déçu les dirigeants communistes. D'une certaine manière, la décision gouvernementale va leur permettre de justifier aux yeux de leurs militants leur initiative et de prolonger peut-être leur action, cette fois-ci d'une manière réellement unitaire. Des contacts sont, en effet, en cours entre les diverses formations de gauche et les syndicats pour déterminer l'ampleur qu'il convient de donner à la riposte. La dissolution d'un groupuscule peut être facilement digérée, celle d'un parti crée une crise politique. Or, si la Ligue n'était pas un parti à proprement parler, elle était déjà plus qu'un groupuscule.

THIERRY PFISTER.

DEPUIS 1968

Dix-sept groupements ont été dissous

Depuis les événements de mai 1968, outre la Ligue communiste et Ordre nouveau, quatorze groupements d'extrême gauche et un mouvement d'extrême droite ont été dissous en application de la loi du 10 janvier 1936 sur « les groupes de combat et de milices privées ». Cette loi prévoit la dissolution de toutes les associations ou groupements qui « provoqueraient à des manifestations armées dans la rue », qui présenteraient « par leur forme et leur organisation militaires » le caractère de groupes de combat ou de milices privées ou qui attenteraient « à la forme républicaine du gouvernement ».

Un décret du 12 juin 1968 a prononcé la dissolution de la Fédération de la jeunesse révolutionnaire, du Mouvement du 22 mars (groupement d'étudiants de divers mouvements d'extrême gauche), de l'Union des jeunesses communistes marxistes-léninistes (« prochinois », du Parti communiste marxiste-léniniste de France (« prochinois »), du parti communiste internationaliste, de la Jeunesse communiste révolutionnaire, de Voix ouvrière, du groupe Révoltes, de l'Organisation communiste internationaliste, de la Fédération des étudiants révolutionnaires et du Comité de liaison des étudiants révolutionnaires, ces derniers groupes se rattachant au mouvement trotskiste.

Ce décret de dissolution devait être annulé, le 4 juillet 1970, par le Conseil d'Etat, en ce qui concerne l'Organisation communiste internationaliste, la Fédération des étudiants révolutionnaires et le groupe Révoltes.

Le mouvement d'extrême droite Occident a, pour sa part, été dissous le 31 octobre 1968.

Enfin, un décret du 27 mai 1970 a interdit le groupement maoïste la Gauche prolétarienne ainsi que le parti communiste révolutionnaire prolétarien et la Nouvelle Résistance populaire, qui groupaient sous ces appellations les militants du même mouvement.

LE MONDE 1 JUILLET 73

Informations et interprétations

COMMENTANT l'article de notre collaborateur, James Sarazin, paru dans « le Monde » du 30 juin, sur les suites de la manifestation du 21 juin, Michel Bassi écrit dans « le Figaro » :

« Ces accusations sont d'une extrême gravité. Elles mettent en cause l'honneur des plus hauts responsables du maintien de l'ordre, chef d'état-major de la police municipale, préfet de police, directeur général de la police nationale, ministre de l'intérieur. Elles tendent en effet à démontrer que les forces de l'ordre ont été placées intentionnellement en état d'infériorité.

» C'est pourquoi nous devons regretter ici l'absence de preuves pour étayer certaines de ces interprétations. Des erreurs ou des insuffisances ont pu être relevées. Mais il en faut plus pour avancer des hypothèses aussi graves, ou pour justifier les arrière-pensées que l'article, par le rapprochement de témoignages, prête aux responsables. »

Avant d'écrire son commentaire, Michel Bassi n'avait sans doute pas eu connaissance des déclarations de M. Gérard Monate ni même des « explications des autorités » qui sont publiées sous son article et sont autant de confirmations, explicites ou non, des informations de James Sarazin.

Avec les risques d'erreur que comporte toute enquête de ce genre dans un milieu complexe et divisé, un journal a le devoir de s'efforcer de tirer au clair la cause et le déroulement d'événements graves et confus. « Le Monde » l'a fait en son temps, soit en France, soit naguère en Algérie, parfois le premier, souvent seul, encourant la censure toujours prompte de tel ou tel de ses confrères et conjointement la réprobation des « autorités ». Après quoi des enquêtes, des témoignages, des ouvrages, sont venus démontrer, trop tardivement parfois, que son seul tort avait été d'avoir eu raison trop tôt.

Le devoir de la presse est de ne pas accepter sans examen critique la thèse des responsables du maintien de l'ordre, dont la tâche n'est certes pas facile, mais qui, mis dans l'embarras ou placés devant le fait accompli par des subordonnés, sont toujours tentés de contester les témoignages, de chercher des boucs émissaires et de procéder à des amalgames.

En rendant compte des congrès des divers syndicats de policiers ou des faits de répression abusive, « le Monde » a plus d'une fois exposé les raisons et les dangers d'une tension soit au sein des corps de police, soit entre ceux-ci et le ministère de l'intérieur. On en constate aujourd'hui les effets.

J. F.

Au fil de la semaine

L'ECRASANTE majorité des livres aujourd'hui publiés et des films produits, les trois quarts des pièces représentées au théâtre ou diffusées sur les ondes, plus de la moitié des feuilletons, dramatiques, récits et évocations même historiques tournés pour la télévision, traitent d'un sujet unique, si obsédant qu'il est pratiquement devenu le sujet : la police. Séries et fleuves noirs, blêmes ou psychédéliques, Coplan, les Incorruptibles, le Gorille, San Antonio et le prince Malko — S.A.S. pour ses amis — sont les fils du Saint, de Maigret, d'Hercule Poirot, les petits-fils de Rouletabille, Arsène Lupin, Sherlock Holmes, Nick Carter, les descendants d'une noble famille dont les glorieux ancêtres se nomment Victor Hugo et Balzac, Edgar Poe et Conan Doyle, et dont la lignée ne cesse de croître et de croître encore.

Comment chacun ne serait-il pas, dès l'enfance, convaincu de l'immense importance de cette police, omnipotente et omniprésente, devenue dans l'Etat un pouvoir et non plus un service. Qui peut voir, sans éprouver une certaine appréhension, un agent se diriger soudain droit vers lui, fût-ce pour lui demander l'heure ? Qui n'est tenté de baisser la voix en découvrant, dans le train ou l'autobus, que le voyageur du bout de la banquette et qui semble dormir est un policier ? Qui ouvre sans un battement de cœur une lettre à en-tête du commissariat, même si c'est pour apprendre finalement que le porte-monnaie qu'il avait perdu a été retrouvé ? Oui, la police inquiète bizarrement les honnêtes gens, surtout les honnêtes gens, par le halo de mystère, d'autorité et souvent d'arbitraire qui, en France, l'entoure.

Elle les trouble aussi par l'image de force brutale qu'elle impose. Le mur d'hommes noirs, bardés de cuirs luisants, casqués d'acier sombre, masqués de heaumes comme les chevaliers de jadis ou les astronautes d'aujourd'hui, hérissés de longues matraques ou, pire, de mousquetons cliquetant, dans un scintillement métallique, avec un piétinement sourd, comment ne ferait-il pas trembler ? Mais aussi, plus simplement, ce revolver toujours bien en vue, sceptre de l'autorité ; ces mitraillettes si négligemment manipulées ; ces motos rutilantes, trônes démoniaques de l'ange du bizarre selon Cocteau ; ces lourds convois de véhicules tantôt tapis au détour du boulevard où on les découvre soudain comme la harde aux aguets, tantôt coupant en files roides la rue ou la route. Bref, tout cet attirail est conçu pour la peur et l'inspire en effet. Même si les armes servent, en définitive, cent fois moins que l'outil professionnel le plus familier de la panoplie, le stylo. Même si, face à la manifestation, la charge, la ruée, la curée, demeurent l'exception et, pour la plupart, une vue de l'esprit, tandis que l'agent du carrefour, l'hirondelle en train de faire sa ronde, le gardien descendu du car de police-seçours, en un mot, le flic du coin, sont des personnages familiers et plutôt rassurants.

Le même automobiliste qui maudit si volontiers l'agent verbalisateur qui vient de lui infliger une contravention déplorera son absence, s'indignera de ne pas le trouver pour faire valoir son bon droit dans un accrochage. Le même policier sera ainsi tour à tour et parfois simultanément regardé avec crainte, appelé à l'aide et traité avec une ironie hautaine, voire carrément insulté — mais de loin — selon les circonstances. Il faut bien reconnaître d'ailleurs que, de son côté, il ne sera pas le même, à cinq minutes d'intervalle, pour donner un renseignement au chauffeur d'une DS noire, contrôler l'identité d'un garçon de vingt ans à cheveux longs, et faire « circuler » des musiciens ambulants.

* * *

Ces réflexions, et bien d'autres, un magistrat qui a consacré une bonne demi-douzaine d'ouvrages en vingt ans à la justice et aux juges vient de les formuler dans un livre remarquable et déjà remarqué (1). Casamayor — c'est son nom de plume — connaît de l'univers et du pouvoir policier non seulement ce que chacun peut en voir mais ce qui demeure caché, la partie immergée de l'iceberg. Il se pose plus de questions qu'il n'apporte de réponses, il s'efforce bien davantage de comprendre et d'expliquer que de requérir. Et encore : « La police, écrit-il, ne s'explique pas, elle se raconte. Elle ne s'analyse pas, elle se vit. » Aussi ne saurait-on résumer, refléter et moins encore discuter ici ses remarques toutes en nuances, ses doutes et ses impressions, mais plus simplement lui emprunter çà et là quelques traits, de ces traits qu'il discerne, le masque ôté, sur le visage du policier.

Cent mille policiers en France : est-ce beaucoup ? Mais non : si les fonctionnaires du ministère de l'intérieur sont bien en effet une centaine de mille à émarger au budget, des milliers d'autres citoyens, banquiers ou manœuvres, balayeurs ou cadres, ont une vocation rentrée de policiers amateurs. Avec un soupir, Casamayor évoque tous ces débiles orgueilleux, ces envieux pervers, ces dénonciateurs-nés qui écoutent, colportent, fouinent ; ces conducteurs,

LE MONDE 1 JUILLET 73

M. MONATE : une utilisation très particulière des forces de l'ordre.

M. Gérard Monate, secrétaire général de la Fédération syndicale des personnels de la préfecture de police de Paris (regroupant 70 % des policiers en tenue), qui s'est entretenu le 29 juin avec M. Jear Paolini, préfet de police qui doi entrer en fonction le 1er juillet, a déclaré que « *des incohérences avaient été relevées dans l'organisation du service d'ordre le 21 juin* ».

« *Il s'agit*, a-t-il ajouté, *de savoir si ces incohérences étaient volontaires ou involontaires.* »

« *Nous avons également dénoncé, au cours de cet entretien*, a dit M. Monate, *l'utilisation très particulière des forces de l'ordre, et demandé si la cause en est l'incompétence ou la complicité. Il nous paraît en effet incroyable, en tout état de cause, que deux mille manifestants aient pu faire quatre-vingts blessés parmi les policiers, avec les moyens techniques dont ils disposaient. Nous avons apporté des faits précis et demandé au préfet qu'une enquête soit ouverte pour clarifier la situation.* »

M. Monate espère que des résultats positifs sont à attendre de cet entretien, et pense que la dissolution de la Ligue communiste est un « *mal nécessaire* ».

LE POUVOIR POLICIER

Par

PIERRE VIANSSON-PONTÉ

ni plus prudents ni plus avisés que les autres, qui rêvent de jouer les justiciers sur la route ; et les maniaques, comme celui qu'il montre toujours muni d'une paire de menottes et prêt à les passer aux poignets de quiconque lui déplait. Ce n'est pas rassurant, c'est vrai, et on ne le dit jamais.

Le policier professionnel n'inspire pas, regardé au microscope ou passé aux rayons X, une confiance aveugle. Car il est à la fois un homme comme un autre et en même temps pas tout à fait comme un autre. Son métier exige certaines qualités mais fait aussi appel, plus largement que la plupart, aux défauts humains. Il souffre d'une maladie du secret qui ne prend pas sa source dans les règles qui sont imposées, les procédures et les méthodes, mais bien au-delà, dans sa nature même. Ses relations avec le malfaiteur peuvent être contagieuses et finalement sont fort ambiguës. Avec la morale aussi, car les maux si souvent dénoncés de l'extérieur, la brutalité, la violence, la corruption, n'ont pas du tout ou pas toujours les mêmes couleurs, vus de l'intérieur.

Quand on proclame qu' « on ne fait pas de police avec des enfants de chœur », lorsqu'on rappelle que tout régime, toute société obtient de sa police qu'elle assure avec la même ardeur le triomphe de l'idéologie du moment même si elle est exactement contraire à celle qui prévalait la veille, on fait des policiers plus que des suspects : des demi-coupables et des serviteurs sans conscience. Et voilà ceux qu'on charge de protéger la société contre les coupables à part entière, d'incarner le respect de la loi et le maintien de l'ordre ?

* * *

Les relations de la police et du pouvoir ne sont pas moins soupçonneuses et énigmatiques que son image face au citoyen. Le pouvoir, quel qu'il soit, veut une police forte — mais pas trop, pour être en mesure de s'en servir sans la craindre. Alors il mène parallèlement deux opérations contradictoires : d'une main, il construit en recrutant, en organisant, en formant, en protégeant ses auxiliaires ; de l'autre, il détruit en isolant, en lâchant, en négligeant ses serviteurs.

La prostitution n'étant ni légalement admise, ni formellement interdite, le policier chargé de la surveiller ne saura jamais où passe exactement la frontière entre le proxénète et l'indicateur et il se retrouvera en prison avec ceux qu'il y a envoyés au fil de sa carrière. L'agitation empruntant plusieurs couleurs, la même brigade recevra l'ordre de cogner allégrement sur tel groupe de manifestants, puis de protéger poliment tel autre groupe, alors qu'armés d'identiques barres de fer et de semblables matraques les deux camps ne rêvent que d'en découdre. Après quoi, on perquisitionne, pour maintenir l'illusion de l'équilibre en trompe l'œil, chez les uns et chez les autres.

A la limite, les contradictions internes ne peuvent plus être surmontées. C'est ce qui s'est produit, par exemple, le jeudi 21 juin à 23 h. 30, à Paris, au carrefour des boulevards Saint-Michel et Saint-Germain, en plein cœur du Quartier Latin. Gauchistes et policiers des brigades d'intervention sont face à face. Soudain un lieutenant et quatre hommes perdent patience, lancent quelques grenades et foncent matraques levées. Survient un commissaire divisionnaire et, devant la foule stupéfaite, le dialogue suivant s'engage, que rapporte un de nos confrère (2) :

Le commissaire au lieutenant :

— Qui vous a donné l'ordre de bouger ?

Le lieutenant, hurlant :

— C'est moi.

— Je vous casserai ! Je vous casserai !

— Je n'en ai rien à foutre !

— C'est ce que nous verrons. Donnez-moi votre numéro.

— Non !

— Qui commande ? C'est vous ou moi ?

— Mais, monsieur le divisionnaire, ils nous lançaient des pavés...

— C'est faux ! Vous mentez ! Je vous ferai casser !

Des scènes comme celles-là tendent à devenir de plus en plus fréquentes. Elles donnent à réfléchir. Elles révèlent que la limite est bien près d'être atteinte au-delà de laquelle un pouvoir ne contrôle plus sa police et risque de tomber, au contraire, sous son contrôle, aux mains du pouvoir policier.

C'est tout cela, ces excès, ces incertitudes, ces truquages qui font du problème de la police, par-delà les vicissitudes de quelques commissaires, les hésitations de quelques gradés, les débats mêmes de quelques syndicats, un sujet-clé, au cœur de l'organisation du régime et de la société, aujourd'hui en France.

(1) Casamayor, la Police. N.R.F. 200 p., 23 F.
(2) Francis Puyalte, dans *l'Aurore* des 23-24 juin, page 20.

Les forces de l'ordre et la République

LE MONDE — 4 juillet

Par MAURICE DUVERGER

La polémique sur le comportement des autorités de police, le 21 juin, serait moins vive, si le public ne sentait confusément qu'elle concerne un point essentiel pour l'avenir de la démocratie en France. Les forces de l'ordre jouent un rôle important dans tous les régimes politiques. Mais leur influence est moins décisive dans les Etats relativement stables, où le consensus sur les valeurs collectives est grand, que dans ceux plongés dans une situation d'instabilité, d'incertitude et de dissentiment. Dans tout groupe social, l'importance de la répression varie en raison inverse du degré de consensus.

Dans les groupes très cohérents, où le consensus est fort, la répression peut disparaître presque totalement. Les normes et les valeurs collectives sont suffisamment intériorisées pour que tout le monde s'y conforme spontanément. Dans les groupes à consensus faible, au contraire, où les valeurs collectives sont faiblement ressenties et les normes sociales presque inappliquées naturellement, il faut des moyens de contrainte pour maintenir la cohésion de l'ensemble. Sinon, celui-ci tend à se dissoudre. Le grand bouleversement des valeurs que traversent les démocraties industrielles risque ainsi d'y donner aux « forces de l'ordre » une influence analogue à celle qu'elles ont traditionnellement dans les nations sous-développées ou semi-développées.

Certes, ce bouleversement est souvent plus apparent que réel. L'hypocrisie victorienne n'était pas plus conforme aux valeurs affirmées que les comportements plus francs et plus ouverts d'aujourd'hui. Le naufrage de la morale d'Occident concerne ses formes extérieures plutôt que ses principes de base, lesquels sont au contraire renforcés à beaucoup d'égards. Mais la plupart des gens se rendent mal compte de cet aspect profond du phénomène. Ils sont plus sensibles à ses traits superficiels, qui leur donnent l'impression qu'il n'y a plus de règles reconnues, plus de principes acceptés, plus de normes établies. Ils en tirent, consciemment ou non, la conséquence que l'ordre social ne repose plus que sur les forces publiques chargées de le défendre.

En France, notamment, on ne doit jamais oublier qu'une grande partie de la population est plongée depuis quelques années dans un sentiment d'insécurité et d'angoisse, souvent enfoui dans l'inconscient, mais toujours présent et toujours profond. Elle craint d'être submergée par un raz de marée du type de celui de mai 68 Sans doute, cela concerne surtout les éléments les moins jeunes et les moins dynamiques. Mais quand l'espérance moyenne de vie dépasse soixante-dix ans, la jeunesse devient très minoritaire et son règne insolent suscite de fortes oppositions dans une majorité qui reste silencieuse parce qu'elle n'a rien à dire, mais qui pèse lourd dans la vie nationale.

Le risque n'est donc pas négligeable de voir s'établir un régime autoritaire plus ou moins camouflé. Il l'est d'autant moins que certains hommes du gouvernement et de la majorité ne paraissent pas écarter une telle évolution. Il l'est certainement moins que le risque de voir Ordre nouveau s'emparer du pouvoir. Le fascisme classique, constitué par un grand parti totalitaire, avec chemises de couleur, défilés au pas cadencé, bottes et drapeaux, saluts le bras tendu, chef providentiel aux discours incantatoires est un phénomène des années 30. La démocratie d'aujourd'hui est beaucoup plus menacée par un glissement lent vers des régimes d'autoritarisme classique, plus ou moins feutrés.

Dans certaines nations — par exemple dans la République fédérale allemande, qui connaît bien le problème, — on s'est soucié d'éviter que les forces d el'ordre puissent être ainsi utilisées contre les libertés des citoyens. Les gouvernements de Bonn ont pris des mesures remarquables pour développer le sentiment démocratique de l'armée et pour la placer sous le contrôle permanent d'un délégué au Parlement. Des mesures analogues, moins connues mais aussi importantes, concernent la police : celles prises à Francfort, par exemple, pour empêcher que les agents chargés de réprimer les troubles dans la rue n'identifient les manifestants à un « ennemi », méritent particulièrement d'être signalées, car elles témoignent d'un sentiment démocratique très élevé chez les responsables des forces de l'ordre (1). On doit malheureusement constater que leurs homologues français ne manifestent pas jusqu'ici des dispositions analogues. Chez nous, des indices concordants révèlent plutôt des dispositions contraires : ils expliquent l'inquiétude qu'ont soulevée une série d'incidents, dont les derniers sont ceux du 21 juin.

Mais une certaine opposition est aussi coupable que la majorité, à cet égard, par son comportement vis-à-vis des forces de l'ordre. Si les démocrates considèrent celles-ci comme des adversaires *a priori*, ils en feront des adversaires et ils contribueront ainsi à faciliter la collusion entre elles et les majorités silencieuses et apeurées, ce qui constitue actuellement le danger majeur pour la démocratie. Aucun Etat n'a jamais pu vivre jusqu'ici sans police et ne le pourra longtemps encore : la police ne mérite donc une hostilité systématique de la part d'aucun parti.

Le plus bête des slogans inventés ces dernières années est certainement « C.R.S. = S.S. », il repose sur la fréquente confusion entre les « brigades d'intervention » de la police parisienne et les compagnies républicaines de sécurité. La plus stupide des attitudes politiques actuelles consiste à vilipender individuellement les « flics » et à les attaquer aveuglément comme on vient de le faire. Si le pouvoir a monté une provocation à cet égard, comme certains indices le suggèrent, il a fait son métier tel qu'on le conçoit au niveau actuel de moralité des gouvernements d'Occident. La Ligue communiste n'a pas fait le sien en fonçant tête baissée dans le panneau qu'on leur tendait. Les manifestants du Front populaire qui criaient « La police avec nous ! » avaient une vue plus intelligente du problème et un sens plus aigu de leurs responsabilités.

De même, quand ils honoraient les officiers « républicains » et quand ils soutenaient la défense nationale. La proportion des officiers républicains est sans doute plus grande dans l'armée d'aujourd'hui que dans celle de 1936, à cause de la résistance d'une part, de l'épuration des partisans de l'O.A.S. d'autre part. La gauche devrait s'en souvenir. Elle ne devrait pas non plus oublier que l'avenir de la démocratie française dépend largement de la loyauté des forces de l'ordre à son égard, dans les années qui viennent. Malgré d'inadmissibles matraquages « à froid » qui tiennent souvent à la faiblesse du commandement, la police française, où 70 % des effectifs en uniforme appartiennent à un syndicat démocratique, a bien résisté dans l'ensemble aux tentatives de fascisation, avant celle plus discrète mais plus continue qui se développe depuis quelques années. Gendarmes et C.R.S. ont montré en Algérie qu'ils savaient défendre la République quand on leur commandait de le faire.

Les gauchistes ne pourraient-ils méditer l'exemple chilien, et l'ensemble de la gauche avec eux, au lieu de favoriser par leur comportement la collusion des forces de l'ordre et de la droite, selon les vœux du ministre de l'intérieur ?

MAURICE DUVERGER.

(1) Cf. par exemple un article de la *Frankfurter Allgemeinde Zeitung*, du 4 avril 1973.

Une mise au point de la préfecture après les incidents du 21 juin à Paris

Des affirmations et des lacunes

La préfecture de police de Paris a publié, mercredi 4 juillet, une longue mise au point sur l'action des forces de l'ordre dans la soirée du 21 juin à Paris. Cette mise au point, comme il est écrit dans le communiqué de la préfecture, vise les déclarations faites par M. Gérard Monate, secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police, après les incidents qui ont suivi le meeting d'Ordre nouveau à la Mutualité ; ces déclarations avaient été rapportées par différents journaux, et notamment par le Monde *du 30 juin.*

Il apparaît, à la lecture de ce texte, que trop souvent la préfecture de police se contente de nier l'interprétation de M. Monate, interprétation pourtant fondée sur des rapports précis établis par des policiers présents lors des incidents. La préfecture de police est toutefois plus nette sur l'agression contre les cars de police-secours, que nous avions, pour notre part, condamnée dans le Monde *du 24-25 juin.*

Chacune des affirmations de la préfecture de police est suivie d'extraits des rapports établis, sur les mêmes faits, par M. Monate et ses amis.

Voici le texte du communiqué :

« Dans sa déclaration à la presse, M. Monate a fait état d'un compte rendu non signé d'un délégué syndical qu'il avait remis au préfet de police et dans lequel étaient rapportés des faits qui l'autorisaient à se poser la question de savoir si « la cause en était l'incompétence ou la complicité ». Ces faits, largement repris dans les articles de presse, ont donné lieu à une enquête dont les résultats sont maintenant connus.

» Ils permettent au préfet de police d'apporter les précisions suivantes :

» 1) Il était allégué dans ce compte rendu que l'état-major de la police municipale avait été prévenu que sur les quais de la station de métro Monge des engins incendiaires étaient fabriqués et distribués aux manifestants, et qu'il n'avait pas réagi.

» Cette information avait été transmise au commandement, d'une part par le chef de la station du métro, et, d'autre part, par le car de la ronde 517.

» L'audition du chef de station de métro et de l'équipage du car a établi qu'à aucun moment une information de cette nature n'avait été adressée au commandement. »

[Dans son rapport sur les incidents de la rue Monge, le délégué syndical écrit :

« Le chef de station du métro place Monge a téléphoné par trois fois à la préfecture entre 19 h. et 19 h. 20 pour leur signaler que la fabrication et la distribution des engins incendiaires s'effectuaient sur les quais de sa station. Le brigadier du 517 a signalé à plusieurs reprises des groupes importants casqués et armés sur les quais. »]

« 2) Il était allégué aussi que les évaluations de manifestants en déplacement constant avaient été minimisées. Il ressort des vérifications opérées à l'état-major que les informations qui parvenaient à la fois aux diverses unités en place ou engagées et de l'hélicoptère qui survolait la manifestation ont été intégralement retransmises et exploitées. »

[Le rapport précise :

« Les civils étaient chargés de surveiller le rassemblement place Jussieu.

» Ceux-ci ont donné de fréquentes physionomies et donné de nombreux renseignements sur l'importance toujours croissante des manifestants rassemblés.

» Ce nombre a toujours été minimisé sur les ondes (...)

» A 19 h. 25, une information radio signalait 300 manifestants rue Monge - Abbé-de-l'Epée.

» Aussitôt TE 95 fait mettre pied à terre à sa demi-compagnie en casque et matériel pour se porter au-devant des manifestants.

» (...) Arrivée au coin de la rue Rolin, la 51e Cie 1 (première demi-compagnie de la première compagnie du 5e groupe) s'est trouvée face à face avec les manifestants, qui se trouvaient non pas rue de l'Abbé-de-l'Epée, mais rue Lacépède et à 1 000 au lieu de 300.]

* * *

« 3) Il reste des informations syndicales que plusieurs unités, après avoir massivement utilisé leur dotation en grenades lacrymogènes, ont rencontré dans le feu de l'action quelques retards pour obtenir un réapprovisionnement.

» Les difficultés de circulation, causées par les attroupements des manifestants, sont à l'origine de ces légers retards. Il reste aussi qu'une unité des forces du maintien de l'ordre a été surprise par la rapidité du regroupement des manifestants dans la rue Monge et par la violence de l'assaut. »

[Le rapport traite ainsi du ravitaillement en grenades :

« Il a déjà fallu le demander à plusieurs reprises, et quand il est arrivé, c'était des grenades à main au lieu de celles à fusil demandées. Ensuite, quand les grenades à fusil nous ont été apportées, il n'y avait pas de cartouches pour les lancer. Et enfin, à bannir, l'ingénieux système qui ferme les boîtes des bouchons allumeurs des grenades à main, car il nécessite au moins un couteau pour les ouvrir, ce qui fait perdre un temps considérable.

» J'espère qu'à l'avenir les autorités penseront plus à notre sécurité.»]

* * *

« 4) En ce qui concerne les deux cars de police-secours attaqués alors qu'ils transportaient des blessés, il est rappelé que vingt-quatre heures sur vingt-quatre ces cars sont à la disposition de la population parisienne et que jamais — jusqu'à ce jour — ils n'avaient été attaqués aux cocktails Molotov ni les équipages agressés avec des barres de fer.

» Suivant le lieu où le blessé est pris en charge et la nature de la blessure, le chef de car connaît l'hôpital le plus proche.

» Le car du douzième arrondissement devait se rendre à la Pitié. Compte tenu de la présence des manifestants sur l'itinéraire et ne pouvant rentrer en communication radio avec le poste directeur de son district, il décidait de rejoindre l'hôpital Saint-Antoine, géographiquement plus proche.

» C'est en débouchant place de la Bastille qu'il fut sauvagement attaqué. Quant au car du premier arrondissement, il se dirigeait vers la Maison de santé lorsqu'il fut attaqué par des jets de bouteilles incendiaires à l'angle du boulevard de l'Hôpital et du boulevard Saint-Marcel, car des manifestants venaient d'y arriver. Contrairement à certaines informations, les équipages de ces cars n'ont pas été particulièrement choisis en raison de leur calme ou

de leur passivité. Ils n'ont pas davantage été invités à ne pas réagir.

» *Ces informations méconnaissent totalement les conditions de désignation des équipages des cars de police-secours. Ces équipages sont arrivés à tour de rôle.* »

[« Le Monde » a déjà condamné le comportement des contre-manifestants du 21 juin, notamment les agressions de policiers isolés et les attaques de cars de police-secours. Le ressentiment le plus fort ne peut excuser de tels comportements.

En revanche, nous n'avons jamais soutenu que les équipages des cars ont été particulièrement choisis en raison de leur calme ou de leur passivité. Dans « le Monde » du 30 juin, nous écrivions en effet :

« *L'équipage était composé de vétérans aux nerfs solides. A-t-on pensé à la réaction de jeunes policiers, si nombreux de nos jours à Paris, devant une telle situation ? Comment aurait-on fait admettre à la population qu'ils avaient dégainé dans un authentique cas de légitime défense ?* »

Il s'agissait donc d'une interrogation inquiète, non d'un jugement de valeur. D'autre part, on voit mal pourquoi le préfet de police considère comme impossible qu'on ait pu désigner des hommes d'expérience et de sang-froid pour convoyer des malades dans une situation troublée.]

* * *

5) « *La préfecture de police a fait l'étude critique du dispositif général mis en place en vue de la tenue du meeting. Ce dispositif tendait à établir, autour de la Mutualité, de solides moyens d'arrêt et de défense tant pour protéger l'immeuble que pour éviter un affrontement entre extrémistes des deux camps. Ce bloc statique était complété par l'implantation de groupes mobiles en couronne sur un large pourtour.*

» *Le commandant de la police municipale prit le soin d'éviter tout grief de provocation que n'eussent pas manqué de susciter d'autres dispositions, telles, par exemple, le blocage des bases des manifestants dans certains établissements universitaires ou le quadrillage spectaculaire de la voie de la rive gauche.*

» *L'on se souvient des accusations portées contre la police municipale lors de l'opération effectuée autour de Jussieu.*

» *En définitive, rien ne saurait justifier ou excuser les attaques sauvages dont ont été notamment victimes les équipages des véhicules en missions de secours aux blessés.*

» *Les organisateurs et les instigateurs en portent seuls la responsabilité.* »

[Le rapport syndical explique :

« **Pour 17 h. 30, notre formation a été implantée rue Monge, angle rue des Boulangers, tête de formation en direction de la rue des Ecoles.**

» **Je précise que cette formation se composait de quatre sections en tenue (section de dix-huit hommes) plus un groupe de civils et escadron G.M., et 1re compagnie de C.R.S.**

» **Nous avons reçu comme consigne de T1-13 de faire des patrouilles comme suit : un groupe en va-et-vient rue des Boulangers, un groupe en va-et-vient rue du Cardinal-Lemoine en direction de la faculté des sciences (Jussieu), ceci pour la première demi-compagnie, relève par moitié, la deuxième demi-compagnie assurait la garde des véhicules et des ratissages carrefour Monge - Cardinal-Lemoine. Relèves par moitié.**

» **La tenue prescrite était : calot, gomme (petite matraque) accrochée au ceinturon.** »

Le rapport traite alors des heurts de la 51e Cie 1 avec les manifestants : après réception du message de 19 h. 25, la demi-compagnie (51e Cie 1) marche vers les manifestants. La 52e compagnie, venue en renfort, continue les patrouilles et ratissages.

» **Aussitôt, les manifestants ont bombardé la compagnie avec de nombreux cocktails Molotov, et ont chargé, obligeant les collègues trop légers en effectif à reculer.**

» **La chaussée rendue très glissante par l'huile contenue dans les cocktails, de nombreux gardiens sont tombés et ont été rejoints par les manifestants qui se sont acharnés sur eux.**

» **Seule une section de la 52e se trouvait équipée sur l'initiative du chef de section, qui avait suivi attentivement le trafic radio. Elle est intervenue aussitôt.**

» **Les autres sections étant toujours occupées à des patrouilles.**

» **Personnellement, je me trouvais rue des Boulangers avec mon groupe, et c'est un passant qui m'a averti de l'attaque dont nous étions victimes.**

» **Les autres sections alertées de diverses manières ont reflué vers les cars pour s'équiper et prendre le matériel de défense.** »

L'auteur du rapport conclut :

« **La suite des événements est connue. Il est quand même anormal que nous ayons été surpris de la sorte.**

» **D'habitude les autorités n'attendent pas qu'il y ait autant de manifestants pour nous faire équiper et mettre pied à terre.**

» **Ce n'est pas le manque de renseignements que l'état-major pourra invoquer car les civils ont signalé les groupes importants devant Jussieu et dans les alentour.** »]

Pas de réponse...

Un certain nombre de points examinés dans notre article du 30 juin ne trouvent pas de réponse dans le communiqué de la préfecture de police. Ainsi le comportement de la police vis-à-vis d'Ordre nouveau, notamment l'escorte fournie au service d'ordre du mouvement pour regagner son local de la rue des Lombards. Un fonctionnaire du 2e groupe de compagnies relate cet épisode. A la sortie de la Mutualité, les militants d'extrême droite empruntèrent un trottoir et ceux d'extrême gauche l'autre trottoir. « *Les cars se trouvaient sur la chaussée en direction de la rue des Lombards, où nous avons escorté tout le monde dans le calme je précise que personne n'est intervenu. Ceux d'Occident marchaient en carré de section, casqués tous pareils et porteurs de bambous bien pointus. Lorsqu'ils sont arrivés à leur P.C., ils sont rentrés dans leur immeuble, ensuite nous sommes tous descendus casqués, avec notre matériel, pour faire un barrage et empêcher les gauchistes de s'y rendre.* »

D'autres lacunes subsistent à propos des prolongements de cette soirée au sein des unités de police. L'enquête de la préfecture de police n'a vraisemblablement pas encore permis de retrouver trace des policiers qui, le 25 juin, de 9 heures à 13 heures, distribuèrent dans de nombreux postes et commissariats des tracts appelant le personnel à la grève pour le lendemain. De même, on ne semble pas avoir identifié ceux qui, sur les fréquences radio de la police, ont passé de faux messages destinés à semer le désarroi et le désir de représailles chez les gardiens de la paix. Ce n'est pourtant pas la première fois qu'un tel fait se produit. Dans tous les moments de tension, des messages pirates ont envenimé la situation : il en fut ainsi, notamment, le 4 mars 1971, lorsque des policiers parisiens descendirent dans la rue pour engager le dialogue avec la population. — J. Sn.

MARCELLIN : Krivine avait donné l'ordre écrit d'empêcher le meeting d'Ordre nouveau

Voici le texte de l'interview du ministre de l'Intérieur.

La manifestation du 21 juin

QUESTION. — Pourquoi la manifestation du 21 juin dans Paris a-t-elle pris un tour aussi violent ?

REPONSE. — Le tour dramatique pris par cette manifestation ne provient pas principalement de l'affrontement des forces de police et des manifestants aux abords de la Mutualité, mais de l'attaque auprès de la gare d'Austerlitz et sur la place de la Bastille de deux cars isolés de police-secours qui transportaient, l'un un blessé, l'autre un malade.

Les blessés les plus graves appartiennent à l'équipage de ces deux cars. Le commandement de la police parisienne n'a pas prévu l'attaque des cars de police-secours : jamais, jusqu'ici ils n'avaient été attaqués en dehors des lieux mêmes de manifestations, à coups de cocktails molotov et de barres de fer.

Q. — Le dispositif de maintien de l'ordre mis en place était-il suffisant ?

R. — Oui, puisqu'il a empêché l'affrontement entre les militants d'Ordre Nouveau et les gauchistes et que ces derniers ont été dispersés après les affrontements décidés et voulus par eux.

Q. — Qui, selon vous, porte la responsabilité des affrontements du 21 juin ?

R. — Incontestablement les gauchistes armés de barres de fer et de cocktails molotov, car ce sont eux qui ont attaqué la police et rien ne justifie une telle agression ni en droit, ni en fait. En droit puisque toute personne qui attaque la police commet un délit. En fait, puisque la police observait une attitude défensive. Le premier contact entre une quarantaine de policiers et mille manifestants armés et casqués montre à quel point l'agression a été lâche et odieuse.

Ces deux sections qui avançaient en patrouille dans la rue Monge ont d'ailleurs été immédiatement dégagées par une compagnie d'intervention (120 hommes) qui se trouvait en appui. Un escadron de gendarmes mobiles également implanté à cet endroit n'a pas eu à intervenir.

Taxer le commandement parisien d'incompétence parce que quarante policiers se sont trouvés brusquement au contact de mille manifestants est donc injuste, surtout lorsqu'on a présent à l'esprit le nombre de manifestations auxquelles il a été obligé de faire face et qu'il a su maîtriser avec un sang-froid que toutes les polices étrangères et que toutes les opinions publiques des autres pays admirent.

Q. — Ce a parlé de provocations policières ?

R. — La provocation policière préméditée est absurde. D'abord, ce n'est pas la police qui a organisé une manifestation de mille gauchistes armés de barres de fer et de cocktails molotov. Ensuite, on voit mal le directeur général de la police municipal qui assume le commandement à Paris ou les commissaires de police qui dirigent les unités sur le terrain se prêter à cette odieuse manœuvre. Quant à moi, je n'ai donné aucune instruction particulière. Mes instructions générales concernant l'ordre public s'appliquaient à cette manifestation et notamment celles aux termes desquelles tout manifestant quel qu'il soit, casqué et armé, doit être appréhendé et mis à la disposition de la police judiciaire en vue d'être déféré au Parquet.

Le meeting d'Ordre nouveau

Q. — Dans ces conditions, comment se fait-il que des adhérents d'Ordre Nouveau aient été, le 21 juin, protégés par la police à la sortie de la Mutualité et reconduits par elle au siège de leur association alors qu'ils étaient casqués et armés ?

R. — A la fin de la réunion, cent cinquante participants qui voulaient rejoindre le siège de leur association redoutaient d'être attaqués par les gauchistes sur le trajet et ont demandé à la police d'assurer leur protection.

Comme il est de règle à la sortie de la Mutualité et quelle que soit l'orientation politique de la réunion, cette protection a été accordée sous réserve que les intéressés ne soient pas porteurs d'arme. La sortie s'est effectuée sans difficultés. Aucun membre d'Ordre Nouveau n'était apparemment armé. Place Maubert, le groupe a été pris à partie par des éléments gauchistes se tenant sur les trottoirs du boulevard Saint-Germain et qui lancèrent plusieurs engins incendiaires dans sa direction. Les forces de police qui suivaient à distance intervinrent immédiatement.

Durant ce bref incident, quelques militants d'Ordre Nouveau mirent leur casque et sortirent des matraques cachées sous leurs vêtements. La progression reprit ensuite normalement jusqu'à la rue des Lombards sous la surveillance d'éléments de police motorisés. La police n'a jamais toléré le port d'arme. Sur ce trajet, quatre militants d'Ordre Nouveau porteurs de barres de fer ont été appréhendés et déférés en justice.

Il convient également de rappeler que dans la soirée du 21 juin et avant l'ouverture de la réunion, une camionnette a été interceptée place Maubert. Ce véhicule conduit par un militant d'Ordre Nouveau transportait 79 barres de fer, une quinzaine de matraques et 156 cocktails molotov. C'est notamment sur la base de ces interpellations d'individus armés et de la découverte de cette camionnette qu'a été prise la décision de dissoudre Ordre Nouveau.

Q. — La réunion d'Ordre Nouveau devait-elle ou non être autorisée ?

R. — La Mutualité est le lieu traditionnel de réunions et meetings organisés par de nombreux partis politiques et mouvements de toutes tendances, surtout de la gauche et de l'extrême-gauche. S'agissant de réunions en salle, elles sont libres conformément à la Loi du 30 juin 1881.

L'interdiction d'une réunion en salle constitue une grave entrave à cette liberté et ne peut, selon la jurisprudence en la matière, être décidée que pour des motifs exceptionnels touchant à l'ordre public. Des réunions d'« Ordre Nouveau » à la Mutualité ont déjà été interdites et notamment celle du 26 février 1970 parce qu'en raison de son caractère néo-fasciste et néo-nazi, elle pouvait entraîner des troubles graves. Tel n'était pas le caractère de la réunion du 21 juin 1973 qui traitait de l'immigration.

Le Droit français ne permet pas de préjuger les déclarations qui peuvent tomber sous le coup de la loi. Si des délits sont commis par des orateurs au cours d'une réunion, leurs auteurs sont déférés devant les tribunaux judiciaires qui appliquent les sanctions prévues par la loi. Dans le cas d'espèce, si des propos racistes avaient été prononcés, ils auraient fait l'objet d'un procès-verbal par l'officier de police judiciaire présent dans la

salle et auraient entraîné des poursuites judiciaires. Mais le thème d'une réunion n'est pas à lui seul de nature à justifier son interdiction.

Le préfet de police a donc estimé que malgré les protestations des partis et groupements adverses, il ne pouvait interdire la réunion d'Ordre Nouveau du 21 juin sans s'exposer à la sanction des juridictions administratives. D'ailleurs, la veille, les partis de gauche avaient manifesté librement sur la voie publique pour l'élargissement des libertés publiques. Ce qui est vrai pour les uns doit l'être pour les autres.

Il restait donc à éviter les affrontements entre gauchistes et militants d'extrême-droite. C'est ce qui a été fait.

Le préfet de police, qui ne pouvait céder au chantage des gauchistes pour obtenir l'interdiction de la réunion, savait que leur manifestation illégale sur la voie publique risquait d'être très violente. Mais il est exact qu'il ne pensait pas, lors de son appréciation de la situation, que les manifestants attaqueraient avec autant d'agressivité les membres du service d'ordre et qu'ils s'en prendraient à des cars de police secours isolés.

Ce dernier fait constitue un élément nouveau dans l'escalade de la violence.

Les consignes de la Ligue communiste

Q. — M. Krivine affirme avoir voulu organiser, le 21 juin, une manifestation pacifique. Quelle est votre opinion ?

R. — C'est faux. **Dans l'ordre écrit qu'il a donné** — et qui a été connu après la manifestation — il a précisé qu'il fallait **empêcher** le meeting d'Ordre Nouveau à la Mutualité. On ne voit pas comment on peut empêcher la tenue d'un meeting sans utiliser la violence.

D'ailleurs la violence constitue pour Krivine une ligne de conduite constante. Le 27 mai 1969 il déclarait dans un meeting à Toulouse : « Nous œuvrons pour qu'un nouveau mois de mai se termine cette fois dans le triomphe de la révolution. »

Et le 13 février 1973 à Orléans : « Le problème consiste à organiser le défaitisme dans l'armée, donc en premier lieu à noyauter celle-ci. Ensuite, le service national obligatoire a le mérite de préparer les révolutionnaires à la guérilla en leur permettant d'apprendre à se servir d'une arme ou à faire des cocktails Molotov. »

Q. — Comment peut-on mettre fin à ces violences ?

R. — En interdisant tous les groupes violents et en emprisonnant leurs chefs par application des textes du Code pénal concernant la sûreté intérieure de l'Etat. Plus on recule devant les mesures légales à prendre, plus le désordre risque de grandir car les meneurs s'enhardissent. La paix publique exige donc que la loi soit appliquée avec fermeté et au moment où il le faut.

Q. — Ne risque-t-on pas d'en déduire que n'importe quelle organisation démocratique risque la dissolution ?

R. — Cette idée est fausse à tous les points de vue. L'organisation de Krivine n'est pas démocratique et ne perd pas une occasion de proclamer que le pouvoir ne procède pas des élections mais de la rue.

Q. — On vous accuse de voir des complots partout ?

R. — Pure invention. Quel simple commencement de preuve apporte-t-on ? Aucun. Cette légende est née, il y a cinq ans, lorsque j'ai expliqué les relations internationales des gauchistes devant le parlement et dans un ouvrage qui a reproduit mon discours.

Le malaise de la police

Q. — Des déclarations de différents syndicats de police ne peuvent-elles pas laisser croire à un malaise dans la police ?

R. — A la différence de la gendarmerie nationale qui est également une formation d'élite et qui est administrée par le ministère des Armées, la police nationale a le droit syndical depuis 1948.

» Conformément à la jurisprudence du Conseil d'Etat, les syndicats peuvent discuter sans pour autant s'immiscer dans le commandement, non seulement de leurs intérêts matériels mais aussi des conditions d'emploi, des effectifs et des différentes missions de police y compris celles de l'ordre public. Leur point de vue, diffusé par la presse, laisse parfois supposer, à tort, que la police nationale n'est pas aussi sûre que la gendarmerie.

» Il est même arrivé le 12 mai 1968, en pleine crise, qu'un syndicat de police se déclare solidaire de la position prise par la C.G.T., la C.F.D.T., l'Union nationale des étudiants de France, la F.E.N., pour la grève générale du 13 mai 1968 (1).

» Cela n'a pas empêché les forces de police d'accomplir leur mission.

» Le rôle essentiel des syndicats de police réside dans la défense professionnelle : traitements, effectifs, investissements, défense morale, mutualité, commissions paritaires, etc. Mais chaque policier en France a son libre jugement, connaît ses droits et ses devoirs, n'obéit à aucun mot d'ordre politique et la présence dans tel ou tel syndicat de personnalités engagées dans des formations politiques ne modifiera en rien le comportement loyal, raisonnable et ferme des membres de la police nationale au service de l'Etat. »

Q. — Que pensez-vous du rapport du Syndicat des commissaires de police sur la situation « difficile » des policiers parisiens ?

R. — Il est de fait que la fusion dans les mêmes corps de la police parisienne et de la police de province intervenue à partir du 1er janvier 1968, a posé des problèmes qui ne sont pas résolus.

» Nombre de policiers préfèrent servir en province à cause des difficultés de logements à Paris et de certaines servitudes de la police parisienne. Il convient donc de trouver des solutions qui, dans le cadre de la police nationale, permettraient de faire disparaître ces difficultés sans porter atteinte aux parités auxquelles l'ensemble des policiers français est attaché.

Une concertation entre le nouveau directeur général de la police nationale et tous les intéressés est organisée pour faire progresser les études complexes qui avaient été déjà entreprises.

» Un premier résultat pour le logement a pu déjà être obtenu, dans le cadre du budget de 1974, grâce à un arbitrage favorable de M. le Premier ministre.

Libres opinions

Défense de la Ligue

Par
FRANÇOIS CHATELET et JEAN-MARIE VINCENT (*)

LE MONDE 12 - 7 - 73

QUE les bonnes âmes libérales ne se rassurent pas trop vite ! Qu'elles ne se laissent pas bercer par des refrains éculés sur la violence des extrêmes ! La dissolution de la Ligue communiste sous l'égide de Pompidou-Marcellin est une affaire très grave par tout ce qu'elle dévoile et tout ce qu'elle laisse deviner. Les révélations de la presse sont maintenant convergentes malgré les démentis de la préfecture de police. Il y a eu provocation policière à un très haut niveau. Depuis plusieurs semaines, le ministère de l'intérieur a laissé se développer une campagne raciste, illégale depuis la loi de juillet 1972. Depuis plusieurs années, il a toléré des contacts permanents, à peine occultes entre une partie de la police et des groupes de combat fascistes qui font la chasse aux syndicalistes, aux militants politiques de gauche et d'extrême gauche, et bien sûr aux travailleurs immigrés. Depuis des années il construit un appareil d'espionnage intérieur qui n'a rien à envier à celui de Nixon (écoutes téléphoniques, viol de correspondance, mises sur fiches, multiplication des mouchards). Et fait tout se passe comme si aux yeux de M. Marcellin la majorité des Français était à classer dans la catégorie des suspects.

La gauche traditionnelle s'est émue. Le P.C.F. et le P.S. eux-mêmes ont déclaré que l'autorisation du meeting raciste d'Ordre nouveau le 21 juin était intolérable, que, venant après l'utilisation répétée des unités de police contre les travailleurs en grève et après les attentats contre des cafés nord-africains, elle était la manifestation d'une politique ultra-réactionnaire visant à brider les masses populaires. Pourtant, s'il n'y avait eu la réaction de neuf organisations révolutionnaires, dont la Ligue communiste, l'intolérable aurait été toléré et dans l'indifférence ou l'ignorance la machine policière et les groupements fascistes auraient pu continuer leur travail de quadrillage et d'intimidation — au besoin en broyant les parties réticentes de la police. Au bout du compte, notre pays risquait beaucoup de connaître un développement spectaculaire des attentats à l'italienne (assassinats, bombes comme à Milan). C'est pourquoi nous ne pouvons pas être d'accord avec tous ceux qui, à gauche, sont si tièdes dans la défense de la Ligue communiste, d'Alain Krivine et de Pierre Rousset. Non, la Ligue communiste et les autres organisations révolutionnaires n'ont pas manifesté par amour de la violence ou pour « casser du flic », mais bien pour nous avertir des dangers qui nous menacent. C'est bien pourquoi, la lutte contre la politique de Marcellin est la tâche la plus urgente de l'heure. Il ne s'agit pas seulement de se solidariser avec une organisation interdite et pourchassée, il s'agit de s'attaquer à un tout, un système d'intervention dont la caractéristique est de faire passer l'opportunité répressive avant le respect formel de la légalité. Marcellin a déjà obtenu l'extension des délais de garde à vue (bien qu'il ne s'estime pas satisfait), il cherche maintenant ouvertement à dicter leurs décisions aux juges ; demain, si l'on n'y prend garde, on en sera revenu à la méthode des lettres de cachet.

Le fait que la base sociale du régime s'effrite, que sa popularité est en recul ne doit pas conduire à entretenir des illusions. C'est précisément parce que le consentement populaire est de plus en plus difficile à obtenir que le régime pompidolien se raidit. C'est parce que les nuages s'accumulent à l'horizon national et international qu'il est tenté de frapper de plus en plus durement. Le dernier remaniement ministériel nous avait doté d'un gouvernement de la contre-révolution préventive. Si nous nous laissons faire, c'est la voie de l'aventure autoritaire qu'il voudra nous faire emprunter. Pour s'en convaincre, il suffit de se reporter aux dernières déclarations de M. Galley, ministre de la défense, devant les représentants de la gendarmerie. La liberté pour lui n'est plus qu'une valeur répressive, c'est-à-dire la défense d'une minorité privilégiée, de cette fameuse société libérale dont les plus beaux fleurons sont aujourd'hui MM. Druon, Royer, Mazeaud et bien sûr Marcellin. Il est temps de marquer un coup d'arrêt.

Bien sûr, la période des vacances n'est guère propice aux actions de protestation. M. Marcellin ne l'ignore pas et il compte certainement qu'on le laissera vaquer en paix à sa triste besogne. Verra-t-on après la première vague d'arrestations et de perquisitions suivre d'ici peu une deuxième ? Verra-t-on s'accentuer la chasse aux militants de l'ex-Ligue communiste ? Les protestations doivent continuer et s'amplifier.

(*) Respectivement directeurs des départements de philosophie et de sciences politiques de l'université de Paris-VIII.

Libres opinions

— LE MONDE — 1er août 1973

Casser la loi « anti-casseurs »

Par HENRI WEBER (*)

LA dissolution de la Ligue communiste a été accueillie sans excès d'enthousiasme par la droite française. Etait-ce bien opportun ? Sera-ce bien efficace ? Au sein de la majorité, beaucoup pensent — certains disent — que le ministre de l'intérieur a commis une nouvelle bourde politique.

L'affaire semble, en effet, assez mal engagée pour M. Marcellin :

— D'abord, le prétexte de l'interdiction n'est pas fameux : de l'aveu même du premier ministre, le meeting d'Ordre nouveau, le 21 juin, était bel et bien une manifestation raciste et antisémite. Il a été autorisé au mépris de toutes les lois françaises réprimant l'incitation à la haine raciale. Dans cette affaire, c'est M. Marcellin qui se trouve dans l'illégalité. Et lorsqu'un ministre de l'intérieur viole ses propres lois, on le sait depuis 1793, les citoyens ont non seulement le droit, mais encore le devoir de pallier ses carences. Les événements du 21 juin mettent en relief la complaisance du gouvernement à l'égard des instigateurs de la campagne raciste. Tout se passe comme si, pour briser la combativité nouvelle des travailleurs immigrés et détourner contre eux le mécontentement populaire, le pouvoir laissait sciemment se développer un climat d'hostilité et de violence. La polémique autour du 21 juin jette une lumière crue sur cette peu reluisante opération.

— Ensuite, il y a le mystère qui entoure le comportement du commandement central des forces de police. M. Marcellin aurait voulu, ce soir-là, multiplier les victimes dans ses troupes pour raffermir leur cohésion et balayer les objections que certains syndicats de police opposent à sa conception du maintien de l'ordre, qu'il n'aurait pas agi autrement. Incompétence ou machination ? Dans l'un ou l'autre cas, le passif est lourd. L'effet obtenu est le contraire de l'effet recherché : les dissensions n'ont jamais été aussi vives dans la police. Jamais la politique de M. Marcellin n'a été aussi contestée.

— Enfin toute cette affaire met en évidence le durcissement politique du régime : la fable de la Ligue-communiste-organisation-armée-préparant-la-guérilla-urbaine ne tient pas debout. La section française de la IVe Internationale doit son essor, non aux prouesses de son service d'ordre, mais à ses capacités à se lier aux masses, à s'insérer dans leurs mouvements, à mettre en avant les objectifs et les formes de lutte correspondant à leurs aspirations. C'est à cela qu'elle doit aussi la vindicte de M. Marcellin. Le ministre de l'intérieur veut empêcher que se constitue en France un parti révolutionnaire implanté, capable de promouvoir l'unité d'action de l'extrême gauche ; de fournir une direction politique et une armature organisationnelle aux mouvements sociaux ; de tirer hors des ornières du réformisme la jeune avant-garde ouvrière. Il a dissous la Ligue parce que son rôle dans les mobilisations de la jeunesse, son influence grandissante parmi les jeunes travailleurs, son aide à la reconstruction d'une Internationale révolutionnaire en avait fait une organisation politiquement — et non militairement — dangereuse. Dès lors, cette répression ne peut qu'inquiéter tout le mouvement ouvrier : elle manifeste la volonté de réprimer toute opposition qui déborderait les cadres institutionnels fixés par le régime. Elle anticipe la répression des sections syndicales engagées dans des luttes dures comme à Fos, à Noguères ou chez Lip.

⁂

Plus précisément l'incarcération de Pierre Rousset et d'Alain Krivine confirme et illustre la logique totalitaire de la loi « anti-casseurs ».

Ce n'est pas l'aspect le moins symbolique de toute cette affaire que les protecteurs des nazillons d'Ordre nouveau frappent aujourd'hui les antifascistes au moyen d'une loi instituant pour la première fois dans le droit français la responsabilité collective.

Pierre Rousset n'a pas participé à la contre-manifestation du 21 juin. Il assurait cette nuit-là la permanence au local de la Ligue. Il a été arrêté dans ce local avec vingt-cinq autres militants. Il n'est pas plus responsable que n'importe lequel d'entre ceux qui s'y trouvaient. Il est pourtant depuis un mois en détention préventive, inculpé de détention d'armes.

Le 21 juin au soir, Alain Krivine participait à un meeting de protestation contre le pogrom anti-arabe de Grasse à 1 000 kilomètres de la Mutualité. Il est aujourd'hui en prison parce que M. Marcellin le rend moralement responsable des affrontements. Si l'on n'y met rapidement un terme, cette logique infernale peut mener loin. Car qui est moralement responsable des agissements de Krivine sinon les auteurs subversifs — passés ou présents — qui enseignent que la peste brune s'écrase dans l'œuf ? De responsable moral en responsable moral, on finira par expurger les bibliothèques. Les policiers qui ont mis à sac la librairie de *Rouge* le 22 juin expriment la vérité profonde de la loi « anti-casseurs ».

De tout cela, les militants ouvriers sont d'autant plus conscients, qu'ils sentent dans les entreprises le durcissement de la répression patronale. C'est pourquoi tout le mouvement ouvrier se mobilise aujourd'hui pour la défense des libertés, dans un front uni sans précédent.

⁂

L'initiative de M. Marcellin ne comporte pas seulement des désagréments pour l'équipe au pouvoir : elle est aussi dénuée de toute efficacité réelle. Certes, la Ligue communiste est dissoute. Elle n'a plus pignon sur rue ni papier à en-tête. Cela n'empêche pas ses ex-militants de tenir leur place à la pointe des luttes, au sein des organisations de masse. Cela ne les empêche pas de propager leurs idées, d'avancer leurs solutions, de s'acquitter quotidiennement de leurs tâches de militants révolutionnaires. Paradoxalement, leur audience semble s'être démultipliée depuis la dissolution...

En réalité M. Marcellin n'a pas les moyens politiques de son ambition. Pour venir à bout de plusieurs milliers de révolutionnaires résolus, il lui faut d'abord en finir avec ce qui reste de démocratie : le pouvoir sait bien que s'il s'engage trop avant dans cette voie, il déchaînera une contre-offensive formidable de la classe ouvrière et de la jeunesse. Dans l'état actuel du rapport des forces, l'issue d'un tel affrontement est on ne peut plus incertaine. La bourgeoisie a tout intérêt à en faire l'économie.

A la barre des accusés cette automne, Alain Krivine et Pierre Rousset feront le procès de la politique répressive du pouvoir. De nombreux militants et intellectuels progressistes travaillent d'ores et déjà à la préparation des dossiers. Des dizaines de témoins montreront comment et pourquoi dans tous les domaines, le pouvoir procède au lent grignotage des libertés.

A l'occasion de ces procès, le front uni contre la répression doit passer à l'offensive. Par-delà l'annulation du décret de dissolution de la Ligue, c'est la loi « anti-casseurs » qu'il faut casser. Par-delà l'éviction de M. Marcellin, c'est toute une politique du maintien de l'ordre qu'il faut battre en brèche. Ce n'est pas la première fois, depuis mai 1968, que des fractions de la bourgeoisie, optent pour la manière forte. Chaque fois la riposte des travailleurs les a contraints à reculer.

Il en sera de même cette fois-ci.

(*) Membre du bureau politique de l'ex-Ligue communiste, directeur de « Rouge ».

LE MONDE

5/6 - 8 - 73

M. Marcellin : le gouvernement mène le combat pour la défense de la République

EN RÉPONSE A L'ANCIEN DIRIGEANT DE LA LIGUE COMMUNISTE

M. Marcellin : mettre hors d'état de nuire quelques centaines de petits Krivine

M. Raymond Marcellin, ministre de l'intérieur, a répondu vendredi soir 3 août, au micro de R.T.L., aux propos tenus le matin par M. Alain Krivine après sa libération de la prison de la Santé *(le Monde* du 4 août). L'ancien dirigeant de la Ligue communiste lui ayant proposé un « face-à-face » télévisé sur « les libertés, la répression et la police », M. Marcellin a déclaré : « *Je vois mal le ministre de l'intérieur dialoguer avec un inculpé en liberté provisoire sous caution et sous contrôle judiciaire et, de toute façon, cette plate-forme, il n'est pas près de l'avoir de ma part. Remarquez que je veux bien lui répondre. Il prétend que le gouvernement a commis une faute politique en dissolvant la Ligue communiste. D'abord, je voudrais affirmer, et ceci d'une façon bien nette, qu'il n'est pas possible de laisser se développer des groupes violents et des groupes qui s'organisent en vue d'agir dans la rue, dans la violence, comme cela fut le 21 juin.*

M. Krivine a déclaré également que « mon but est d'isoler les trotskistes de la population, d'homogénéiser la police dans un sens fascisant et de mettre au pas la magistrature ». *Rien que ça. Quant à isoler les trotskistes de la population, croyez-moi, c'est déjà fait. A l'élection présidentielle de 1969, M. Krivine a recueilli 1,1 % des voix, aux élection législatives 1,9 % des voix. L'isolement des trotskistes ? C'est acquis... Quant à homogénéiser la police dans un sens fascisant, il s'agit tout simplement d'une billevesée que vous pourrez lire aussi dans le journal communiste « l'Humanité » et que vous pourrez entendre dans la bouche de certains syndicalistes. D'ailleurs le parallélisme est intéressant ».*

« *Il parait aussi,* a poursuivi le ministre de l'intérieur, *que je cherche à mettre au pas la magistrature. A cela, une seule réponse, et très nette — les magistrats sont là pour témoigner — : y a-t-il eu une seule intervention du ministère de l'intérieur qui ait été faite auprès d'eux ? Pas une.* »

Enfi, comme M. Krivine soutenait que la dissolution de la Ligue favorisait l'Union de la gauche et de l'extrême gauche, M. Marcellin a affirmé : « *Si c'était vrai — et c'est là ma réponse, — l'opposition dite de gauche en sortirait sérieusement amoindrie (...). Dans toutes les villes de province où des meetings d'union ont eu lieu, cela a été un échec total... Donc, échec total de cette fausse union de la gauche et de l'extrême gauche.* »

M. Marcellin a conclu : « *Je réprimerai toute violence, même si, en cas de nécessité, il fallait mettre hors d'état de nuire quelques centaines de petits Krivine.* »

M. Gérard Monate : le meeting de la Mutualité n'était pas légal

Dans *l'Unité syndicale police,* organe de la Fédération autonome des syndicats de police, M. Gérard Monate, secrétaire général de cette fédération, écrit à propos du meeting organisé le 21 juin à Paris par le mouvement d'extrême droite Ordre nouveau :

« *En démocratie, le meeting de la Mutualité était-il légal ? Sûrement pas ! Le mot d'ordre de ce rassemblement était ouvertement raciste, donc contraire à la loi, et nous sommes en droit de nous demander pourquoi il a été autorisé.*

« *L'organisation qui a appelé à ce rassemblement est connue. Ses services d'ordre casqués et armés sont réputés ; cela aussi est contraire à la loi et là encore on peut s'étonner que rien ne soit fait pour mettre un terme à des principes contraires à la légalité.*

« *En face, il y a ceux qui contre-manifestent ou ceux qui profitent de ces contre-manifestations en usant des mêmes moyens, c'est-à-dire des services d'ordre casqués et armés, et dont, une fois de plus, nos collègues ont supporté la violence, et, même si leurs idées diffèrent, nous estimons que les uns ou les autres sont de la même trempe.*

« *Cela, le gouvernement le sait sans doute mieux que nous. Alors quel intérêt le pousse à mettre sa police dans des positions aussi inconfortables ? Ce n'est pourtant pas la première fois que nous assistons à ce genre de manifestation et contre-manifestation ! La surprise ne peut donc être invoquée !* »

M. MARCELLIN : les réunions en salle sont libres.

De son côté, M. Raymond Marcellin, ministre de l'intérieur, déclare dans une interview publiée par *France-Soir* ce 11 juillet :

« *La Mutualité est le lieu traditionnel de réunions et meetings organisés par de nombreux partis politiques et mouvements de toutes tendances, surtout de la gauche et de l'extrême gauche. S'agissant de réunions en salle, elles sont libres conformément à la loi du 30 juin 1881.*

« *L'interdiction d'une réunion en salle constitue une grave entrave à cette liberté et ne peut, selon la jurisprudence en la matière, être décidée que pour des motifs exceptionnels touchant à l'ordre public. Des réunions d'Ordre nouveau à la Mutualité ont déjà été interdites et notamment celle du 26 février 1970, parce qu'en raison de son caractère néo-fasciste et néo-nazi elle pouvait entraîner des troubles graves. Tel n'était pas le caractère de la réunion du 21 juin 1973, qui traitait de l'immigration.* »

LE MONDE 12-7-73

LE MONDE 13 AOUT 1973

Le gros bâton

Par PIERRE VIANSSON-PONTÉ

CE n'est certainement pas facile, dans ce régime, d'être ministre de l'intérieur. Peut-être n'est-ce jamais facile, d'ailleurs, quel que soit le régime. Mais enfin, il y en a qui aiment cela : M. Marcellin par exemple. Il est entré place Beauvau le dernier jour du joli mois de mai 1968, sur les épaules des manifestants gaullistes des Champs-Elysées en quelque sorte. Cinq ans ont passé, quatre premiers ministres ont défilé, les Français ont voté à six reprises, le général de Gaulle est parti et M. Pompidou est revenu. M. Marcellin, lui, n'a pas bougé, il est toujours là. S'il ne s'y trouvait pas bien, ce ne sont pas les occasions de se retirer qui lui ont manqué. Puisqu'il est resté, c'est donc qu'il apprécie la fonction, avec ses inconvénients certes — quel poste n'en comporte pas ? — mais aussi ses avantages et, qui sait ? les perspectives de carrière qu'elle peut offrir.

Après tout, il n'a que cinquante-neuf ans, M. Marcellin. Il y a vingt-sept ans qu'il a été élu député pour la première fois et vingt-cinq ans qu'on l'appelle « Monsieur le ministre ». Il a reconquis sept fois son mandat parlementaire, appartenu à cinq ministères de la IV^e^ République, et il siège depuis onze ans sans interruption dans les gouvernements de la V^e^ République. Il est maire de sa ville, président de son conseil général et, dans le « Who's who », la liste de ses décorations n'occupe pas moins de dix lignes : ainsi apprend-on qu'il est commandeur de la Santé publique — c'est bien le moins, après en avoir été quatre ans le ministre, — commandeur du Mérite commercial et commandeur du Mérite artisanal — ne fut-il pas secrétaire d'Etat à l'industrie et au commerce ? — et qu'il n'a pas reçu, si l'on compte bien, moins de quatre cravates de commandeur, autant de plaques de grand officier, trois grands-croix, un grand cordon. N'ayons garde d'oublier une petite médaille qui pourrait faire rêver bon nombre de ses ressortissants : la médaille des évadés. Bref, un personnage hautement respectable et bien impressionnant, surtout s'il s'avisait d'arborer autour du cou, au revers du veston et en travers de la poitrine, toute sa ferblanterie à la fois. Mais il est bien trop modeste pour cela et il n'est pas mondain : il a trop à faire.

On aurait bien envie de lui demander pourquoi un homme politique choisit délibérément d'être ministre de l'intérieur et apprécie tant de le demeurer, un peu comme on s'étonne de voir des camarades de faculté, qui avaient l'air d'étudiants comme les autres, opter soudain pour le guet, la gabelle ou la pénitentiaire. Car enfin, d'autres postes gouvernementaux, par exemple les affaires étrangères, la défense nationale, la justice, brillent de tout l'éclat un peu mystérieux de la diplomatie de la stratégie, du droit ; sur l'éducation nationale rejaillit le prestige du savoir, ou ce qu'il en reste ; les finances pèsent tout le poids de l'argent public, qu'elles le prélèvent ou le distribuent ; et même pour des départements moins en vue tels que les transports, les postes, les anciens combattants — ingénieuse invention française qui, avec la guillotine, n'a pratiquement pas d'équivalent à l'étranger, — voire l'information, chacun comprend aisément, sinon leur utilité, du moins leurs attributions.

Pour l'intérieur, au contraire, peu de mystère, pas de prestige et un seul outil de travail : le gros bâton, et c'est tout. Chef de la police, c'est ainsi que le public voit M. Marcellin. Peut-être l'image est-elle un peu simpliste et à tout le moins fort incomplète ; mais peut-être est-elle finalement assez exacte, peut-être est-ce parce qu'il aime à jouer avec le gros bâton que M. Marcellin se plaît tant place Beauvau.

***

Pourtant, dans la physionomie publique du ministre de l'intérieur, quelque chose vient de changer. Cinq années durant, il s'était montré aussi discret qu'actif, aussi effacé qu'efficace. C'est à peine si, au lendemain des consultations électorales ou référendaires, il accommodait ingénieusement les résultats à sa manière, de telle façon que tout recul de la majorité devenait une victoire, tout progrès de l'opposition une nouvelle défaite. En dehors de ces occasions-là, de quelques interventions rituelles — discussion budgétaire au Parlement, congrès d'élus municipaux, etc. — ou d'allocutions de circonstance, on n'entendait guère sa voix, on ne voyait guère son visage : il y veillait d'ailleurs avec soin, soucieux de passer inaperçu, et pouvait ainsi circuler à sa guise dans Paris au milieu de la foule sans être remarqué ni reconnu, d'autant que ce petit homme rond, souriant, sans signes particuliers, ressemble étonnamment à tout le monde, c'est-à-dire à personne.

Ce temps paraît révolu. Voici qu'en cinq semaines à peine M. Marcellin s'est davantage exprimé sur les ondes et dans la presse qu'au cours des cinq années précédentes. A la télévision le 30 juin, puis à France-Inter, à Europe 1, à R.T.L., dans « France-Soir », dans « le Monde », on ne voit, on n'entend, on ne lit plus que ses déclarations, ses répliques, ses propos. Tout y passe, tout est

sujet à mises au point, démentis, exposés : le nouveau découpage des cantons, la réforme des impôts locaux, les clochards d'Annecy, les effectifs et l'augmentation de la redevance de police, la « fronde des villes » qu'elle provoque, la circulation routière, les accidents et la vitesse, Eldridge Cleaver qui n'est pas admis en France et le pasteur suisse Perregaux qui en fut expulsé, les travailleurs immigrés, les gauchistes, et, bien sûr, au refrain, Krivine, Krivine, Krivine. Prolixe, disert, assuré, M. Marcellin sort de la pénombre où il se tenait modestement et se plante crânement sur le devant de la scène.

***

A vrai dire, la réserve volontaire du ministre était depuis longtemps très largement compensée par l'indiscrète, bruyante, obsédante présence de ses subordonnés.

Aux yeux de l'étranger qui y débarque, Paris apparaît, même en ce mois d'août, comme un camp retranché, comme une forteresse encerclée, une ville en état de siège où le pouvoir est à la merci d'une émeute, d'un soulèvement, d'une révolution peut-être. De Londres à Rome, de Hambourg à Dublin, et même à Madrid, et même à Athènes, on ne voit pas, ou alors très exceptionnellement, ces longues files de cars de police qui stationnent interminablement comme c'est le cas chaque soir au quartier Latin, dans d'autres arrondissements de la capitale et des grandes cités. Ailleurs on ignore ces concentrations d'uniformes, ces volées de képis soudain jetées au carrefour, ces rondes d'agents qui dispersent le moindre attroupement, pourchassent le chanteur des rues, exigent — et sur quel ton ! — les papiers des moins de vingt ans. Hors de France on ne croise pas sans cesse comme chez nous ces lourds convois transportant des forces de l'ordre qui encombrent les routes. Nulle part on ne peut admirer d'aussi près autant de mitraillettes, de revolvers, de pistolets, que ceux qu'arborent et manipulent parfois distraitement les gardiens qui veillent au seuil de tant de nos bâtiments publics, de nos banques, des ambassades, voire d'immeubles privés.

C'est le spectacle d'un pays profondément troublé, sujet à de violentes secousses, constamment menacé d'effroyables tempêtes, qui est ainsi offert stupidement au visiteur, au touriste stupéfait et bientôt choqué. C'est l'image d'une nation chauvine, méfiante, rogue, où l'étranger qui-ne-parle-pas-français, le garçon à cheveux longs, la fille d'allure libre, le basané, le Noir, le provincial à Paris, le Parisien en province, les gens gais et les gens tristes, ceux qui font du bruit et ceux qui n'en font pas, sont autant de suspects ou trop souvent traités comme tels.

Il restait les murs. Les voici, du Nord au Midi et de l'Est à l'Ouest, qui remercient en notre nom les gardiens de la paix de faire le métier qu'ils ont choisi, pour lequel ils sont payés, assurés et considérés. A quand la campagne des « grandes causes nationales » remerciant les travailleurs immigrés qui, pour de maigres salaires, logés dans des bidonvilles, tenus à l'écart, parfois exploités, toujours en situation précaire, viennent remplir les tâches dangereuses, rebutantes ou sales que les Français ne veulent plus assumer ?

Le pouvoir, aime à dire M. Marcellin, est dans les urnes et non pas dans la rue — sauf s'il s'agit, bien sûr, du pouvoir et des affiches de la police. Aussi les reproches, les critiques qui le visent, le laissent-ils tout à fait froid. Il a choisi le gros bâton, il s'y tient, il s'y cramponne même. En termes politiques, convaincu de faire face à un complot international, il entend réprimer la violence par la force. Certes, il varie facilement dans ses propos ; ainsi déclare-t-il un jour que « le problème fondamental c'est la criminalité », accusant « de manœuvres de mauvaise foi ceux qui prétendent que nous ne pensons qu'à l'ordre public, qu'à la subversion » (Europe 1, 28 juillet). Quelques jours plus tard, il n'en promet pas moins de « mettre hors d'état de nuire des centaines de petits Krivine » (R.T.L., 3 août). Tantôt il fait valoir que sous son administration éclairée les effectifs de police ont augmenté de 16 % (« le Monde » du 27 juillet), tantôt il oublie à la fois la criminalité et cette belle progression pour réclamer le doublement et même le triplement des effectifs de forces de l'ordre « pour surveiller les manifestations ». (Déclaration au « Monde » du 25 juillet.) Et quand il se lance dans des comparaisons chiffrées sur les expulsions de travailleurs immigrés, il met en parallèle avec 1972, année calme et sans drames, 1954, qui vit débuter la guerre d'Algérie, et 1958, marquée par la chute de la IVe République et la prise du pouvoir par de Gaulle.

***

Mais ne chicanons pas. Ce n'est pas facile, ce n'est jamais facile d'être ministre de l'intérieur. Au fond, M. Marcellin n'est pas en cause : il fait son dur métier avec ardeur, et la preuve qu'il y réussit, c'est qu'il est toujours en place et même abondamment décoré. Il convient au régime, c'est certain, et le régime lui convient. Alors, et si c'était le régime qui était en cause ?

Cet appel a été signé par plus de 2 000 personnes, militants, personnalités politiques, artistes, enseignants, etc... De très nombreuses sections syndicales CGT, CFDT, FEN ont également joint leur signature. Le défaut de place nous empêche de reproduire la liste de ces signatures.

appel

En dissolvant conjointement Ordre Nouveau et la Ligue Communiste, en les mettant ainsi sur le même plan, le gouvernement veut faire croire qu'il répond aux aspirations d'une grande partie de l'opinion publique.

Il entend traduire des militants politiques, dirigeants de la Ligue Communiste devant la Cour de Sûreté de l'Etat ou les poursuivre selon la loi « anti-casseurs » et pour « tentative de meurtre ».

Nous considérons qu'il est de notre devoir de dénoncer cette opération. Si le gouvernement avait voulu réellement atteindre Ordre Nouveau, organisation raciste et néo-nazie, il lui suffisait d'appliquer la loi de juillet 1972 qui réprime les activités racistes et l'incitation à la haine raciale. Loin de le faire, il n'invoque et n'utilise la loi de 1936 que pour procéder à un amalgame scandaleux destiné à mettre hors-la-loi une organisation d'opposition à cause de ses dernières campagnes politiques.

Comble d'hypocrisie, le décret dissolvant la Ligue Communiste se garde bien et pour cause, de mentionner l'objet de la contre-manifestation du 21 juin : empêcher Ordre Nouveau de tenir en plein Paris une manifestation visant à susciter la haine et le mépris à l'égard des travailleurs étrangers et à développer une campagne raciste dont les événements de Grasse sont un exemple.

Nous ne sommes pas dupes : la dissolution de la Ligue Communiste témoigne un tournant redoutable qui signifie une provocation vis-à-vis de l'opinion publique et une menace pour l'ensemble des libertés.

Nous exigeons :

1. L'abrogation du décret de dissolution de la Ligue Communiste.
2. La levée de toutes inculpations des dirigeants ou militants de la Ligue Communiste et de ceux qui seraient poursuivis à la suite du 21 juin.
3. La libération immédiate de tous les emprisonnés politiques et notamment Pierre Rousset et Alain Krivine.

NOUS APPELONS A LA CONSTITUTION D'UN COMITE NATIONAL SUR LA BASE DE CET APPEL POUR ENGAGER LA LUTTE ET FAIRE ECHEC A LA REPRESSION.

de l'anathème



photo GAMMA

au...

La volte-face du PCF face aux trotskystes en péril est désormais passée dans l'histoire. On trouvera ci-joint les extraits de l'Humanité illustrant cette prise de position « à chaud »

l'Humanité

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

5 heures du matin

VENDREDI
29 JUIN 1973

Nouvelle série - No 8.981
(180e jour)

0,80 F

6, boul. Poissonnière
PARIS-9e

Tél. : 770.73.39 et 91.59

Le gouvernement dissout l'organisation fasciste «Ordre Nouveau» et le groupe trotskiste la Ligue communiste

(Page 4.)

DECLARATION du Bureau Politique du Parti Communiste Français

A la suite des graves incidents survenus le 21 juin, lors d'un meeting provocateur d'« Ordre Nouveau », à Paris, le gouvernement vient de décider de dissoudre cette organisation fasciste ainsi que le groupe trotskiste la Ligue communiste

Notre Parti a toujours dénoncé la complaisance dont le gouvernement a fait preuve à l'égard d'« Ordre Nouveau ». Il combat la politique du pouvoir qui encourage les activités factieuses d'inspiration nazie et raciste qui sont un défi à tous les démocrates de notre pays.

De tout temps le mouvement ouvrier et démocratique a exigé l'interdiction des activités et organisations fascistes.

Dans cette tradition le Programme commun de gouvernement prévoit l'interdiction et la répression des discriminations raciales et antisémites et de leur expression.

LE Parti communiste français proteste contre la dissolution dont est l'objet la Ligue communiste. L'opinion de notre Parti sur l'activité des groupes gauchistes est connue. Il combat, sur le plan politique, leurs agissements aventuristes que le pouvoir utilise comme alibi, pour s'attaquer aux libertés et tenter de porter des coups aux forces ouvrières et démocratiques et à leurs organisations.

La mesure dont la Ligue communiste est l'objet s'inscrit dans les plans du pouvoir qui vise à renforcer le caractère autoritaire de sa politique et à rechercher dans d'éventuelles aventures une issue à ses difficultés.

LIBERTES : combative, résolue, la foule du Cirque d'Hiver

DANS et autour d'un Cirque d'Hiver au décor vaguement surréaliste, 15.000 Parisiennes et Parisiens environ se sont rassemblés hier soir à l'appel du Collectif pour la défense des libertés.

Le meeting est prévu à 18 h 30, mais dès 18 h 15, le Cirque — gradins et piste — est plein comme un œuf. Dès lors, la foule s'accumule au dehors et le carrefour du boulevard du Temple-Filles-du-Calvaire est rapidement noir de monde jusque dans les voies adjacentes.

A l'intérieur du Cirque, des banderoles sont tendues : « Pompidou-Messmer, le peuple ne se laissera pas faire. » — « Villejuif, tous unis pour les libertés. »

A intervalle régulier, un groupe de la Ligue dissoute brandit une banderole affirmant que « le combat continue ».

La tribune est tendue de rouge et surmontée de drapeaux tricolores. Outre les orateurs qui y prennent place les partis et organisations sont représentés par des délégations.

Celle du P.C.F. comprend — outre Jacques Duclos — Claude Poperen, membre du Bureau Politique et Pierre Juquin, membre du Comité Central.

La C.G.T. est représentée par René Buhl, Marcel Caille et Marius Bertou.

La C.F.D.T., par Maillard, Teckhi et Hureau.

René Maurice représente l'U.N.E.F.

La vigueur déployée pour lancer slogans et mot d'ordre (« Front uni contre la répression » ou « Union populaire pour les libertés », ce dernier dominant largement) répond de la décision de tous pour défendre les libertés.

On entend d'autres mots d'ordre : « Marcellin, enfant d'Pétain » et « A bas l'U.D.R., vive l'Union populaire. »

Michel CARDOZE.

Président de la Ligue des Droits de l'Homme, Daniel Mayer ouvre et préside le rassemblement.

« Nous savons tous pourquoi nous sommes ici ce soir... » (des cris s'élèvent : **« Libérez Krivine »**)... **« Si vous le voulez bien, nous arriverons effectivement à cette solution. »**

D. Mayer rappelle les raisons du meeting (**« élever une protestation la plus urgente et la plus solennelle contre la dissolution de la Ligue »**). Il affirme : **« Une telle solidarité ne signifie pas afficher une même solidarité avec la politique et les méthodes de l'organisation dissoute ».** (Applaudissements dans l'ensemble des gradins — cris hostiles isolés.)

Comme des cris hostiles, provenant du groupe de la Ligue dissoute se poursuivaient, D. Mayer lance : **« S'il y avait une altercation entre nous ce soir, ce serait Marcellin, le vainqueur de ce meeting. »** (Applaudissements vigoureux.)

D. Mayer donnera ensuite la parole à chacun des orateurs prévus par le Collectif.

Souvent, certains d'entre eux seront interrompus par la minorité présente de l'ex-Ligue communiste qui réclame : **« la parole à la Ligue ».**

L'orateur du PSU sera pris à parti par un participant « gauchiste » qui lui demande de céder son temps de parole.

Daniel Mayer réintervient pour tenter d'expliquer au groupe gauchiste que **« l'union de tous »** pour la **« libération de Krivine »** est bien le seul moyen de **« lui donner la parole ».**

Mais le groupe gauchiste continuera d'interrompre des orateurs, en écoutant religieusement d'autre, comme L. Astre de la FEN...

L'escalade

Maurice BUTIN (Objectif Socialiste) évoque notamment la **« peur du pouvoir devant la montée des forces de gauche et ouvrières ».**

Claude-R. SOUCHET (Jeune République) expose les raisons du mouvement fondé par Marc Sangnier de lutter contre la répression.

H. LEGOULTRE (Libre Pensée) lance à l'adresse de Marcellin : **« Assez de Tartufferies ! »**

Albert DETRAZ (CFDT) indique : **« Nous sommes devant le résultat d'une provocation, c'est un grave danger ».** Il stigmatise l'absence de poursuites contre les racistes d'Ordre Nouveau, rend hommage aux policiers démocrates (applaudissements), et conclut : **« Il faut mettre un terme à cette situation. »**

René BUHL (CGT), vigoureusement applaudi par l'ensemble de l'assistance (sauf les groupes de « gauchistes »), déclare : **« Nous ne considérons pas les événements du 21 juin comme un fait isolé ».** Il décrit la **« vaste entreprise antidémocratique et antisyndicale »** qui se traduit par une **« escalade de la répression délibérée ».**

Evoquant la dissolution de la Ligue, il déclare : **« Nous n'acceptons pas qu'on substitue aux moyens politiques la répression. Nous estimons que cette organisation a le droit d'exister. »**

L. ASTRE (FEN) se réjouit du caractère **« réellement unitaire du meeting ».**

Après LEGAREC (PSU), et Franck RENAUDIN (Radicaux de gauche), la parole est à Jacques DUCLOS.

Sa présence au micro déclenche une longue ovation dans et hors le Cirque d'Hiver qui scande : « Union Populaire pour les libertés ». Porté par des applaudissements souvent unanimes, le prestigieux dirigeant ouvrier révolutionnaire domine la salle et force le respect des plus réservés.

On lira l'essentiel de son discours par ailleurs.

Dernier orateur, Claude ESTIER (PS) souligne « la solidarité concrétisée par le meeting »... **« Même si la façon dont cette solidarité est exprimée ne satisfait pas tous ceux qui sont là, elle n'entrait pas dans les calculs de Marcellin »,** déclare-t-il. (Applaudissements.)

Le meeting s'est terminé vers 20 h 30, après que D. Mayer eût résumé les raisons du rassemblement.

● A Evreux, dans l'Eure, une délégation (PCF, PS, PSU, CGT, CFDT, FEN) s'est rendue à la préfecture où elle a été reçue par le chef de cabinet du préfet. Elle a remis à celui-ci une motion déclarant : **« Ces signataires élèvent une protestation contre la dissolution de la Ligue communiste, de l'emprisonnement de ses militants ; elles estiment qu'il s'agit là d'une atteinte sans précédent aux libertés individuelles et collectives, la liberté de pensée et d'opinion, ce qui est contraire à la Constitution française. »**

l'Humanité

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

5-7-1973 ★

POUR LA LIBERTÉ, foule décidée au Cirque d'Hiver

J. DUCLOS ovationné :

« Nous combattons pour les droits de tous les Français »

HUMANITE DU 4-7-73

Contre l'aventure

«LE fascisme classique — remarque Maurice Duverger dans *Le Monde* — constitué par un grand parti totalitaire avec chemises de couleur, défilés au pas cadencé, bottes et drapeaux, saluts le bras tendu, chef providentiel aux discours incantatoires est un phénomène des années trente. La démocratie d'aujourd'hui est beaucoup plus menacée par un glissement lent vers des régimes d'autoritarisme classique plus ou moins feutrés. »

Exact. Il est vrai que la prise du pouvoir par les groupuscules néonazis n'est pas à l'heure actuelle le risque principal. Encore que ces groupes — comme les affrontements de la rue Monge le 21 juin l'ont montré avec éclat — apportent au pouvoir un appui non négligeable dans son entreprise d'étouffement progressif des libertés.

NOUS n'approuvons — nous l'avons dit — ni les idées ni les méthodes de l'organisation trotskiste de Krivine. Il n'en reste pas moins que c'est le gouvernement qui porte la responsabilité essentielle des graves incidents du 21. Il pouvait, il devait interdire un meeting dont l'objectif raciste clairement avoué tombait sous le coup de la loi. S'il a choisi de pousser à l'affrontement, c'est pour justifier de nouvelles atteintes aux libertés.

De ce point de vue, la dissolution de la « Ligue communiste » et l'arrestation de Krivine créent un grave précédent.

Il est clair d'autre part que ces mesures s'inscrivent dans une entreprise concertée dont nous avons souligné les étapes, et contre laquelle nous avons déjà appelé les démocrates à manifester le 20 juin.

CE soir, à Paris, les partis et organisations démocratiques, les syndicats organisent un grand meeting unitaire au Cirque d'Hiver. Il est bon, il est indispensable que dans cette affaire la gauche affirme son unité et aussi sa volonté d'empêcher le pouvoir de s'engager dans l'aventure.

René ANDRIEU.

La dissolution de ce groupe gauchiste, que le pouvoir cherche à justifier par une fausse symétrie avec l'interdiction d'« Ordre Nouveau », crée un précédent grave pour les libertés et les droits démocratiques dans notre pays.

Profondément attaché aux libertés et à la démocratie, le Parti communiste français considère qu'après les puissantes manifestations unitaires du 20 juin, le combat pour la défense et l'extension des libertés doit se développer.

La plus large union démocratique est indispensable pour faire échouer les machinations et plans réactionnaires du pouvoir et préparer, avec le Programme commun de gouvernement, l'avènement d'une société qui assurera l'épanouissement des libertés et l'élargissement de la démocratie.

Paris, le 28 juin 1973

HUMANITE DU 2-7-73

La liberté, une idée toujours neuve

LORSQUE le Parti communiste français proposa à l'ensemble des organisations démocratiques de manifester en faveur des libertés, son initiative suscita pas mal de scepticisme.

Ce scepticisme ne fut pas entièrement dissipé par les manifestations du 20 juin et leur organisation par un ensemble de partis, syndicats et groupements fort différents les uns des autres.

On voulait même, çà et là, expliquer ces démonstrations par on ne sait quelles subtiles considérations tactiques.

Les faits ont montré que l'affaire est sérieuse et de quel côté s'est trouvée la lucidité.

SUR deux terrains essentiels, en effet, le pouvoir développe son attaque contre les droits démocratiques.

A l'usine, d'abord. De plus en plus nombreux sont les délégués qui rencontrent des obstacles à l'exercice de leur mandat, des syndicalistes brimés. A Fos, le gouvernement a tenté d'user de la police. Et à Besançon, il a contesté et conteste aux travailleurs un droit fondamental : celui de défendre leur pain.

Sur le plan politique ensuite. La dissolution du groupe trotskiste dit « Ligue communiste », l'arrestation de plusieurs de ses dirigeants est d'abord une atteinte aux libertés de tous.

Notre Parti l'a rappelé : nous n'avons rien de commun avec ce groupe. Nous en combattons l'orientation et les actes. Sa politique l'a conduit dans le passé et le conduit aujourd'hui à aller au-devant, à la rencontre, de toutes les provocations et par conséquent à faciliter les machinations de M. Marcellin.

MACHINATION n'est pas un mot excessif. **Le Monde** a confirmé les révélations de **l'Humanité** sur les événements de la rue Monge. Voici que **Le Figaro** à son tour, démentant ses propres commentaires, met dans la bouche des « autorités » des propos qui ne laissent guère de doute.

Quelqu'un a voulu les affrontements du 21 juin et les a pour le moins laissé se produire sans véritable prévention. Le « maintien de l'ordre » a consisté ce soir-là à faire place nette devant le désordre dans le but de pousser une pointe contre la liberté.

Qu'il y ait projet, plan, prévision est prouvé par deux faits essentiels. Lorsque M. Galley décrivait l'armée comme le « dernier recours de la société libérale », il offrait aux plus réactionnaires des cadres militaires — une petite minorité — une vocation de putschistes. Il leur donnait rendez-vous sur quelque mont Sainte-Odile.

Nous savons que la déclaration du ministre a provoqué maintes protestations d'officiers qui refusent de sortir de la légalité. L'intention du pouvoir n'en est pas moins évidente et grave.

LE même procédé est employé pour pousser la police à la violence. En dehors même des procédés étranges dénoncés par les syndicats de policiers, c'est une donnée désormais incontestée qu'une organisation dite « indépendante » s'emploie — couverte par M. Marcellin — à dresser les policiers contre la nation. Elle s'acharne d'autant plus que ceux-ci s'interrogent sur leur mission et se veulent, dans leur majorité, au service de la loi plutôt qu'au service des gouvernements qui passent.

Mercredi donc, au Cirque d'Hiver, la gauche tout entière et heureusement réunie élèvera contre l'autoritarisme croissant de M. Pompidou et des siens une protestation solennelle. Elle appellera ses innombrables militants à la vigilance. Elle témoignera de sa volonté de lutte.

Il est bon que le pouvoir sache que personne ne restera sur la touche quand il met en cause des droits qui appartiennent à tous les Français. La riposte de la gauche n'est d'ailleurs pas seulement conservatoire. Elle n'est pas seulement destinée à faire bouclier. Elle est offensive. En protégeant nos libertés, nous en revendiquons de nouvelles. En combattant l'arbitraire, nous préparons la démocratie. On n'a pas fini de s'apercevoir qu'en France la liberté ne cesse d'enfanter le progrès.

Laurent SALINI.

Jacques DUCLOS :

FACE A LA REPRESSION, SEULES LES MASSES UNIES DANS L'ACTION PEUVENT FAIRE RECULER LES DETENTEURS DU POUVOIR

« Parlant au nom du P.C.F., le grand parti révolutionnaire de notre temps, j'élève une protestation vigoureuse contre l'arrestation d'Alain Krivine et contre la dissolution de la Ligue communiste dont chacun sait que nous n'approuvons ni la politique ni les formes d'action qu'elle préconise », **déclare Jacques Duclos en commençant son discours.**

« Nous avions vu clair en organisant les puissantes manifestations le 20 juin dernier », note l'orateur qui dénonce l'autorisation donnée au meeting d'Ordre Nouveau et les **« provocations et manipulations de toutes sortes »** perpétrées par le pouvoir pour **« s'engager dans la voie de la répression contre les forces ouvrières et démocratiques ».**

Jacques Duclos montre que le gouvernement **« tend tout naturellement à accentuer son caractère autoritaire »** après son échec politique aux élections.

« Tout cela ne saurait manquer de nous alerter et de nous amener à opposer aux coups de force du pouvoir, non pas des minorités isolées, mais la masse immense des Françaises et des Français qui ne veulent pas laisser porter atteinte à nos libertés », poursuit le dirigeant communiste qui rappelle : **« J'ai fait l'expérience de la répression en chaine »**, il y a quarante-six ans, et il y a vingt et un ans **« lorsque je connus une fois de plus une des cellules de la prison de la Santé ».**

Puis Jacques Duclos, au nom du P.C.F., appelle les participants au meeting **« à condamner avec nous la répression gouvernementale et à exiger la libération des emprisonnés, de même que la cessation des poursuites dont ils sont l'objet... et... l'annulation de la décision gouvernementale relative à la dissolution de la Ligue communiste ».**

« Face à la répression, seules les masses unies dans l'action peuvent faire reculer les détenteurs du pouvoir », lance encore Jacques Duclos avant de déclarer :

« C'est en militant responsable, soucieux de ne pas donner aux gouvernants qui sont les serviteurs des monopoles capitalistes, la possibilité d'entraîner à leur suite des hommes et des femmes qui ne sont pas encore avec nous, mais pourront l'être demain, que nous entendons défendre nos libertés avec la passion et l'opiniâtreté qu'exigent les circonstances. »

J. Duclos conclut : **« Ce qu'il faut aujourd'hui, c'est donner un coup d'arrêt au développement de la répression dans lequel le gouvernement s'engage...**

» A bas la répression du gouvernement des monopoles capitalistes !

» Vive l'union populaire pour la défense des libertés ! »

HUMANITE DU 12-7-73

Pour Marcellin, le racisme est un thème normal de meeting !...

Marcellin prend sa défense. Lui-meme. Il est d'ailleurs avocat, chacun l'oublie.

Mauvais avocat puisqu'il attend 19 jours pour donner sa version des événements du 21 juin dernier, et 12 jours, après les premieres révélations sur la manipulation, faites par « l'Humanité » le 28 juin.

Mauvais avocat car il ment. IL MENT par trituration de la vérité et omission des faits, à propos des violents affrontements provoques rue Monge.

IL MENT tout court à propos de la protection accordée par une unité de police à un commando armé d'« Ordre Nouveau ».

IL MENT par philosophie lorsqu'il s'affirme — seul — défenseur de la bonne foi d'« Ordre Nouveau », pas raciste pour deux sous, comme chacun ne le sait pas.

Avocat du mensonge, Marcellin est aussi dangereux : dictant à plusieurs reprises leur conduite aux juges, le ministre de l'Intérieur outrepasse ses droits et empiète sur un domaine qui lui est interdit.

Que lui importe ? Lui qui connait des « ordres écrits » de Krivine — dont on entend aujourd'hui parler pour la première fois — il sait qui est « démocratique » et qui ne l'est pas.

Cet avocat du mensonge mauvais, apporte toutefois une preuve : les sombres guignols du fascisme de grand-papa, sortis de leurs tombes pour cracher sur les nôtres, sont les auxiliaires précieux de Marcellin, auxiliaires eux-mêmes des « grands » politiques qui rêvent à la liberté en citant (mais oui) P. Eluard ou en arrondissant la bouche carnassière.

Ces « grands » politiques « libéraux » qui, englués dans leur désastre, mettent la main à leur colt pour détourner la vague immense et populaire qui va les submerger.

Michel CARDOZE.

solidarité internationale









ETATS-UNIS



1) Immédiatement après avoir appris la dissolution de la Ligue, « The Militant » envoya une militante comme envoyée spéciale en France ; ce qui permit au « Militant » de donner des informations au mouvement national américain tout entier sur la répression en France. Début juillet des actions de protestations eurent lieu dans plus de 15 villes à travers le pays. Parmi celles-ci, un piquet de 200 personnes au Consulat français de New-York le 6 juillet. Une déclaration signée par plusieurs personnalités connues fut présentée au vice consul français. La presse rendit largement compte de l'ensemble des actions. Par exemple, l'action de protestation à San Francisco le 7 juillet fut reproduite par deux chaînes de télévision et la déclaration du SWP et de la YSA fut lue sur les micros de deux stations de radio. La presse même de Californie du Sud a rendu compte des manifestations de San Francisco.

Un télégramme envoyé au président Pompidou depuis la manifestation de Minneapolis (dans la Minnesota) fut signé par de nombreuses personnalités de Minneapolis dont un sénateur et plusieurs dirigeants syndicaux.

Le 11 juillet à L'Université du Texas à Austin 200 personnes ont signé une pétition adressée au gouvernement français. Une autre action fut effectuée à San Francisco le 14 juillet : les invités du Consul général de France à un cocktail célébrant la prise de la Bastille reçurent un tract soulignant la contradiction entre les buts de la révolution française de 1789 garantissant « les droits inaliénables du peuple français à la liberté de parole et aux divergences politiques » et l'action récente du gouvernement Pompidou.

Les articles du Militant relatent plusieurs autres initiatives à Cleveland, à Seattle et à Detroit par exemple.

Début septembre un comité de défense des droits de la Ligue Communiste fut créé nationalement. Sa première action consistera a collecter des signatures au bas d'une pétition similaire à celle du comité français pour l'abrogation du décret de dissolution.



Pierre Rousset a reçu de la Convention Nationale du Socialist Workers Party cette lettre fraternelle :

« Les 1400 camarades présents à la 25ème Convention Nationale du SWP t'adressent un chaleureux salut révolutionnaire et t'assurent de leur solidarité face à la répression du régime Pompidou. Durant nos débats nous avons appris la libération provisoire du camarade Alain Krivine. Cette victoire nous a tous poussés à accroitre notre contribution à la campagne internationale pour l'annulation de la dissolution de la Ligue Communiste, la libération de Pierre Rousset, la levée des poursuites contre les dirigeants trotskystes français.

Nous nous solidarisons avec votre décision de mener une campagne contre les attaques racistes, fascistes dont sont victimes les travailleurs immigrés en France. Nous promettons de continuer l'organisation de la protestation dans notre pays jusqu'à ce que le mouvement marxiste-révolutionnaire gagne le droit démocratique d'exister en tant qu'organisation politique en France »

SOLIDARITE AVEC LA LIGUE COMMUNISTE

Déclaration du Bureau Politique du SWP, New-York, le 1er juillet.

Le 28 juin, le Conseil des Ministres a accédé à la demande du ministre de l'Intérieur, Raymond Marcellin, de dissoudre la Ligue Communiste, section française de la IVème Internationale.

Ce coup porté contre les trotskystes français est un coup contre la Gauche française toute entière, syndicats inclus. En commençant par ce qui lui semble être un secteur marginal, le président Pompidou, héritier de de-Gaulle, espère freiner la combativité grandissante du mouvement ouvrier et étudiant dans son ensemble. S'il réussit à arriver à ses fins avec la Ligue Communiste, il prendra des mesures similaires contre d'autres secteurs...

Au meeting (du 21 juin), les membres d'Ordre Nouveau arrivèrent armés d'« arguments » tels que cocktails Molotov, barres de fer, et autres instruments, qu'ils avaient récemment déjà utilisés dans la rue contre des militants du mouvement ouvrier. Ils furent protégés par un important cortège policier qui ne fit aucun effort pour désarmer ou arrêter les fascistes illégalement armés de cette manière. La Ligue Communiste appela à une contre manifestation près du meeting. Cet appel fut bien perçu. Une foule plusieurs fois supérieure à celle réunie par les fascistes se regroupa. Elle n'hésita pas à montrer ce qu'elle pensait de cette tentative de mettre sur pied un nouveau mouvement fasciste en France. Des bousculades éclatèrent en divers endroits, échappant souvent au contrôle de la Ligue. Ici et là des policiers pris entre deux feux furent sérieusement blessés.

Dans un contexte plus large, la dissolution de la Ligue Communiste est un pas important de plus dans la campagne internationale engagée dans de nombreux pays contre la IVème Internationale par les forces les plus réactionnaires, spécialement la police politique. Au nombre des premières mesures de cette campagne, il suffit de rappeler l'interdiction faite à Ernest Mandel par les gouvernements français, américain, suisse, australien et ouest-allemand de pénétrer sur le territoire de leurs pays pour y donner des conférences économiques.



Le SWP appelle à la solidarité internationale avec la Ligue Communiste en France.

Il demande que les protestations contre l'interdiction de la Ligue Communiste soient le plus largement possible déposées auprès des représentants diplomatiques du gouvernement français dans les autres pays.

Il faut faire savoir au régime Pompidou que les actions arbitraires de sa police politique ne passent pas inaperçues à l'échelle internationale.

Il faut que l'interdiction de la Ligue Communiste soit levée.

Agissons selon le slogan de la classe ouvrière internationale : un coup porté à l'un est un coup porté à tous !

APPEL DE LA YSA

Andrew Pulley, secrétaire national de la Young Socialist Alliance, candidat à la vice présidence des Etats-Unis en 1972, publia une déclaration le 7 juillet solidarisant la YSA avec les protestations internationales contre la dissolution de la Ligue :

« La YSA soutient ces actions de toutes ses forces et appelle à les poursuivre. La campagne mondiale doit être poursuivie par tous les partisans des libertés démocratiques. Abrogation de la Dissolution de la Ligue Communiste ! Libérez Alain Krivine et Pierre Rousset ! »

AUSTRALIE ●

La campagne de solidarité a débuté le 3 juillet.
Ce jour là furent organisés plusieurs manifestations devant les consulats de France du pays.
A Sidney, le rassemblement regroupa des militants de la Socialist Workers League (SWL) et de la socialist Youth Alliance (SYA) (groupes sympathisants de la IVème Internationale), de la Communist League, de la Socialist Labor League, des Young Socialists et un représentant du Parti Communiste d'Australie.
A Melbourne eut lieu une initiative du même type et un militant de la SWL put expliquer dans une interwiev à la radio le sens de cette riposte. A Brisbane également un « piquet » fut organisé devant la Banque Nationale de Paris.
Le 13 juillet eurent lieu de nouvelles actions à Sidney et à Melbourne. La télévision en fit amplement mention.
A l'initiative de la Socialist Workers League, une pétition se mit bientôt à circuler dans le mouvement ouvrier. Elle dénonçait la dissolution de la Ligue Communiste comme une « sérieuse atteinte contre le droit démocratique des organisations ouvrières à avoir une existence légale en France ». Trois personnalités du Parti Travailliste ont signé cette pétition : le Dr Jim Cairns, ministre du commerce extérieur, le Dr Moss Cass, ministre de l'environnement et Bob Hawke, président du conseil australien des syndicats (ACTU). Plusieurs députés, de nombreux dirigeants de syndicats ouvriers et étudiants figurent également parmi les centaines de signataires.
Le 1 er août, un meeting, auquel prit part Tariq Ali, rassembla 250 personnes à Sidney. Jamais auparavant une aussi large unité ne s'était réalisée dans les rangs du mouvement ouvrier australien pour la défense d'un groupe révolutionnaire dans un autre pays.

NOUVELLE-ZELANDE ●

La première riposte à la dissolution de la Ligue Communiste prit la forme d'un rassemblement devant l'ambassade de France à Wellington, le 2 juillet. La Socialist Action League prépara cette action en diffusant un tract-lettre ouverte à l'ambassadeur de France intitulé : « Ban the bomb, not french socialists » (« dissolvez la bombe, pas les socialistes français ».
Bientôt fut mis sur pied un « Comité contre la répression en France ». Celui-ci publia une « lettre ouverte à Mr Pompidou » qu'il fit signer massivement. Cette lettre expliquait les circonstances de l'interdiction de la Ligue et décrivait les formes prises par la riposte démocratique en France même. En conclusion elle considérait « l'interdiction de la Ligue Communiste comme une tentative d'intimidation contre l'ensemble du mouvement anti-raciste et anti-militariste en France dans lequel la Ligue Communiste a joué un rôle décisif » et demandait « l'abrogation immédiate du décret de dissolution de la Ligue Communiste et la libération d'Alain Krivine et de Pierre Rousset.

◇

EUROPE

BELGIQUE ●

Aux camarades de la Ligue Communiste,

Après avoir appris l'interdiction de la Ligue et l'incarcération du camarade Krivine par la bourgeoisie et ses laquais habituels, nous considérons que ceci est une atteinte aux droits démocratiques du mouvement ouvrier et de ses organisations.
L'internationalisme n'est pas mort !
Des travailleurs de la carrière de Scouffleny, Hainaut, Belgique.
Suivait une quarantaine de signatures.



Bruxelles : banderole de la Ligue Révolutionnaire des Travailleurs (section belge de la IVème Internationale).

◇

Le journal « La gauche du 7-7-73 a, de son côté publié une résolution de solidarité du Bureau Politique de la LRT (Ligue Révolutionnaire des Travailleurs, section Belge de la Quatrième Internationale)

Le G.M.I. (Groupe Marxiste Internationaliste – né d'une scission de la LRT en 1973 –) a de son côté sorti un tract de solidarité ainsi qu'un communiqué paru dans son journal : « La Brèche ».

AU-DELA DE « L'AFFAIRE KRIVINE »

LA LEGISLATION ANTI-OUVRIERE.

En France, on parle beaucoup de l'« affaire Krivine », en cédant ainsi – un ancien candidat (contestataire) à la présidence de la République étant en cause – à la tendance à la personnalisation de la vie politique. En réalité, l'interdiction de la Ligue Communiste (section française de la IVème Internationale trotskyste à laquelle appartient dans notre pays la LRT – Ligue révolutionnaire des travailleurs – et l'hebdomadaire « La Gauche » dirigés par l'économiste marxiste Ernest Mandel) ainsi que l'incarcération de certains de ses militants posent divers problèmes qui dépassent très largement les frontières françaises.

Racisme pas mort

Le premier de ces problèmes est celui du racisme. Le meeting de l'organisation néo-nazie française « Ordre Nouveau » qui, autorisé par le gouvernement, fut à la base des incidents qui servirent de prétexte à la dissolution pseudo-équilibrée de cette formation fasciste et de l'organisation marxiste dirigée par Krivine, avait en effet pour thème la lutte contre les travailleurs immigrés. En France, cette orientation ultra-réactionnaire de l'extrême droite se développe impunément de manière fort importante (affaire de Grasse, ratonnades parisiennes qui viennent de conduire à la mort par noyade d'un ouvrier portugais, etc). Chez nous, si les excès n'atteignent pas le même niveau, la situation est néanmoins préoccupante : dans la région bruxelloise en particulier, la police se distingue contre les étrangers ; en Wallonie, la situation économique difficile alimente une xénophobie plus ou moins larvée ; des groupuscules comme les JBJ – et leur organe mensuel « Le Nouvel Europe Magazine » – entretiennent une propagande raciste qui devrait tomber sous le coup de la loi si l'ancienne proposition d'Ernest Clinne (alors député) réprimant les actes xénophobes était enfin – comme elle devrait l'être – adoptée par le Parlement

Contre les arsenaux juridiques de la réaction

Le deuxième problème, c'est celui des provocations policières d'une part, de la législation anti-ouvrière d'autre part. En France, le ministre de l'intérieur est manifestement un provocateur patenté. La manière dont il a permis le meeting d'Ordre Nouveau et les conditions dans lesquelles il a placé les forces de police lors de l'affrontement qui eut lieu à cette occasion relèvent d'une stratégie délibérée. Celle-ci n'a pu cependant aboutir à la décision de dissoudre la Ligue Communiste que grâce au nouvel arsenal légal constitué par les lois anti-ouvrières. Chez nous aussi cet arsenal existe : les lois anti-grèves de 1962 auxquelles nous nous sommes opposés avec alors André Cools, Freddy Terwagne, Ernest Glinne, Willy Caleuraetex etc... existent toujours. Le volet du plan V.d.B. de réforme de l'armée développant la notion de défense globale du territoire constitue – Victor Larock dixit – une véritable promotion de la gendarmerie bien plus grave encore que ces lois sur le maintien de l'ordre. Or c'est justement ce volet que le gouvernement actuel parait vouloir laisser mettre en place comme l'est aussi le projet Vranckx relatif aux milices privées dont nous avons expliqué les multiples dangers. Bien sûr, Edouard Close n'a rien de commun avec M. Marcellin. Mais ce n'est pas notre actuel ministre de l'Intérieur que nous devons mettre en cause. C'est l'emploi que pourront faire de tels textes des gouvernants de droite lorsque la situation leur sera favorable. Il sera alors trop tard pour notre mouvement ouvrier de s'exclamer : « Ah ! si on avait su ». Il importe donc que nous sachions combattre efficacement et immédiatement toute législation anti-ouvrière.

Pour une solidarité sans faille

Le seul point réjouissant de l'« affaire Krivine » en France, c'est la solidarité de l'ensemble de la gauche depuis les « maoïstes » d'Alain Geismar, jusqu'aux radicaux, en passant surtout par les organisations syndicales et les partis socialiste et communiste. Chez nous aussi un large front se fait jour comme le montrent notamment la réaction d'André Cools au nom du PSB et celle du Bureau Politique du PCB. Sans doute M. Marcellin n'avait-il pas tenu compte dans ses calculs de cette union de la gauche. Mais outre le fait que la démobilisation liée aux vacances joue en faveur du régime policier que s'avère être le pompidolisme, on peut regretter l'insistance mise par les principales forces progressistes à souligner – en dénonçant la répression – les divergences existant entre elles et les trotskystes. Certes personne n'ignore que ces divergences existent. Mais il est légitime de les éclairer lorsqu'elles se manifestent pratiquement, il ne nous semble pas opportun de les rappeler avec force quand l'union est nécessaire face à un ennemi commun.
Pour notre part, c'est sans réserve, répétons-le, que nous entendons être solidaires des victimes de la répression pompidolienne. Et si la meilleure manière d'être solidaires de régimes révolutionnaires, c'est de contribuer à faire la révolution dans son propre pays, de même, la façon la plus efficace de lutter contre les mesures iniques prises au-delà de nos frontières, c'est d'empêcher dès aujourd'hui que demain de telles injustices puissent se produire chez nous.

J.M.R.

page 2 de l'hebdomadaire « Combat », 12 juillet 1973, publié par le Mouvement Populaire Wallon et la régionale de Liège de la FGTB (syndicats).



ISLANDE ●

Télégramme de Reykjavik : solidarité avec votre combat révolutionnaire contre la répression brutale du régime Pompidou, pour la libération du camarade Alain Krivine. FYLKINGIN MILITANT SOCIALIST ORGANISATION.

LUXEMBOURG ●

Dès l'annonce de la dissolution de la ligue Communiste, les militants marxistes révolutionnaires ont attaqué les résidences françaises à coups d'œufs remplis de couleur rouge et d'inscriptions géantes contre l'interdiction. Une manifestation de protestation organisée par la LCR, organisation sympathisante de la IVème Internationale, a réuni devant l'ambassade française plus de 100 militants. Plus de 20 000 tracts ont été distribués dans tout le pays à la population. Une pétition protestant contre l'interdiction de la LC et l'arrestation d'Alain Krivine et de Pierre Rousset a recueilli plus de soixante signatures de personnalités diverses, dont la direction du Parti Ouvrier Socialiste Luxembourgeois et de membres influents de la CGT luxembourgeoise. Pour la rentrée d'autres actions unitaires sont envisagées.

UN APPEL CONTRE L'INTERDICTION DE LA LIGUE COMMUNISTE

Cet appel compte 115 signatures de « personnalités » : de nombreux professeurs et avocats, 2 députés sociaux démocrates, toute la direction du POSL (parti ouvrier socialiste luxembourgeois) dont Antoine Webenkel, président du POSL et Grand Maître de la Grande Loge du Luxembourg, la présidente des Femmes Socialistes, le Bureau National des Jeunesses Socialistes Luxembourgeoises, le directeur du « Tageblatt » (1), Jacques F. Poos, des membres de la direction de la Fédération Générale des Instituteurs Luxembourgeois, le président de la Libre pensée Générale, le président d'Amnesty International Luxembourg, le président de la Ligue de l'Enseignement, des responsables syndicaux régionaux, des fonctionnaires des Communautés Européennes, le président du Syndicat de l'Enseignement Technique et Professionnel.

Aucun membre du Parti Communiste Luxembourgeois ou de ses parastructures n'a signé. La direction de la CGT et surtout de son syndicat le plus important, le LAV (Fédération ouvrière luxembourgeoise), sous domination social-démocrate, n'a pas signé non plus parce que la LCR a impulsé la radicalisation des travailleurs à Eurofloor (Wietz) et à FAM (Meroch) qui ont débordé la direction syndicale à certains moments. Des menaces d'exclusion de camarades de la LCR ont été proférées par la bureaucratie du LAV.

(1) Le « Tageblatt » est le 2ème journal du Luxembourg, il appartient à la CGT mais il est considéré comme le journal du POSL.

ITALIE ●

TOUTES LES FORCES DANS LA BATAILLE

A l'initiative de nos camarades des Gruppi Comunisti Revoluzionari (section italienne de la IVème Internationale), la campagne contre la dissolution de la Ligue a été marquée par des meetings ou manifestations unitaires.

Milan : le 5 juillet, 1000 personnes étaient rassemblées à l'université de Statale, à l'appel des GCR, d'Avanguardia Operaia, de Lotta Continua, du Gruppo Gramsci, du Comitato Vietnam, du PC(ML) et du Manifesto.

Gênes : le 6 juillet, 200 personnes à l'appel des GCR, de Lotta Continua, d'Avanguardia Operaia, du Manifesto et du PSUP. Le consulat de France de la ville avait été précédemment occupé et badigeonné.

Rome : le 6 juillet, manifestation sur la Campo di Fiori à l'appel des GCR, d'il Communista, viva il communismo, il manifesto, Potere Operaia, Lotta Continua, Avanguardia Operaia.

Naples : le 9 juillet, meeting unitaire à l'appel de 15 organisations.

Turin : le 11 juillet, meeting. C'est de cette ville qu'est partie une motion de solidarité qui a recueilli de nombreuses signatures de syndicalistes et qui est reproduite ci-joint.

Tarente : motion votée dans une assemblée d'étudiants.

Bologne : le 13 juillet, meeting unitaire.

Bari : exposition-photos sur la Ligue Communiste.

Perouse : 150 personnes dans une assemblée unitaire (après ce succès, la section du PCI a sorti une affiche contre la dissolution de la Ligue Communiste).

Une brochure sur la Ligue a été éditée par la section italienne de la IVème Internationale et vendue massivement dans tous les meetings.

PETITION

Par une mesure extrêmement grave, qui marque un nouveau pas en avant vers une conception et une pratique toujours plus policière de l'Etat, le gouvernement français a dissout le 28 juin la Ligue Communiste, section française de la IVème Internationale.

C'est la plus grave, mais non l'unique attaque que les gouvernements de la bourgeoisie européenne portent aux organisations révolutionnaires ; il suffit de rappeler la persécution et les arrestations des militants du KPD (Allemagne) et les projets de dissolution de la Ligue Marxiste Révolutionnaire suisse, accompagnés de mesures, déjà mises en œuvre, d'espionnage téléphonique. En Italie, plus d'une fois a été avancée l'idée de dissoudre des organisations comme Lotta Continua et Potere Operaio, prenant prétexte de la suite d'attentats et de provocations perpétrés de décembre 1969 jusqu'à aujourd'hui.

Nous dénonçons cette opération répressive comme une grave atteinte à la liberté d'expression et d'organisation politique, contre laquelle nous pensons qu'il faut constituer le front le plus large possible.

Nous dénonçons le caractère fallacieux de la théorie des « oppositions extrémistes » utilisée par le gouvernement Pompidou-Messmer et nous réaffirmons la nécessité de l'action anti-fasciste unitaire et militante, d'autant plus lorsque (comme c'est le cas en France) elle entend répondre à la honteuse campagne raciste lancée par les fascistes d'« Ordre Nouveau » (« non à l'immigration sauvage ») et du gouvernement (circulaire Fontanet), pour tenter d'isoler les luttes ouvrières qui, en France aussi, vont en se développant vigoureusement, en grande

partie sous la poussée des immigrés.
Nous exigeons :
— l'abrogation du décret de dissolution de la Ligue Communiste et la fin des persécutions contre les organisations révolutionnaires dans toute l'Europe ;
— la libération immédiate des dirigeants de la Ligue Communiste Pierre Rousset et Alain Krivine emprisonnés en application de la loi scélérate « anti-casseurs ».

En Italie, les GCR, section italienne de la IVème Internationale, ont lancé un appel contre la répression à tout le mouvement ouvrier italien. Le manifesto titre « Fascisme : Pompidou dissout la Ligue Communiste ». L'Unita, organe du PCI, proteste contre la mesure grave que constitue la dissolution de la Ligue.

Extrait d'une lettre du Manifesto réuni à Rome les 29-30 juin et 1 er juillet.
Mais la solidarité que nous vous exprimons aujourd'hui a des raisons plus profondes et plus spécifiques. L'attaque que vous subissez du pouvoir pompidolien n'est ni accidentelle, ni destinée à rester isolée. Elle est un signe de la difficulté croissante du pouvoir : de sa crainte devant une reprise générale devant l'offensive des masses, d'autant plus si celles-ci trouvent des impulsions et des sollicitations politiques en dehors des canaux bien contrôlés des institutions bourgeoises et des partis traditionnels. En Italie, nous le savons bien. Depuis trois ans, la classe ouvrière mène une lutte dure, qui a mis en crise le système et contre laquelle des ripostes répressives massives sont toujours à l'ordre du jour. Ripostes que seule la lutte de masse a permis jusqu'à présent de repousser.
Nous savons donc que les mesures qui vous atteignent aujourd'hui sont très graves et qu'elles vous créeront des difficultés et des sacrifices. Mais nous savons également que vous soutient, bien au delà de notre solidarité, un mouvement réel, en France, que l'on ne peut réprimer.
Salutations communistes
L'Assemblée nationale du Manifesto
réunie à Rome les 29-30 juin
et 1 juillet 1973.

Les GCR ont également publié une brochure exposant les positions politiques de la Ligue Communiste.

◇

CITTA FUTURA
Mensile d'Informazione politico-culturale
C.P. 7211
00100 Roma Nomentano

Ligue Communiste
Chers camarades,
La rédaction de la revue « citta futura » dénonce les inculpations dont font l'objet les militants de la Ligue Communiste. A l'occasion du procès de Pierre Rousset, dirigeant et militant de l'organisation communiste Ligue Communiste, elle tient à exprimer toute sa solidarité à ce camarade dont l'inculpation lui semble n'être qu'un moyen supplémentaire de frapper plus durement le mouvement ouvrier après la dissolution d'une de ses composantes fondamentales, la Ligue Communiste.
En conséquence, nous demandons la libération immédiate du camarade Pierre Rousset et de tous les camarades emprisonnés.
Nous réaffirmons notre solidarité militante à la Ligue Communiste, publiant en Italie un bulletin sur la « question de la dissolution de la Ligue Communiste »
Salutations communistes.

Città futura.

NORVEGE ●

Une résolution diffusée par l'Association des Etudiants Norvégiens informe ces derniers de la dissolution de la Ligue. des raisons de cette dissolution et exprime la solidarité de l'association avec la Ligue, la lutte de Lip et celle des immigrés en France.
Se terminant par les mots d'ordre mis en avant par le Comité français, la résolution a été envoyée à l'ambassade française à Oslo.

PAYS BAS ●

Un message de protestation a été envoyé au gouvernement Pompidou, signé par les organisations hollandaises suivantes :
–BVD (association des conscrits)
RCB (section de la IVème Internationale)
Comité des Marxistes Révolutionnaires
Fédération des Jeunesses social-démocrates
Union des étudiants du technique
Fédération anarchiste
KEN-ml (groupe maoïste)
KB-PL (Ligue Communiste-Gauche Prolétarienne)
PPR (Parti radical)
PSP (Parti socialiste pacifiste)
SP (Parti Socialiste-maoïste).

DANEMARK ●

Initiatives prises par le RSF (Revolutionare Socialister Forbund, section danoise de la IVème Internationale) :
a) meeting front uni de protestation devant l'ambassade de France le samedi 30
b) manifestation en face des consulats ou dans les artères centrales des principales villes de province
c) large propagande sur les mots d'ordre « abrogez le décret de dissolution de la LC » et « front unique contre la répression ».

SUEDE ●

La rencontre 1973 de la branche Santiago (Chili) de l'organisation Suédoise de Volontaires a voté un texte de soutien à l'ex-Ligue Communiste et demande la libération de Pierre Rousset.

Dés la nouvelle de la dissolution, l'organisation trotskyste en Suéde, la RMF (Revolutionara Marxisters Forbund) publia un appel à toutes les organisations ouvrières. Deux seulement ont répondu favorablement : « L'association Communiste » et les « Conseils Ouvriers Socialistes ». Deux autres organisations maoïstes, le SKP et son organisation de jeunesse « Clarté » ont publié des résolutions de façon indépendante pour protester contre la dissolution de la LC. Des manifestations ont été organisées par la RMF devant l'ambassade de France à Stockholm et le consulat de Göteborg. Des pétitions sont massivement signées : dans une seule usine (Voho) de Göteborg, 50 ouvriers ont immédiatement exprimé leur opposition à la dissolution de la LC.

GRANDE BRETAGNE ●

1 - 3o juin : l'International Marxist Group (IMG, Section britannique de la IVème Internationale) organise l'occupation du bureau du tourisme français à Londres dont la presse bourgeoise française a largement rendu compte (100 camarades). Le lendemain 1er juillet un piquet massif devant l'ambassade de France à Londres organisé par l'IMG, mais avec le soutien d'autres groupes d'extrême gauche.

2 - Le 7 juillet 1 000 personnes participent à la manifestation défilant sous la bannière de la Ligue Communiste jusqu'à l'ambassade de France. Presque toutes les organisations de la gauche révolutionnaire soutenaient la manifestation et le Parti Communiste envoya un orateur au meeting précédant la manifestation, mais seuls quelques uns des membres du PC défilèrent dans le cortège.

3 - Par la suite, plusieurs actions locales furent lancées par l'IMG dans tout le pays, en particulier une grande manifestation à Liverpool le 21 juillet.

4 - Une lettre ouverte à Pompidou fut diffusée au sein des parlementaires travaillistes, des cadres syndicalistes, des intellectuels, etc. Actuellement, une douzaine de députés a signé la lettre, comme de très nombreux dirigeants syndicaux et intellectuels connus – le parlement étant jusqu'ici en congé, les efforts doivent être désormais plus fructueux.

Une pétition de solidarité avec l'ex Ligue a été massivement diffusée dans le pays et quelques 10 000 personnes l'ont d'ores et déjà signée. Un nombre significatif de sections syndicales ont noté les résultats condamnant la dissolution et ont collecté l'argent remis au comité organisant la campagne de défense.

5 - L'IMG a publié un matériel varié :
- des articles réguliers dans « Red weekly » ;
- une brochure ;
- des affiches.

6 - Le Comité ad hoc pour la défense de la Ligue prépare une édition revue et remise à jour de la brochure, à l'occasion de la rentrée scolaire et universitaire.

Le Comité ad hoc est désormais structuré et est soutenu par de nombreux groupes révolutionnaires qui participent au Comité. Son projet central consiste en un meeting de masse à Londres à la fin octobre avec un dirigeant de l'ex-Ligue et des orateurs des principaux groupes révolutionnaires britanniques, comprenant le PC. A cette fin, une lettre est envoyée à tous les groupes et à des personnalités leur demandant d'appeler à ce meeting. Pour la rentrée universitaire, nous organisons une série de meetings de solidarité dans toutes les universités par un camarade de l'ex-Ligue. D'autres actions sont planifiées par les branches locales de l'IMG. Dans plusieurs régions des comités de défense locaux ont été mis sur pied avec le soutien du mouvement ouvrier local et des branches locales des courants révolutionnaires.

◈

GRANDE-BRETAGNE : 5 DEPUTES TRAVAILLISTES ECRIVENT A POMPIDOU

Monsieur le Président,

nous vous écrivons pour protester contre la dissolution de la Ligue Communiste décidée par votre gouvernement.

Bien que la plupart d'entre nous n'approuve ni la politique ni les actions de la Ligue Communiste, nous aimerions souligner le faut que le mouvement ouvrier européen ne peut rester neutre dans la question du racisme ou du fascisme. Il en a trop souffert dans un passé récent, dans les pays d'Europe aux mains du fascisme, pour ignorer le danger.

C'est pourquoi nous voudrions nous associer avec les partis socialistes et communistes, la CGT et la CFDT et tous les autres défenseurs des libertés civiles en France pour vous presser vivement d'abroger le décret de dissolution de la Ligue Communiste.

PHILIP WHITEHEAD, MP for Derby North
ERIC EFFER, MP for Liverpool, Walton
NORMAN ATKINSON, MP for Tottenham
MICHAEL FOOT, MP for EEbbw Vale

◈

Après l'occupation réussie du Bureau du Tourisme Français, l'IMG (International Marxist Group, section britannique de la IVème Internationale) a lancé un appel pour une manifestation de front uni pour le samedi 7 juillet. 1 000 militants ont manifesté contre la dissolution de la LC et pour la libération de Krivine et Rousset. Les organisations suivantes étaient présentes :

- IMG
- IS (International Socialists)
- le groupe « The Militant »
- Black Panthers
- Communist Federation (maoïstes)
- d'importantes sections syndicales, etc.

Le représentant du PC a déclaré que « le PC de Grande-Bretagne était complètement opposé à la dissolution et participerait à la campagne pour la libération de Krivine ». Le dimanche 8 juillet, la SLL (Socialist Labour League, ex-sœur de l'OCI-AJS) organisa une marche séparée pour combattre la dissolution. L'un de ses dirigeants, Mike Banda, appela à « la défaite de la Vème République et à la libération de Krivine et Rousset ».

WORLD-WIDE SOLIDARITY WITH THE COMMUNIST LEAGUE



Ligue Communiste banner leads off march in London last Saturday.

Red Weekly incorporating Red Mole

PAPER OF THE INTERNATIONAL MARXIST GROUP (BRITISH SECTION OF THE FOURTH INTERNATIONAL) PRICE 5p 6th JULY 1973 NO. 10

LIFT THE BAN ON FRENCH TROTSKYISTS


Red Weekly SPECIAL SUPPLEMENT 6 JULY 1973

SOLIDARITY WITH COMMUNIST LEAGUE

UNITED LEFT BACKS LEAGUE



IMG militants rally in Piccadilly after a successful occupation of the French Tourist Office on Saturday

IRLANDE ●

1 - Un meeting réunissant plus de 100 personnes a été organisé à Dublin à l'initiative du Revolutionary Marxist Group (organisation sympathisante de la IVème Internationale) avec, pour la première fois, des représentants des deux « Sinn Fein ». Un comité de soutien à la Ligue Communiste et un « Fonds de défense » de la Ligue Communiste ont été constitués. Un communiqué commun a été signé par le « Sinn Fein provisoire », le Comité Central de « People's Democraty » et le RMG. Le Socialist Worker's Movement et le mouvement de jeunesse du PD d'Irlande ont également exprimé leur solidarité avec l'ex-Ligue Communiste.

2 - *Communiqué de « Sinn Fein » (Gardiner Place) – officiel –*

« Sinn Fein », malgré de nombreux désaccords politiques avec la Ligue Communiste en France, condamne l'interdiction de cette organisation, qui va de pair avec l'interdiction par le gouvernement britannique d'organisations politiques dans le Nord de l'Irlande ».

Sean O'Cionnaith, attaché de presse.

3 – Le « Socialist Workers' Movement » et le Mouvement de la jeunesse Connally (mouvement de jeunesse du PC d'Irlande ont également exprimé leur solidarité avec la Ligue Communiste.


the PLOUGH

TOWARDS AN IRISH WORKERS REPUBLIC

VOL. 2 NO. 4

DEFENCE IS NEEDED.

ALLEMAGNE ●

Les témoignages de solidarité en provenance des pays de langue germanique ont été particulièrement nombreux. En Allemagne notamment, le GIM a organisé plusieurs manifestations et meetings qui ont connu une grande affluence. Ci-dessous :

1 - Déclaration du comité Hände weg von der KPD »
2 – Déclaration du syndicat « Education et Science de Berlin »
3 – Motion de solidarité adoptée à l'occasion du meeting de protestation organisé par le groupe hambourgeois du GIM
4 – Déclaration de l'Amicale des Etudiants des Ecoles Supérieures techniques du Land de Rhénanie-Westphalie.
5 – Compte-rendus de manifestations tenues à Francfort et Tübingen.
6 – Communiqué du « Kommunistischen Bund Westdutschlands »



Numero spécial du journal du GIM sur la dissolution.

MANIFESTATION CONTRE LA DISSOLUTION DE LA LIGUE COMMUNISTE DEVANT LES CASERNES FRANCAISES DE TUBINGEN

Le 5 juillet, la section locale du GIM (Groupe Internationaliste Marxiste, section de la IVème Internationale) a appelé à une manifestation contre l'interdiction de la Ligue. Environ 200 militants des différentes organisations révolutionnaires y ont participé. Le cortège, après avoir traversé le centre de Tübingen, s'est dirigé vers les trois grandes casernes françaises. Des prises de parole, en français et en allemand, eurent lieu. Un numéro spécial de « Was Tun ? » a été distribué massivement à la population allemande, des tracts en français furent lancés aux soldats français par les fenêtres de la caserne. Ce matériel fut précipitamment ramassé par les gradés paniqués. La manifestation a fait halte devant chaque caserne et une prise de parole en français à l'intention des soldats a été faite. Le même soir, un meeting avec plus de 100 personnes a eu lieu à l'université. Quelques jours plus tard, un soldat français a abordé une camarade allemande en pleine rue pour lui dire que l'action avait eu beaucoup d'écho chez les soldats et qu'ils attendaient d'autres tracts et journaux sur les événements en France et la dissolution de la Ligue.

Le groupe de Tübingen du GIM



5 000 personnes réunies à Francfort en meeting avec des militants du GIM Daniel Cohn-Bendit et Rudi Dutschke. A l'issue de la réunion, plusieurs milliers de manifestants se sont dirigés vers le consulat français. Des heurts violents ont eu lieu avec la police.

AUTRICHE ●

Communiqué de presse des organisations révolutionnaires autrichiennes :
– Gruppe Revolutionäre Marxisten (groupe sympathisant de la IVème)
– Communistischer Bund-Wien
– Marxistisch-Leninistische Studentensorganisation
– Freie Isterreichische Jugend
– Verband Socialistischer Milbelschüler
– Verband Marxistischer Studenten
– Verband Marxistischer Arbeiterjungend

« Jeudi 28-6, la Ligue Communiste (SFQI) qui avait obtenu lors des dernières élections plus de 300 000 voix a été dissoute par le gouvernement. Le prétexte de cette dissolution était l'organisation d'une manifestation antifasciste.
Aujourd'hui 29-6, les représentants de diverses organisations communistes et progressistes ont protesté devant l'ambassade française à Vienne... des affiches ont été apposées sur l'ambassade et des tracts distribués aux passants. Une délégation qui pénétrait dans l'ambassade en a été chassée manu-militari par le personnel... Il est clair que de tels procédés ne sont aucunement propres à stopper le développement de la solidarité. L'action entreprise à Vienne n'est qu'un élément de la vaste solidarité qui se développe dans les plus importantes capitales d'Europe »

Ces mêmes organisations ont diffusé le même 29 juin une protestation plus longue – non reproduite ici – replaçant la dissolution de la Ligue dans le contexte de la répression agravée à l'échelle européenne.
Par ailleurs, l'Union des Etudiants Socialistes d'Innsbrück et l'Union des Etudiants Communistes de Vienne ont publié des communiqués de protestation séparés.

SUISSE

a) le 30 juin, un numéro spécial « Brèche Rouge », organe d'action communiste et de la LMR est vendu massivement en Suisse Romande et en Franche-Comté ;
b) Un communiqué exigeant l'abrogation de l'arrêté de dissolution de la L.C. et la libération de Krivine et Rousset signé par :
– le Parti Socialiste (Genève)
– le Parti Socialiste (Valais)
– le Parti Socialiste Autonome (Tessin)
– Organisations progressistes de Suisse (POCH)
– « Base Socialiste » Aarou et Soleure
– Centre de liaison Politique (Lausanne)
– Ligue Marxiste Révolutionnaire
est publié dans la presse
c) Des distributions de tracts unitaires se font à Berne, Lausanne, Genève et Zürich ;
d) Des manifestations devant l'ambassade et les consulats de France ont lieu à Zürich, Berne et Genève ;
e) Le journal du Parti du Travail (PC) consacre trois articles à la dissolution et proteste.



Zürich: la LMR devant le consulat français

ESPAGNE

Les effets de la dissolution de la Ligue Communiste ont été moindres en Espagne que dans la plupart des pays européens pour des raisons très compréhensibles : la classe ouvrière espagnole trempée dans plus de trente ans de lutte dans la clandestinité est sans doute moins sensible à la répression qui frappe la Ligue Communiste, sans aucune mesure avec celle qui s'abat quotidiennement sur le prolétariat espagnol et son avant-garde. Cela explique que seuls les militants révolutionnaires internationalistes se soient mobilisés en riposte aux mesures du gouvernement français. A Madrid nos camarades de la LCR ont lancé des cocktails molotov contre la façade de l'ambassade de France et laissé des inscriptions à la peinture. Ils ont diffusé un tract à plusieurs milliers d'exemplaires. A Barcelone, ils ont fait une proposition de riposte unitaire de l'ensemble des organisations ouvrières et de ses organisations révolutionnaires ; mais l'aveuglement sectaire n'a pas permis de la réaliser. Nos camarades ont alors diffusé un tract de solidarité et attaqué deux succursales de la Banque française du Crédit lyonnais qu'ils ont couvertes d'inscriptions.

Compte rendu par la presse espagnole de l'action menée par la LCR contre l'ambassade de France à Madrid.

PEQUEÑO ATENTADO CONTRA LA EMBAJADA FRANCESA

MADRID, 7. (INFORMACIONES.) — El pasado jueves fueron lanzados dos «cócteles Molotov», de pequeña potencia, contra la puerta de la residencia del embajador de Francia en Madrid. El incidente (calificado de «mínimo» por un funcionario de la legación francesa) es presumiblemente obra de la Liga Comunista Revolucionaria, homónima española de la Liga Comunista francesa, dirigida por Alain Krivine, que acaba de ser disuelta por el Gobierno francés, junto con el movimiento fascista Orden Nuevo. Como es sabido, el señor Krivine se encuentra detenido a disposición judicial.

La Liga Comunista es un movimiento trotskista con amplias ramificaciones internacionales, que alcanzan hasta el E. R. P. (Ejército Revolucionario del Pueblo) argentino.

Jeudi dernier, deux cocktails molotov de faible puissance ont été lancés contre la porte de la résidence de l'ambassadeur de France à Madrid. L'incident (qualifié de mineur par un fonctionnaire de la délégation française) est l'œuvre présumée de la Liga Comunista Revolucionaria, homologue espagnole de la Ligue Communiste française, dirigée par Alain Krivine, qui vient d'être dissoute par le gouvernement français, en même temps que le mouvement fasciste Ordre Nouveau.

(Informaciones).

Lettre du BP de la Ligue Communiste Révolutionnaire d'Espagne aux militants et sympathisants de la Ligue Communiste.

Chers camarades,

Nous avons appris par la presse le décret du gouvernement français ordonnant votre dissolution, ainsi que l'arrestation d'Alain Krivine et d'autres camarades. Aucune fausse symétrie avec les nervis fascistes – que votre valeureuse intervention systématique prive de toute possibilité de devenir une force réelle – ne pourra cacher qu'il s'agit non seulement d'un coup porté au développement de l'organisation trotskyste en France, de son intervention croissante et de son influence grandissante dans les luttes de travailleurs et les mobilisations de la jeunesse – comme l'a démontré la réunion nationale des groupes taupes ou le mouvement lycéen du printemps dernier –, mais aussi d'une attaque contre l'ensemble des révolutionnaires européens, contre la croissance spectaculaire des sections de la Quatrième Internationale en Europe à laquelle vous avez tant contribué par votre activité. C'est à ce titre, celui de combattants de la révolution socialiste, celui de membres de la Quatrième Internationale, que nous qui connaissons depuis notre fondation les dures conditions de la lutte dans la clandestinité la plus complète, nous nous sentons frappés également et

nous voulons vous faire parvenir ce message de soutien, de solidarité au nom des trotskystes, des révolutionnaires, des ouvriers et des étudiants qui combattent contre la dictature franquiste.
En cette heure difficile, nous ne pouvons que nous rappeler le soutien que depuis toujours vous avez prêté à la lutte révolutionnaire en Espagne, la magnifique campagne que vous avez développée contre les conseils de guerre de Burgos en 1970, la défense de nos camarades de l'ETA(VI) contre la répression combinée de Franco et du gouvernement Pompidou, la lutte contre la circulaire Fontanet et en défense des travailleurs émigrés, ainsi que votre aide constante à l'activité des trotskystes espagnols, au développement de la LCR. Nous savons bien que c'est là notre principe de conduite dans la lutte qui se développe à l'échelle mondiale contre le capitalisme, l'impérialisme et la bureaucratie stalinienne, de n'épargner aucun effort pour atteindre notre objectif commun : la république mondiale des conseils ouvriers. Mais l'heure n'est pas aux grandes déclarations : il nous faut accomplir notre devoir internationaliste en engageant dans notre pays une lutte résolue contre cette mesure arbitraire du gouvernement français. Vous pouvez être certain que dans cette lutte les prolétaires français et espagnols seront également au coude à coude, unis dans la même tranchée.
Hasta la victoria, siempre !
Vive la Ligue Communiste !
Vive la Quatrième Internationale !
Salutations communistes fraternelles

Le B.P. de la LCR
organisation sympathisante
de la IVème Internationale)
30 juin 73.

LETTRE DU BP DE LA LCR AU BP DE LA LIGUE COMMUNISTE.

Halte à la répression contre les révolutionnaires français ! Vive la LC !

Sur la proposition du sinistre personnage Raymond Marcellin, ministre de l'Intérieur, le gouvernement français a dissout la LC (SFOI). La raison invoquée par le conseil des ministres pour lancer cette attaque contre l'avant-garde révolutionnaire est la manifestation qui a eu lieu à Paris le 21 juin au cours de laquelle furent blessés 71 policiers. Par ailleurs, la bourgeoisie essaie de semer la confusion en dissolvant au même moment le groupe fasciste ON. En effet nos camarades français se sont trouvés à la tête de la riposte massive au meeting fasciste célébré dans la salle de la Mutualité par ON et protégé par des milliers de policiers. Ce meeting n'était rien d'autre qu'une tribune d'où la pègre de la bourgeoisie française prétendait lancer une attaque brutale contre les milliers de travailleurs immigrés nord-africains, italiens, portugais, espagnols, etc, qui sont entrés en lutte contre les discriminations, la surexploitation et les dures conditions de vie auxquelles ils sont soumis par le gouvernement Pompidou. Sur le mot d'ordre « meeting raciste, meeting interdit », les militants de la LC ont impulsé la manifestation antifasciste en organisant efficacement et courageusement sa défense face à la gigantesque concentration policière. Le premier ministre Pierre Messmer a déclaré au sujet de ces affrontements : « Il est intolérable que des manifestations violentes conduisent en une nuit à ce que soient blessés des dizaines de représentants de l'ordre et pas un seul manifestant ». Mais ce n'est pas seulement la capacité des piquets d'autodéfense organisés par les révolutionnaires qui préoccupe le gouvernement capitaliste ni les mobilisations dans la rue le 21 qui ont décidé la bourgeoisie française à mettre en marche la grave agression contre l'avant-garde révolutionnaire et l'ensemble du mouvement ouvrier que signifie la dissolution de la LC. Si la bourgeoisie n'a pas hésité à mettre à nu le véritable caractère de classe de sa « démocratie » c'est parce qu'elle est effrayée par le développement constant d'une organisation léniniste qui a acquis une influence puissante sur des milliers de jeunes ouvriers et étudiants et qui gagne chaque jour une audience grandissante dans de larges franges de militants des syndicats ouvriers et enseignants, de médecins et d'autres couches de la population.
Forgée sur les barricades de mai 68 la LC s'est affirmée au cours de ces années comme le pôle le plus important de la nouvelle gauche communiste non seulement en France mais sans doute à l'échelle de tout le continent européen. Les initiatives dans l'action de la LC ont récemment gagné de larges masses de jeunes ouvriers, apprentis et étudiants à la lutte contre la suppression des sursis, à l'incorporation décidée par la « loi Debré », en faisant entrer la lutte et l'agitation au sein des casernes, en impulsant avec ces manifestations une vaste campagne anti militariste qui a remis en cause la véritable fonction de l'armée, défenseur en armes du pouvoir bourgeois. Les militants de la LC se sont trouvés aux avants postes des luttes universitaires contre les mesures de sélection que voulait instaurer le ministère de l'Education. Nos camarades se sont battus avec courage aux côtés de militants d'autres tendances dans les luttes ouvrières de Renault, de la Saviem, de Peugeot, etc, engagées par des travailleurs immigrés. Le gouvernement français a sans doute des raisons sérieuses pour essayer de détruire la LC.
La classe ouvrière française a engagé la lutte de soutien à la LC par des initiatives et des meetings convoqués par ses partis et ses syndicats. Mais ce n'est pas seulement sa tâche de défendre les révolutionnaires. Un large mouvement de solidarité combative à l'échelle internationale doit être mis en marche ! Nous qui combattons la dictature franquiste, nous ne pouvons pas nous rappeler sans orgueil comment nos camarades français ont brandi à maintes reprises la bannière de l'internationalisme prolétarien en impulsant dans leur pays la solidarité avec les luttes de notre classe et de notre peuple : leur campagne contre les conseils de guerre de Burgos qui a fait descendre dans la rue des milliers de militants à Paris et dans d'autres villes, leur activité de dénonciation inlassable de la collaboration policière franco-pompidou et de défense des nationalistes basques, leurs initiatives de propagande et d'agitation contre les manœuvres militaires hispano-françaises réalisées au mois de mai dernier à Brest, etc...
Les révolutionnaires français doivent être défendus maintenant. La LCR unit son soutien militant à celui de toutes les sections de la O.I. contre l'arbitraire du gouvernement capitaliste français et appelle tous les combattants antifranquistes à faire leur ce combat solidaire.
Halte à la répression contre les révolutionnaires français !
Liberté pour Alain Krivine et ses camarades arrêtés !
A bas la collaboration policière Franco-Pompidou !
Vive la L.C. !

B.P. de la LCR
1 er juillet 1973.

Lettre du BP de la « Liga Comunista » (organisation sympathisante de la IVème Internationale) au BP de la Ligue Communiste.

(La « Liga Comunista » provient d'une scission dans la « Liga Comunista Revolucionaria » qui s'est produite en décembre 72. Elle se réclame également de la Quatrième Internationale).

Camarades,

Nous venons d'apprendre la dissolution de votre organisation. Nous considérons de notre devoir révolutionnaire de vous faire parvenir le témoignage de notre solidarité inconditionnelle contre cette attaque du pouvoir bourgeois.

Au delà de l'affrontement récent avec Ordre Nouveau et la police, ce que le gouvernement français a devant les yeux, c'est la puissante montée du prolétariat et du peuple français à partir de 1968, dont une des composantes est le développement de votre organisation. Les récentes mobilisations étudiantes et votre rôle dirigeant dans cette lutte sont la meilleure illustration de la signification des mesures répressives contre la Ligue Communiste. Et cela signifie que les mesures contiennent une menace plus large, qui ne vise pas seulement la Ligue, mais l'ensemble du mouvement ouvrier.

Cette mobilisation des masses est la meilleure base pour une lutte efficace contre le regain des bandes fascistes, et c'est la meilleure garantie des perspectives immenses ouvertes aux trotskystes dans leur marche vers les Etats-Unis Socialistes d'Europe ; une de ses pointes de lance est constituée par le prolétariat français qui bénéficie d'une telle tradition révolutionnaire. Nous espérons que le mouvement trotskyste français saura tisser des liens toujours plus forts avec les masses ; enveloppé alors par la combativité ouvrière et populaire, le marxisme révolutionnaire sera invincible malgré tous les coups de griffe de la réaction. *Jusqu'à la victoire finale !*

Dans l'immédiat, nous espérons que vous pourrez approfondir la dynamique visant à la défense unitaire de votre organisation de la part des secteurs les plus divers du mouvement ouvrier, et de notre côté nous essayerons d'impulser cette même dynamique dans notre pays.

Vive la section française de la IVème Internationale !

30 juin 1973.

AMERIQUE LATINE

ARGENTINE ●

Plusieurs bombes ont éclaté devant l'ambassade de France à Buenos-Aires. La Fraction Rouge du PRT a revendiqué cette action.

Le groupe « Tendencia Leninista » (organisation sympathisante de la IVème Internationale) a publié un numéro spécial de sa revue marxiste « Nancahuazu », intitulé : « Répression en Europe. Défendons la Ligue Communiste ». Plusieurs milliers d'exemplaires ont été diffusés en Amérique Latine pour soutenir la campagne de solidarité.

La Fraction Roja (Fraction Rouge) du PRT et de l'FRP transmet à tous les camarades de l'ex-Ligue Communiste (section française de la IVème Internationale) son salut fraternel et sa solidarité au moment où ils doivent affronter la répression bourgeoise (...) Nous avons réalisé une action de dénonciation de l'impérialisme français en solidarité avec la Ligue Communiste, sous la forme d'une attaque à la bombe incendiaire contre l'ambassade de France à Buenos-Aires, le 4 juillet (...)

Fraccion Roja del Partido Revolutionario de los Trabajadores (PRT)

Fraccion Roje del Ejercito del Pueblo (ERP)

Province de Buenos Aires, 24 juillet 1973.

Socialisme et Révoltion

Supplément Nº 5 - 15/7 (organe de la fraction bolchévique, sympathisante de la IVème Internationale)

Un article appelant les autres organisations révolutionnaire à démontrer leur solidarité à l'égard de la Ligue.

MEXIQUE ●

Bandera roja IV

ORGANO DEL GRUPO COMUNISTA INTERNACIONALISTA

Julio 73 — SUPLEMENTO 4

LA BURGUESIA FRANCESA



QUIERE "DISOLVER" LA LIGA COMUNISTA

RAMILLIN, ministro del Interior del gobierno de Pompidou (que fue funcionario del antiguo régimen pro-nazi de Vichy) ha puesto "fuera de la ley" a la Liga Comunista, sección francesa de la IV Internacional, encarcelando a Alain Krivine (candidato de la Liga a las elecciones presidenciales - de 1969, cuando obtuvo 300,000 votos) y a otros 12 dirigentes, allanando sus casas y el local central de la organización. El pretexto de esta agresión reaccionaria fueron los combates callejeros del 21 de junio, entre militantes revolucionarios y fuerzas represivas en los cuales quedaron heridos decenas de militantes y policías. Los policías habían sido enviados por Marcellin para proteger un mitin de la organización fascista "Orden nuevo".

"Orden Nuevo" tiene relaciones estrechas con los neo-fascistas del MSI italiano y con los neo-nazis del NPD alemán. Frecuentemente agrede a los militantes revolucionarios y recientemente han tratado de incendiar locales de la Liga Comunista y del Partido Comunista francés. Su mitin del 21 de junio en París tenía un carácter abiertamente racista, de protesta contra la emigración de trabajadores árabes y negros , condenados por esos discípulos de Hitler y Goebbels como miembros de "razas inferiores". La Liga Comunista exigió que ese mitin no fuera permitido por las autoridades, ya que constituía una infracción a la ley francesa que prohibe las manifestaciones públicas del racismo. Al mismo tiempo, sin tener confianza en las autoridades burguesas, la Liga se preparó pa-

pasa pág

5 juillet

L'ambassade de France à Mexico a été occupée par des militants de la section mexicaine de la IVème Internationale. Ils ont pu rester plus de deux heures dans les bâtiments.

L'occupation par un groupe d'étudiants de l'Université Autonome de Mexico, de l'Institut Polytechnique et de différents lycées, le 5 juillet, d'une annexe de l'ambassade de France à Mexico a eu une répercussion considérable dans la presse mexicaine. Les étudiants ont accusé les autorités françaises de complicité avec les fascistes et protesté contre les mesures répressives envers la Ligue Communiste. Par ailleurs, le Groupe Communiste Inter-

nationaliste, fraternel de la IVème Internationale, a publié un numéro spécial de son périodique « Bandera Roja » sur la dissolution de la Ligue.

VENEZUELA ●

La lettre suivante a été envoyée à l'ambassadeur de France à Caracas :
« Nous réclamons du gouvernement que vous représentez le respect des droits démocratiques d'association et de manifestation qui viennent d'être récemment violé en France lors de l'interdiction de la Ligue Communiste. Nous vous demandons de communiquer à votre gouvernement notre vif désir de voir cette organisation redevenir légale »

Signatures : Rafael Jose Nery, Recteur de l'Université centrale du Vénézuela
Frederico Alvarez, dirigeant du PCV
Alfredo Chacon, Freddo Munoz, Teodoro Petkoff, Carlos Arturo Pardo, Juvenito Pulgar, Antonio Jose Urbina, dirigeants nationaux du MAS
Daniel Flores, Jesus Sotillo, dirigeants étudiants
Domingo Alberto Rangel, candidat socialiste à la présidence de la République
Alfonso Ramirez, directeur de « Voz Marxista »
Al Primera, compositeur
Maza Zavala, professeur d'université
Felix Adam, doyen de faculté
José Vincente Rangel, candidat socialiste à la présidence de la République
Americo Martin, Simon Saez Merida, Lino Martinez, Moises Molevio, direction nationale du MIR.

En outre , un encart important signé de personnalités et de dirigeants de l'extrême gauche venezuelienne est paru dans le journal « El Nouvral » du 1 er août.

CANADA ●

La Ligue Socialiste Ouvrière – Ligue pour l'Action Socialiste (LSO/LSA), section canadienne de la IVème Internationale, a largement diffusé l'information concernant la dissolution de la Ligue Communiste. Elle a appelé à un rassemblement unitaire devant le consulat de France à Toronto le 29 juin. 100 militants participèrent à cette action, tandis que d'autres militants se rassemblaient à Montréal.

Le Comité Québécois contre la répression en France auquel participent la Ligue Socialiste Ouvrière, la Ligue des Jeunes Socialistes, le Groupe Marxiste Révolutionnaire, le Parti Communiste du Québec, a recueilli des centaines de signatures de l'Appel National du Comité contre la dissolution.

Un nombre important de signatures fut obtenu lors du Congrès fédéral du NPD (Parti Ouvrier Social-démocrate) et pendant la manifestation de protestation contre la dissolution le 29 juin à Toronto.

Le 5 septembre, un comité de défense des droits de la L.C. de France a été officiellement formé à Toronto ; une déclaration de ce comité a été massivement signée par des personnalités canadiennes.

Canadians protest



Eighty-five persons demonstrated outside the French consulate in Toronto on June 29 to protest the ban issued by the French government on the previous day against the Ligue Communiste, French section of the Fourth International.

The demonstration was addressed by representatives of the League for Socialist Action/ Ligue Socialiste Ouvriere, Canadian section of the Fourth International; the Young Socialists/ Ligue des Jeunes Socialistes, a sympathizing youth organization of the Fourth International; the Revolutionary Marxist Group; and the Labor Action Committee.

Dick Fidler, speaking for the LSA/ LSO expressed the solidarity of the Canadian section with its sister organization in France. "The LSA/ LSO," he said, "appeals to all organizations and individuals in Canada with an interest in defending the democratic rights of the workers organizations – the New Democratic Party, the trade unions, the other left organizations such as the Communist party, civil liberties organizations, women's liberation organizations — to protest the totalitarian decree of the French government."

APPEL POUR DEFENDRE LES DROITS DEMOCRATIQUES DE LA LIGUE COMMUNISTE

Les individus et les groupes suivants dénoncent l'interdiction de la Ligue Communiste par le Conseil des Ministres Français.
Nous considérons la dissolution de la Ligue Communiste comme une attaque sérieuse portée contre les droits démocratiques de toutes les organisations de gauche et du mouvement ouvrier, non seulement en France, mais à travers le monde. Pour cette raison, nous invitons toute organisation et individu au Québec intéressé(e) à défendre le droit de la Ligue Communiste d'exister à participer ou à envoyer des personnes à titre de délégué ou d'observateur à la réunion qui se tiendra à la CSN, 1015 Ste Catherine , vendredi, le 20 juillet à 20 h. Cette réunion aura comme but d'établir un comité le plus large possible, regroupant divers points de vues, uni sur la nécessité de défendre les droits démocratiques de la Ligue Communiste.
Henri François Gautrin (président - NPD Québec) ; Henri Gagnon (FTQ) ; Michel Chartrand (CSN) ; François Lalonde (Président – Front Etudiant Québécois) ; Ligue Socialiste Ouvrière ; Ligue des Jeunes Socialistes ; Groupe Marxiste Révolutionnaire.

Broad defense movement forms

French Trotskyists continue fight for legality

by JON ROTHSCHILD

Alain Krivine and Pierre Rousset, leaders of the dissolved Ligue Communiste, formerly the French section of the Fourth International, remain in jail. In many respects, the French Trotskyists have already frustrated the ban on them imposed by the Pompidou government in the wake of an antifascist demonstration in Paris June 21 that erupted violently when police served as goon-squads for the outnumbered fascists.

The weekly newspaper Rouge, formerly the Ligue's official journal, continues to appear regularly and on schedule; persons selling it have not been interfered with except in a few isolated cases. The offices of the Societe Internationale d'Editions (International Publishers), in whose premises the Ligue's headquarters was located, remain open, and the latest issue of Rouge lists on the masthead its old address, 10 Impasse Guemenee, Paris IV, an address it could not use only one week previously.

But the government appears determined to keep Krivine and Rousset in jail. On July 10 Judge Alain Bernard ruled in favor of a motion to grant Krivine provisional release, but the state prosecutor immediately appealed that decision. There is no immediate prospect for winning Rousset's release.

The broad movement of solidarity with the Ligue in France quickly took up the issue of the government prosecutor's appeal. Organizations like the Communist party and the Socialist party, which had already

Defense committee



PIERRE ROUSSET, left, and Alain Krivine imprisoned by Pompidou for their political ideas. International protests can free two revolutionists.

come to the Ligue's support, protested the regime's appeal and reiterated their demands that Krivine and Rousset be turned loose.

On July 10 Raymond Marcellin, the profascist minister of the interior who proposed the ban on the Ligue and is widely regarded as having set up the police to sustain many injuries on June 21 in order to use the incidents as an excuse for a witch-hunt, gave an interview to the Paris daily France-Soir. The aim of the interview was obvious enough. Marcellin felt obliged to defend himself against the nearly universal and thoroughly justified contempt that has come his way since the June 21 events. But more than that, he was trying to put pressure on the **chambre d'accusation**, the body that will rule on the government's appeal of Judge Bernard's decision.

members of the Ligue have publicly charged that they observed the very same truck delivering arms to the Mutualiste during the day on June 21 right under the eyes of Marcellin's police. And while Marcellin may insist that no Ordre Nouveau member "appeared to be armed" during the march to the headquarters, it must be said that his powers of observation fall short of those of the entire Parisian press — even the conservative press — which universally noticed the iron bars and helmets of the Ordre Nouveau contingent.

Marcellin also presented his explanation of why he opposed banning the Ordre Nouveau meeting in the first place — a controversial point, since many organizations (the police union included) have stated that the meeting should have been prohibited best, in which Krivine urged radicals to enter the armed forces (which is compulsory for males in France) so as to learn how to use arms "and make Molotov cocktails."

This answer alone constituted a clear attempt by Marcellin to put pressure on the courts to hold Krivine in jail indefinitely. In case anyone failed to get the point, the following exchange was added on:

"Q. How can this violence be ended?

"A. By banning all violent groups and by imprisoning their leaders on the basis of the sections of the penal code relating to internal state security. The more we recoil from taking these legal measures, the more disorder threatens to spread, for those who spread it become emboldened. Public peace therefore demands that the law be firmly applied whenever necessary.

"Q. Isn't there a danger of inferring from this that it doesn't matter what democratic organization is threatened with dissolution?

"A. This idea is false from any point of view. Krivine's organization is not democratic and misses no opportunity to proclaim that power grows not from elections but from the street.

"Q. You have been accused of seeing plots everywhere.

"A. Purely an invention. Show me even a particle of proof of this. There is none. This legend was born five years ago when in a speech to the parliament and in a book published later that included the speech, I explained the international connections of the leftists."

Krivine's lawyer, Yves Jouffa, he was trying to set up a damaging image of Krivine at the exact moment that an appeal of a motion for Krivine's provisional release was pending. And the minister of the interior's intent in that respect cannot be denied, despite his dull-witted equating of violence with extraparliamentary action and his equally dull-witted, though perhaps more colorful, failure to acknowledge the connection between a baroque speech about international leftism with seeing plots everywhere.

But the idiocy of some of Marcellin's remarks should not divert attention from the fact that they reflect an important process. They represent a counterpropaganda campaign on the part of that wing of the French bourgeoisie that favors attempting to roll back the broad support the Ligue has gotten rather than retreat before it. There have been a number of indications that such a division does in fact exist in the French ruling class. In the July 6 issue of the British magazine New Statesman David Leitch wrote:

"He (Marcellin) wanted Krivine arrested, and Pompidou supported him (the President of the Republic owes Marcellin some debts . . .). Jean Taittinger, the Minister of Justice and champagne millionaire, has no such links with Pompidou. But he has some horse sense. And he suspected the decision would lead to trouble.

"It has."

That it has led to trouble is in itself a surprise to the regime. But the Marcellin interview and the fact that Krivine and Rousset remain in jail indicate that while the government's

INDE ●

(...) La Ligue Communiste, section indienne de la IVème Internationale, condamne avec la plus grande indignation la mesure anti-démocratique prise par le gouvernement français. Elle demande à ses militants dans les différents Etats de l'Union Indienne de protester contre cette mesure en organisant des meetings unitaires avec les partis de gauche et démocratiques et les organisations étudiantes.

Faisons savoir au régime Pompidou que les actions arbitraires de sa police politique soulèvent une réprobation internationale :

– abrogation du décret de dissolution de la LC

– mettons en pratique le mot d'ordre de la classe ouvrière internationale : « Une attaque à l'un de nous est une attaque à tous ».

Secrétaire Général
M.Desai.

BENGALE ●

RESOLUTION CONDAMNANT LE REGIME POMPIDOU.

Le comité du Bengale Occidental de la Ligue Communiste, section indienne de la IVème Internationale condamne vigoureusement... l'attitude scandaleuse du régime capitaliste français dirigé par le gouvernement Pompidou qui impose ses mesures répressives et la dissolution de la Ligue Communiste Section Française de la IVème Internationale.

Si la classe capitaliste impérialiste du monde pense comme le pense cette classe en Inde dirigée par Indira Gandhi qu'elle peut stopper la marche historique vers la révolution socialiste par des mesures répressives de ce type, elle se trompe totalement. Nous les révolutionnaires du monde ne citons pas seulement la phrase de Marx « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous », nous lui donnons un contenu concret en nous solidarisant totalement avec les partis révolutionnaires de la classe ouvrière du monde entier et notamment de France.

Les masses exploitées de l'Inde expriment leur solidarité la plus profonde avec la Ligue Communiste au même moment, les masses travailleuses de l'Inde dénoncent et stigmatisent le gouvernement français pour sa politique répressive qui se cache derrière une propagande prétentieuse visant à faire apparaitre à l'extérieur de la France le régime français comme un champion de la démocratie.

La Ligue Communiste de l'Inde (Comité du Bengale Ouest) exige du gouvernement français le retrait immédiat de l'interdiction de la Ligue Communiste.

En Inde, des représentants du Parti Socialiste, du Parti Socialiste Révolutionnaire (RSP), de l'Association pour la défense des libertés démocratiques, de la Ligue Communiste (section indienne de la IVème Internationale), du Parti Communiste Révolutionnaire (RCP), du Mind Mazdoor Sabha (HMS), du Parti Bolchevique, du Front de la Jeunesse Progressiste (PYF) ont publié une déclaration commune pour affirmer leur solidarité avec la Ligue Communiste.

Ils « dénoncent la protection dont Ordre Nouveau a bénéficié de la part de la police ». Pour eux, l'attitude du gouvernement français est une « attaque contre les liber-

tés démocratiques » qui montre bien que « la lutte de classes devient plus vive » et que le « pouvoir a peur du développement de l'opposition ».

JAPON ●

ZENSHIN
NC-JRCL

NATIONAL COMMITTEE OF
JAPAN REVOLUTIONARY COMMUNIST LEAGUE
2-62-9 Higashi-ikebukuro, Toshima-ku, Tokyo.
Tel. 984-8651 Cables : ZENSHINSYA TOKYO

Au Japon, samedi 30 juin, l'ambassade de France a été occupée par les militants de la section japonaise de la IVème Internationale.

Après l'action de la section japonaise contre l'ambassade de France à Tokyo, le télégramme suivant a été envoyé à Ernest Mandel :
« Exprimons de tout cœur solidarité avec section française de la IVème. Face à la répression gouvernementale, souhaitons longue vie à la section française. Avons fait action de protestation contre ambassade »
Section japonaise.

Suite à l'occupation des locaux de l'ambassade de France, 12 camarades furent arrêtés. Après 21 jours d'emprisonnement 9 d'entre eux furent relâchés. Mais trois moisissent encore en prison. Parmi eux le camarade Shinagawa, membre du Bureau Politique de la section japonaise. La campagne contre la dissolution de la Ligue Communiste et pour la libération de ces trois militants internationalistes courageux se poursuit. De nombreux meetings ont lieu dans l'ensemble du pays.

Pierre Rousset a reçu a la Santé un télégramme : « Meeting international contre la guerre – Tokyo – 5 août – Comité Vietnam Indochine Solidarité assurent solidarité avec Pierre Rousset. Notre combat continue. Victoire pour les peuples d'Indochine ».

Déclaration sur la dissolution de la Ligue Communiste

Nous accusons catégoriquement le gouvernement français de dissoudre la Ligue Communiste par le moyen violent et brutal. Nous dénonçons la tentative de l'impérialisme français en crise de liquider les forces révolutionnaires en appliquant la loi réactionnaire, pour garder la violence d'Etat, c'est-à dire la violence privée de la bourgeoisie et sa dictature anti-populaire.
Cette attaque montre la peur du pouvoir d'Etat vis-à-vis de la montée de la lutte de classe et en même temps ça signifie un défi ouvert de la classe dirigeante contre la classe ouvrière et les forces révolutionnaires, par une mesure préventive contre-révolutionnaire.
Souvenons nous que la répression d'Etat ne peut jamais éliminer les forces révolutionnaires et la révolution elle-même. Il est clair que la dissolution des organisations révolutionnaires en 1968 n'a eu qu'un résultat, le printemps chaud en 1973. D'ailleurs l'application de la loi contre l'activité subversive de la Ligue Communiste Révolutionnaire du Japon (Zenshin) en avril 1969 et en novembre 1971 a apporté à l'évolution de la lutte de classe au Japon un caractère plus acharné et violent et la consolidation des organisations et forces révolutionnaires, qui a été montré dans la grève des cheminots durant trois mois cette année.
Nous soutenons votre lutte contre l'impérialisme français et la bande fasciste et raciste. Nous considérons sérieusement le fait que l'attaque d'Ordre Noùveau se dirige contre la lutte des travailleurs immigrés chez Renault, et partout en France et qu'il est fortement protégé par la police. Nous affirmons notre solidarité avec les ouvriers français et immigrés qui luttent contre la discrimination raciale de l'impérialisme. Au cours de l'intensification de l'agression de l'impérialisme japonais en Asie, nous luttons contre l'assaut des racistes droitiers aux Coréens qui habitent au Japon.
En renforçant notre lutte armée contre l'impérialisme japonais par la confrontation double vis-à-vis de la police et du Kakumaru, groupe contre-révolutionnaire civil, nous soulignons le caractère commun de notre lutte contre l'agression expansionniste, chauviniste et raciste des impérialismes japonais et français aussi contre des éléments contre-révolutionnaires. Répétons-nous le mot d'ordre léniniste : « Transformer la guerre impérialiste en guerre civile » !
Contre la dissolution de la Ligue Communiste
Contre la répression d'Etat aux forces révolutionnaires !
Vive la solidarité internationale !
Vive la révolution mondiale contre l'impérialisme et le stalinisme !

Ligue Communiste Révolutionnaire
du Japon (ZENSHIN)
30 juin 1973.



CEYLAN ●

Le Lanka Samaja Party (Revolutionary) section ceylanaise de la Quatrième Internationale a déposé en juillet à l'ambassade de France, un texte contre la dissolution de la Ligue Communiste

Extrait du CEYLON DAILY NEWS, un extrait du texte de protestation du LSSP contre la dissolution de la Ligue.

« Le LSSP (R), section ceylanaise de la IVème Internationale, proteste vigoureusement contre le décret de dissolution de la Ligue Communiste, section française de la IVème Internationale, par le conseil des ministres du 28 juin, et contre l'invasion de son local par la police sans mandat de perquisition, et contre l'emprisonnement d'Alain Krivine et Pierre Rousset. »
« Le LSSP (R) considère cet acte du gouvernement français et de la police française contre la section française de la IVème Internationale comme une attaque contre la liberté politique du peuple français de s'organiser au sein d'un parti politique dirigé par des marxistes révolutionnaires, qui s'est placé à la tête des luttes de classe en France et du mouvement fondé par Léon Trotsky pour le développement de la révolution socialiste à travers le monde... »

Les camarades ceylanais ont recueilli des centaines de signatures contre la dissolution de la Ligue et pour la libération de Rousset, incluant de nombreux responsables syndicaux.
En juillet, près de 220 personnes assistaient à un meeting pour la défense de la Ligue à Colombo, avec Bala Tampoe, secrétaire du LSSP (R)



ILE MAURICE ●

Nous avons reçu un message de soutien et de protestation contre la dissolution de la Ligue Communiste du Parti Progressiste du Peuple.

KAMERUN ●

(Union des Populations du Kamerun)

Lettre de l'UPC

Nous publions une lettre du Comité Révolutionnaire de l'UPC (Union des populations du Kamerun) adressée aux militants de l'ex-Ligue Communiste. L'ex-Ligue Communiste avait proclamé sa solidarité aux militants de l'UPC réprimés et pourchassés par l'impérialisme sans négliger le débat fraternel rendu nécessaire par certaines divergences politiques. Les lettres de l'UPC constituent une preuve décisive de son attachement à l'internationalisme prolétarien et de ses préoccupations pour le développement du mouvement révolutionnaire international. S'extraire d'une vision nationalo-centriste est un acte décisif pour faire progresser la révolution en Afrique. Sans aucun doute le Comité Révolutionnaire de l'UPC œuvre dans ce sens

C.G.

le 12 juillet 1973.

Chers amis,

C'est avec une réelle et profonde indignation que le Comité Révolutionnaire de l'UPC a appris que le Conseil des Ministres du gouvernement Pompidou venait de dissoudre la Ligue Communiste
Notre attention a été attirée sur les tendances profondes du régime Pompidou à l'occasion de l'odieux assassinats du Président Ernest OUANDIE, assassinat dont l'impérialisme français fut le maître d'œuvre et au lendemain duquel Pompidou vint impudemment crier « Vive Ahidjo » à Yaoundé. C'est dire que l'évolution de ce régime vers des formes « musclées » ne nous surprend guère.
Il est tout à l'honneur de la Ligue Communiste de n'avoir pas hésité à mettre son existence en jeu pour barrer la route aux menées fascistes en France.
Dissoute alors et parce qu'elle prenait fermement la défense des travailleurs immigrés, contre la montée de la xénophobie et du racisme dont s'accomode de plus en plus le césarisme pompidolien, la Ligue Communiste, par ce fait même, a donné une nouvelle preuve éclatante de son internationalisme conséquent.
Notre parti tient donc à vous faire connaître son entière solidarité et vous prie de transmettre aux dirigeants et autres membres de l'ex-Ligue actuellement détenus l'expression renouvelée de la sympathie des militants révolutionnaires Kamerunais.
Le Comité Révolutionnaire de l'UPC est convaincu que la mesure de dissolution de la Ligue Communiste ne paralysera nullement les énergies de ses militants qui sauront certainement trouver les formes et moyens d'expression de leur présence toujours plus active dans les luttes des travailleurs en France et aux côtés de révolutionnaires du monde entier.

Salutations militantes internationaliste
Pour le Comité Révolutionnaire de l'UPC
WOUNGLY-MASSAGA
Membre du CR

L'Union Nationale des Etudiants Kamerunais nous a également adressé un message disant notamment :

« Notre récente collaboration nous a permis d'apprécier comme il se doit votre attachement au bien fondé de la lutte internationale contre l'ennemi commun : l'impérialisme sous toutes ses formes.
... Un sigle n'est rien. Ce qui importe, ce qui est essentiel, c'est son contenu.
Dans la prochaine phase de votre combat, vous pouvez compter sur la solidarité militante des étudiants Kamerunais regroupés au sein de leur organisation : l'Union Nationale des Etudiants du Kamerun (UNEK)
Veuillez croire, chers amis, à notre solidarité militante.

ANTILLES ●

Nos camarades antillais du Groupe Révolution Socialiste ont riposté dès l'annonce de la mise à sac du local de la Ligue Communiste, l'arrestation de Rousset et Krivine et l'interdiction de la Ligue Communiste.
A Fort-de France, le 3 juillet, ils ont organisé rapidement un meeting qui réunit 120 participants et fait une

libération

antilles-guyane

EDITION DU GROUPE REVOLUTION SOCIALISTE

EMIGRATION

« REVOLUTION SOCIALISTE OU CARICATURE DE REVOLUTION » « CHE »

MENSUEL DU GROUPE REVOLUTION SOCIALISTE N° 8 JUIN-JUILLET 1973 PRIX 1 F

éditorial

Abrogation du décret de dissolution de la Ligue Communiste

Le véritable responsable des violents affrontements du jeudi 21 juin à Paris, c'est Marcellin, le ministre de l'Intérieur de Pompidou. C'est lui qui a autorisé et fait protéger par des milliers de policiers un meeting ouvertement raciste organisé par les fascistes d'Ordre Nouveau. Il suffit de consulter le dernier numéro de *Pour un Ordre Nouveau* consacré à «l'immigration sauvage » et de le raplacer dans le contexte précis des ratonnades contre les travailleurs immigrés comme à Grasse, des agressions

LIBEREZ NOS CAMARADES ALAIN KRIVINE ET PIERRE ROUSSET !

CESSEZ TOUTES LES POURSUITES CONTRE LES ANTI-FASCISTES !

INCULPEZ LES RESPONSABLES DU MEETING FASCISTE !

INCULPEZ LES RESPONSABLES DU MEETING FASCISTE !

DISSOLUTION DE TOUS LES GROUPES FASCISTES !

ABROGATION DE LA LOI ANTI-CASSEUR !

première collecte qui rapporta 300 Frs. Avant de clore le meeting, le GRS réaffirmait sa volonté d'une action unitaire de protestation (lettres expédiées aux partis et aux organisations démocratiques).

Les premiers résultats ne se sont pas fait attendre. Le journal « Le Progressiste » dont le directeur est Aimé Cesaire, député de la Martinique (par ailleurs signataire de l'appel à la constitution d'un Comité pour l'abrogation du décret de dissolution) a fait une vigoureuse protestation. Nos camarades de nous ont pas encore fait savoir quelle a été la réaction du Parti Communiste Martiniquais. Mais une chose est certaine, le soutien ne fait que commencer. Nul doute qu'après la campagne Courbain, les dénonciations de la fraudes dans les DOM au cours de l'émission « A Armes Egales », le soutien apporté à la lutte des marxistes révolutionnaires antillais par Krivine lors du meeting du 10 janvier à la Martinique, cette nouvelle campagne internationaliste trouvera un gros écho aux Antilles.

LIBAN

Le Groupe Communiste Révolutionnaire Libanais a distribué un tract de protestation dès le lendemain de la dissolution dont nous extrayons ce passage :

« La décision du gouvernement français de dissoudre la Ligue Communiste après avoir autorisé la tenue du meeting raciste anti-arabe et antisémite et consacré ses forces à le protéger, est une preuve du fait que ce gouvernement – s'il sourit aux capitaux arabes et aux puits de pétrole – n'hésite pas à montrer ses crocs ouvertement face aux ouvriers arabes et à leurs protecteurs (...)

A bas le décret de dissolution de la Ligue Communiste ! Solidarisons-nous avec ceux qui n'ont pas hésité à se solidariser avec nos frères ouvriers ! »

NOUVELLE CALEDONIE

Groupes des « Foulards Rouges » de Nouvelle Calédonie au journal Rouge.

Nouméa le 14 août 1973

Nous protestons avec force contre la dissolution de la Ligue Communiste. Nous protestons contre la répression qui s'abat sur les révolutionnaires français et l'augmentation des effectifs militaires dans les Départements et Territoires d'Outre-mer.

Conscients de la fascisation progressive de l'Etat français et de l'importance du combat que vous menez, nous Foulards Rouges, vous apportons notre solidarité la plus révolutionnaire.

Canaquement votre.

Nidaiche Naisselire
pour les « Foulards Rouges »
Malo Harper
pour le Réveil Canaque.

LETTRE DES 6 DE St QUENTIN

21 août 1971 : George Jackson, l'un des frères de Soledad est assassiné par les gardes. Officiellement, il aurait tenté de s'évader. Très rapidement, il sera prouvé qu'il a été abattu froidement pour avoir mené les luttes contre le régime pénitenciaire américain, celui de St Quentin en particulier, pour son aide à Angela Davis, pour son attitude exemplaire dans des conditions invraisemblables.

Après ce meurtre, l'atmosphère dans le pénitencier va devenir intenable avec des menaces de mort quotidienne à l'encontre des prisonniers.

Les six de St Quentin (Fleeta Drumgo est l'un des frères de Soledad) sont six détenus, décidés à continuer, coûte que coûte le combat de Jackson. On mesure le courage de ces militants en butte aux brimades constantes de l'administration, tentant par tous les moyens de briser l'isolement que le pouvoir d'Etat tente d'intensifier chaque jour depuis août 71.

LETTRE DE SOLIDARITE DES 6 PRISONNIERS DE ST QUENTIN AVEC LES CAMARADES FRANÇAIS DE LA LIGUE COMMUNISTE.

Nous frères emprisonnés, vous saluons de derrière les murs de notre prison ici, en Amérique fasciste.

Nous, les « 6 de St Quentin, » apportons notre aide à la lutte des prisonniers ici dans notre milieu politique. La désignation des « 6 de St Quentin » est un terme qui est devenu à la fois politique et légal après le 21 Août 71, comme le résultat du soulèvement à la prison de St Quentin quand le prisonnier révolutionnaire GeorgesJackson fut assassiné par les forces de l'Etat. 6 prisonniers noirs et de couleur sont passés en proces et ont subi une répression politique qui dure encore aujourd'hui. En apprenant votre propre persécution, injustice et état, nous, les « 6 » répondons avec des mots sincères. Nous sommes unis avec vous dans une fraternité internationale....

Nous ne nous adressons pas à des connards tels que votre Pompidou, mais vous parlons à vous, camarades révolutionnaires, en lutte et vous envoyons pour tout ce mal, notre soutien total et notre force morale contre votre oppresseur et le nôtre, qui en fait est le même.

Chers amis, camarades, révolutionnaires, communistes, ouvriers, dirigeants et personnes emprisonnées dans le monde nous vous saluons embrassons et aimons.

Et pour reprendre les vers de Pablo Neruda :

« Je ne suis pas ici pour pleurer lorsqu'ils tombent

Je viens pour vous parler à vous qui êtes encore vivants

Je vous dédie ces vers, et à moi-même... »

Résistez ! Unis nous vaincrons !

Les 6 de St Quentin (Johnny Larry Spain, Luis Talamantez, David Johnson, Willie Tate, Hugo Pinell, Fleeta Drumgo)















REVOLUTION!

L'HUMANITE rouge

la cause du peuple

l'internationale

action

tribune socialiste

rouge

libération antilles-guyane

lutte ouvrière

A BAS LA DISSOLUTION DE LA LIGUE COMMUNISTE!

APPEL

LE RACISME EST L'ARME DES PATRONS !







LES EDITIONS MASPERO :



LE LIVRE

comme arme politique

BROCHURE A DIFFUSER LARGEMENT :

...Commandes à : « L'association des amis des éditions Maspero »,
49 rue Gay-Lussac, 75005
Paris

2 Francs 50 — CCP : La Source 33-860-40

VINCENNES SERA-T-ELLE FINALEMENT LA CAUSE MAJEURE DE LA LIQUIDATION DE MASPERO ET DE LA FERMETURE DE PLUSIEURS LIBRAIRIES REVOLUTIONNAIRES ?

En effet, c'est à Vincennes qu'est écoulée la majeure partie des livres volés chez Maspéro (« La joie de lire ») et dans plusieurs librairies d'extrême-gauche telles que la Commune, Parallèle, Gît-le-Cœur, Norman-Béthunes, etc.

Ces petites librairies sont sur le point de fermer et l'on sait que de très graves difficultés financières menacent l'existence des éditions Maspéro.

Si ces librairies et éditions révolutionnaires disparaissent (ce qui serait une belle victoire pour le pouvoir et les fascistes), ce ne sera pas seulement en raison des procès intentés par Marcellin et des amendes infligées, mais aussi et surtout à cause des vols.

Ces vols ont pris, depuis plusieurs mois, une ampleur démesurée : leur montant s'est élevé à plus de 50 millions d'AF l'an passé chez Maspéro et pour 1973 ils seront au total encore plus lourds. C'est dire qu'en *une seule année, le montant des vols est triple ou quadruple du montant total des amendes infligées depuis 10 ans à Maspero.*

Il ne s'agit plus seulement des petits « piqueurs » qui prennent sans payer le livre qu'ils ont besoin de lire, mais d'un *véritable rackett bien organisé* :

Un petit nombre de caïds, qui n'agissent pas directement, contrôlent des revendeurs et font agir ceux qui volent les livres, en leur fournissant des listes de commande. Les livres sont de moins en moins dérobés subrepticement : des groupes organisés occupent une partie des librairies, remplissant des sacs et des valises et ils n'hésitent pas à molester les membres du personnel qui cherchent à s'interposer. Dans les dernières semaines, plusieurs jeunes femmes employées chez Maspéro ont été menacées en sortant de leur travail, quelques unes ont été attaquées car elles avaient repéré certains voleurs. Récemment, un militant travaillant à la librairie Maspéro a été traîné dehors par l'un de ces groupes et roué de coups, on lui a cassé le poignet. Les formes que prend ce rackett sont encore plus violentes dans les petites librairies où les descentes des voleurs alternent avec celles des fascistes.

Ces librairies révolutionnaires refusent de se placer sous la « protection » de la police. Dans ces conditions pénibles qui s'aggravent de semaines en semaines (et qui vont empirer dans la période des ventes de fin d'année), LES TRAVAILLEURS DE CES LIBRAIRIES DEMANDENT NOTRE SOUTIEN.

La fable du « capitaliste-Maspéro-qui-fait-du-fric-en-vendant-des-livres-révolutionnaires » a été habilement lancée et propagée par ceux qui veulent étouffer un des rares éditeurs révolutionnaires et provoquer la fermeture des librairies d'avant-garde. Comme l'actuel arsenal de la légalité bourgeoise ne suffit pas à atteindre ce but, les petits piqueurs qui ne se posent pas trop de questions et surtout le rackett systématique sont les moyens utilisés par le fascisme et le pouvoir.

POUR EMPECHER LE RACKETT DONT PROFITENT LE FASCISME ET LE POUVOIR

Des mesures doivent être prises dans ces librairies, mais ceci est surtout l'affaire de leur personnel. Pour ce qui est de Vincennes et d'ailleurs aussi de quelques autres facs, les travailleurs de ces librairies quelles que soient leur appartenance politique demandent que nous nous efforcions de freiner la revente des livres volés.

Certes, il est probable que tous les livres mis en vente à Vincennes ne sont pas des livres volés chez Maspéro et dans d'autres librairies révolutionnaires. Il est même possible, ne serait-ce que pour fournir un alibi, qu'une petite proportion de ces livres résulte de transactions normales. Il est probable que tous ceux qui vendent des livres à Vincennes ne sont pas en rapport direct avec les organisateurs du rackett. Par ailleurs, il est normal que l'on achète à Vincennes les livres dont on a besoin, surtout lorsqu'ils sont offerts avec d'importantes réductions et si l'on ne se pose pas trop de questions quant à l'origine de ces bouquins.

MAIS CES PRATIQUES FONT LE JEU DES FASCISTES ET DU POUVOIR QUI POURRONT LIQUIDER MASPERO ET LES LIBRAIRIES REVOLUTIONNAIRES SOUS COUVERT DE FAILLITTE.

IL IMPORTE DONC DE REFUSER CES PRATIQUES ET DE CESSER D'ETRE LES COMPLICES INCONSCIENTS DES FASCISTES ET DU POUVOIR. IL NE FAUT PLUS ACHETER LES LIVRES VOLES.

COMMENT REPERER LES LIVRES VOLES ?

– La marque la plus évidente, pour les livres volés chez Maspéro est la présence à *la dernière page d'un seul tampon JL* (« Joie de lire »), les livres qui sont normalement passés par la caisse portent *deux* tampons JL.

– Les livres dont les *dernières pages ont été arrachées* ou ceux dont la dernière page est *coupée en biais* pour faire disparaître le tampon, sont indiscutablement des livres qui ont été volés.



THEORETICAL JOURNAL OF THE INTERNATIONAL MARXIST GROUP~BRITISH SECTION OF THE FOURTH INTERNATIONAL

INTERNATIONAL

VOLUME 2 NUMBER 2 SUMMER 1973 30P

Fourth International Theses:

Revolutionary Perspectives in Britain

TEXT OF ADVERTISEMENT FOR INTERNATIONAL

INTERNATIONAL, theoretical journal of the International Marxist Group (British Section of the Fourth International) is now appearing quarterly, in A 4 for mat, under the editorship of Quintin Hoare.

The current issue (November 1973) contains Theses by the United Secretariat of the FI on the social crisis in Britain and the tasks of revolutionaries in Britain, documents of the USFI and of the Chilean Trotskyists relating to the recent military coup, and an article on the Soviet Union by Trotsky which has been out of print in English since the 1920s.

Subscription rates are as follows

single copies	*40p surface* *75p airmail*
four issues	*L 2-00 surface* *L 3-50 airmail*
Special Introductory Subscription : Two Issues	*60 p surface* *L 1-20 airmail*

All subscriptions should be sent, cash with oder, to :
INTERNATIONAL, 182 Pentonville Road, London N 1, England.

PUBLICATIONS EN LANGUES ETRANGERES

Internationale Pressekorrespondenz der IV. Internationale



Inprekorr 2 Mark

UdSSR • POLEN • ČSSR • CHILE • ARGENTINIEN • ANGOLA/MOÇAMBIQUE
FRANKREICH • BELGIEN • SPANIEN • INDOCHINA

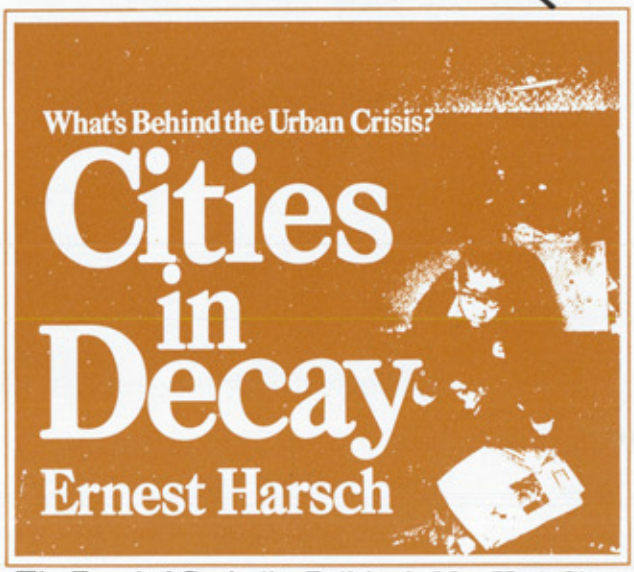
Informationsbulletin Nr. 28 Vereinigtes Sekretariat d. 4. Internationale

Inprekorr, 6 Frankfurtz, Postpach 11 92 45

International Socialist Review

JUNE 1973 FIFTY CENTS

SPECIAL ISSUE



The Fraud of Capitalist Politics in New York City
Dick Roberts

14, Charles Lanc, New York, Ny 10 014

ABONNEMENTS

IVe INTERNATIONALE			
FRANCE	Ouvert	12 Nos	50 F
		6 Nos	25 F
	Fermé	12 Nos	80 F
		6 Nos	45 F
ETRANGER	Ouvert	12 Nos	55 F
		6 Nos	30 F
	Fermé	12 Nos	110 F
		6 Nos	55 F

par AVION : Ecrire à l'adresse de la revue

ROUGE		
France	sous pli ouvert	sous pli fermé
50 numéros	90 F	150 F
25 numéros	45 F	75 F
Etranger		
50 numéros	110 F	180 F
25 numéros	55 F	90 F

par avion, écrire au journal

ROUGE ET IVe INTERNATIONALE					
France	Ouvert	Fermé	Etranger	Ouvert	Fermé
50 numéros et 12 revues	120F au lieu de 140	210F au lieu de 230	50 numéros plus 12 revues	145F au lieu de 165	270 au lieu de 290
25 numéros plus 6 revues	60F au lieu de 70	110F au lieu de 120	25 numéros plus 6 revues	75F au lieu de 85	135 au lieu de 145

par avion, écrire au journal

Le paiement des abonnements doit être joint à la commande ; il peut être soit par chèque bancaire barré à l'ordre de « Rouge », soit par chèque postal ou mandat-lettre à l'ordre de « Rouge » CCP 25.043.88 - PARIS. La commande et le paiement sont à adresser, dans la même enveloppe à :



Une presse militante, vivante, offensive, constitue l'épine dorsale de l'activité et de la propagande d'une organisation révolutionnaire. La lecture de ces journaux est indispensable à la connaissance de l'activité des marxistes-révolutionnaires européens, de leurs analyses politiques, de la vie de la IVème Internationale.

Les sections européennes de la IVème Internationale publient, en une dizaine de langues différentes, des journaux dont les plus connus sont *Rouge*, *La Brèche*, *La Gauche*, *Red Mole*, *Was Tun ?*, *Bandiera Rossa*...

Abonnez-vous, c'est un geste militant utile pour vous, indispensable pour la vie de nos organisations !

rouge

La brèche

La gauche

LES IMPRESSIONS TYPOFSET